PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME
Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 29 juin 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant **l'icône** **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Visite officielle

- Le plus grand porte-conteneurs français inauguré au Havre : à quoi ressemble CMA CGM Notre Dame ? – PN
- CMA CGM : le «Notre-Dame», plus grand porte-conteneurs français, arrive au Havre lundi – Le figaro
- Le "CMA CGM Notre-Dame", le plus gros porte-conteneurs sous pavillon français arrive au Havre – France info
- VIDÉO. À bord du « CMA CGM Notre-Dame », le plus grand porte-conteneurs sous pavillon français - ouest-France
- "Plus long que la Tour Eiffel" : découvrez le plus grand porte-conteneurs sous pavillon français avant son inauguration au Havre

Logement

- « Nous défendrons toujours les droits des locataires » déclare la nouvelle présidente de la CNL de Dieppe – PN
- Un projet de résidence étudiante... puis plus rien : pourquoi ce bâtiment est toujours à l'abandon à Rouen ? - PN

Santé

- À Fécamp, les acteurs du territoire renforcent leur engagement pour la santé mentale - PN

Immigration

- À Saint-Étienne-du-Rouvray, cette famille sous OQTF avec un fils handicapé a trouvé un habitat digne – PN

Éducation

- Seine-Maritime. Carte scolaire : les dernières décisions d'ouverture et de fermeture de classe - LCC
- Fermeture confirmée d'une classe à Bacqueville-en-Caux : les parents « au pied du mur » - PN
- Le Grand-Quevilly : au jeu de la carte scolaire la ville préserve une classe et s'en voit attribuer une autre – PN
- Finalement, l'école Flaubert de Maromme n'aura pas de classe en plus – PN
- À Canteleu, une maternelle gagne une classe, une autre est moins chanceuse – PN
- "Une répartition catastrophique" : fermeture annoncée d'une classe dans une école près de Rouen, les parents mobilisés - 76actu

Sécurité

- Zone industrielle du Havre. Une vaste panne électrique liée à la canicule provoque des arrêts d'usines et des torchères - LCC
- [Photos]. Pourquoi près de 200 policiers et gendarmes sont intervenus à l'aube à Lillebonne ? - LCC
- Un déficit de plus de six millions d'euros : les sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime dans le rouge - F3
- Incendie au CRA de Oissel : 3 policiers légèrement intoxiqués par les fumées, deux retenus en garde à vue - F3
- Rouen. Un feu se déclare dans un pavillon accueillant un foyer pour jeunes, sept enfants et une éducatrice pris en charge - Tendance Ouest
- Panne généralisée d'électricité sur la zone industrielle du Havre, plusieurs installations SEVESO mises en sécurité – ICI
- Bruit, torche, odeurs, fumée, arrêts d'usines... Une importante panne d'électricité impacte la zone industrielle du Havre - F3

Social et société

- Le Havre. Comment fonctionne la justice ? Après l'affaire Lyhanna, le tribunal organise une réunion publique – Tendance Ouest
- Pédocriminalité : un homme de 37 ans condamné à Rouen, après une vague d'interpellations en France – ICI
- Violences sur les enfants : le tribunal du Havre organise une grande réunion publique ce lundi – ICI
- Affaire Lyhanna : 950 dossiers de violences sexuelles sur mineurs réexaminés au parquet de Rouen – ICI
- Le Havre. Après le meurtre de Lyhanna, les Havrais appelés à se rassembler lundi - PN
- Le Havre. Après le meurtre de Lyhanna, les Havrais appelés à se rassembler lundi
- Cléo porte plainte contre son oncle, déjà condamné pour agressions sexuelles sur sa cousine : l'enquête n'avance pas – ICi

Mobilité

- Rouen. L'ouverture de la voie de raccordement entre la Sud III et le pont Flaubert prévue en juillet – Tendance Ouest
- Rouen : le raccordement du pont Flaubert à la Sud 3 sera ouvert le 2 juillet 2026 – ICI
- Rouen. Pont Flaubert : on connaît la date d'ouverture du raccordement à la Sud III - LCC
- Rouen. Ça y'est, le pont Flaubert est (presque) raccordé à la Sud 3 : voici la date et l'heure d'ouverture de la route

Environnement

- Réchauffement climatique. La reproduction de coquilles Saint-Jacques à surveiller en Baie de Seine – France 3
- Des « nez » traquent les effluves émanant des sites industriels près de Rouen – Le parisien
- Au nord de Rouen, cette usine sert toujours une eau contaminée par un pesticide - PN

Météo

- "Une maman avec un bébé devrait toujours être hébergée" : au Havre, des familles à la rue pendant la canicule
- Canicule 2026 : pourquoi le système de santé reste mobilisé malgré le recul des fortes chaleurs - PN
- Canicule et centres-villes désertés : Sébastien Lecornu prolonge les soldes d'été pour soutenir les commerçants - PN
- Canicule en France : plus de 1000 décès supplémentaires recensés, les hôpitaux sous pression
- « Il y a un phénomène d'hydrocution, parfois de suractivité… » : Laurent Nuñez recense 74 décès par noyade - PN
- « C'est un miraculé ! » : au nord de Rouen, l'arbre tombe dans son lit, en pleine nuit d'orages – PN
- Des orages impressionnants sur la métropole de Rouen, une vingtaine d'interventions de pompiers - PN
- La pluie a fragilisé la falaise : un éboulement à Saint-Valery-en-Caux - PN
- Canicule. La Normandie repasse au vert : toutes les vigilances levées pour la région – Tendance Ouest
- La circulation des trains en Normandie perturbée jusqu'au 6 juillet, suite aux orages – ICI
- "Les élèves et les personnels ont souffert" : les profs furieux du manque de préparation à la canicule dans les écoles – ICI
- Canicule : le CHU de Rouen active le "plan hôpital en tension niveau crise" – ICI
- Canicule : à Rouen, jusqu'à 20% des bus du réseau Astuce sont restés au dépôt faute de climatisation suffisante – ICI
- Canicule : l'eau de la Seine à 27,6°C à Rouen, un record depuis le début des relevés – ICI
- Canicule : la Ville du Havre critiquée par les parents d'élèves pour son inaction dans les écoles - ICI
- Rafales de vent aux Andelys, grêle, fortes pluies : le résumé d'une nuit sous les orages en Seine-Maritime et dans l'Eure – F3
- Canicule. "Les lits sont pleins" : le CHU de Rouen déclenche le Plan hôpital en tension niveau crise – F3
- Canicule. "Il n'y a pas de volets, on n'arrive pas à faire redescendre la température" : 534 écoles fermées, une semaine chaotique en Normandie – F3
- Seine-Maritime. Orages : 22 interventions des secours dont l'une pour un arbre tombé sur une habitation - LCC
- Lillebonne. Pourquoi un étang du parc des Aulnes est-il fermé jusqu'au 1er juillet ? - LCC

Sénatoriales

- Seine-Maritime. Un ancien maire du pays de Caux mène la liste Rassemblement national aux Sénatoriales – LCC
-

Travaux et aménagements

- Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime – PN

- Pont Corneille à Rouen : un imprévu va entraîner de nouveaux travaux « longs et coûteux » - PN
- Sécurisation, végétalisation : les accès à cette école d'Elbeuf vont être repensés – 76actu
- Au Tréport, une aire de camping-car pour bénéficier du chantier EPR en limitant l'impact pour les habitants - 76actu
- Dépollution du site de l'ancienne caserne des pompier : l'addition est (très) salée -76actu

Justice

- « Ce sont des miettes » : au tribunal de Rouen, des enfants de harkis face aux maigres dédommagements de l'État Français

paris-normandie.fr

Le plus grand porte-conteneurs français inauguré au Havre : à quoi ressemble CMA CGM Notre Dame ?

Anne-Sophie Duval

8–11 minutes

« CMA CGM Notre Dame », le plus grand porte-conteneurs du monde battant pavillon français, sera inauguré jeudi 2 juillet 2026 au Havre. Découvrez les particularités de ce géant des mers qui relie l'Asie à l'Europe, attendu au port dès lundi.

Ajouter Paris Normandie sur Google

« CMA CGM Notre Dame », le plus grand porte-conteneurs du monde sous pavillon français, effectuera son escale inaugurale au Havre du 29 juin au 5 juillet 2026. - CMA CGM

Par Anne-Sophie Duval

Publié: 27 Juin 2026 à 07h01 Temps de lecture: 2 min

1. **Le premier d'une série de 10 porte-conteneurs.** *CMA CGM Notre Dame* est le premier d'une série de 10 porte-conteneurs qui porteront les noms de lieux emblématiques du patrimoine français : Panthéon, Orsay, Luxembourg, Pont Neuf, Versailles, Austerlitz, Nation, Cluny et Longchamp. Des noms qui traduisent la volonté du groupe CMA CGM de *« faire rayonner l'excellence française sur toutes les mers »*. Ces 10 navires, parmi les plus grands du monde, seront immatriculés sous pavillon français. Ce qui signifie qu'ils relèvent du droit français en matière de sécurité, de conditions de travail, de formation de l'équipage et de normes environnementales.

Consultez l'actualité en vidéo

2. **Des dimensions XXL.** *CMA CGM Notre Dame*, construit par le chantier naval chinois Yangzijang, mesure 400 mètres de long, l'équivalent de 4 terrains de football. Large de 62 m, il est plus haut (75 m) que la cathédrale dont il porte le nom (69 m). Le navire transporte 24 212 conteneurs EVP (équivalent vingt pieds), dont 1 600 réfrigérés, l'équivalent de plus de 20 000 camions ou de 600 trains de fret, soit plusieurs centaines de milliers de tonnes de marchandises.

Un concentré de nouvelles technologies au service des humains

3. **Performance énergétique optimisée**. Afin d'optimiser sa performance énergétique tout en réduisant ses émissions, le porte-conteneurs est propulsé par un moteur dernière génération fonctionnant au GNL (gaz naturel liquéfié). Le gaz naturel est stocké à l'état liquide dans une cuve de 18 600 m^3 pour assurer les trajets aller-retour entre l'Asie et l'Europe. Grâce à plusieurs innovations dans sa construction, la capacité du navire a pu être augmentée de 600 conteneurs. *CMA CGM Notre Dame*, comme ses sister-ships, est équipé d'un déflecteur d'air (windshield), un dispositif aérodynamique positionné à l'avant qui permet de réduire la résistance au vent.

4. **Technologies de pointe et IA.***CMA CGM Notre Dame* se distingue par l'intégration de technologies numériques innovantes. Sa passerelle entièrement digitalisée, équipée d'outils de réalité augmentée et de systèmes d'aide à la navigation, permet aux équipages de disposer d'informations en temps réel pour améliorer la sécurité et l'efficacité des opérations. L'intelligence artificielle contribue également à optimiser les routes, la vitesse et la consommation de carburant, participant ainsi aux objectifs de décarbonation du transport maritime.

Une trentaine de navigants

5. **La vie à bord.** L'équipage se compose d'une trentaine de personnes réparties entre les fonctions du pont (navigation), de la machine (propulsion et maintenance) et de l'intendance (cuisine). Tous reçoivent une formation médicale qui, en plus des gestes de premiers secours, permet de faire face aux situations d'urgence. Ils ont appris à poser une perfusion ou suturer une plaie… Les navigants, qui restent facilement en lien avec leurs proches grâce à la technologie Starlink, bénéficient de cabines individuelles, d'espaces de convivialité et d'un restaurant. Plus insolite, le terrain de basket-ball qui offre la possibilité d'exercer une activité physique.

6. **La diversité des marchandises transportées.** Quand le navire part d'Asie à destination de l'Europe, ces conteneurs sont remplis de

produits du quotidien qui alimentent l'économie européenne : meubles, appareils électroménagers, automobiles, pièces détachées automobiles, vêtements, chaussures, articles de décoration, jouets, équipements électroniques, informatiques, sportifs et de loisirs. Au départ du Havre, *CMA CGM Notre Dame* embarque des marchandises qui incarnent le savoir-faire français et européen à l'international comme du malt destiné à la fabrication de bière, des produits laitiers, de la viande porcine, des vins et spiritueux, du bois, de la pâte à papier, des produits pharmaceutiques et cosmétiques ainsi que des pneumatiques et des équipements industriels.

Lire aussi

CMA CGM Notre Dame : qui sont ces marins au service de l'un des plus grands porte-conteneurs du monde ?

Présidentielle 2027 : la porte-parole du gouvernement Maud Bregeon annonce soutenir Édouard Philippe

Une nouvelle adresse pour déguster des cocktails maison place des Halles Centrales, au Havre

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Le Havre (Seine-Maritime)

CMA CGM, un leader mondial du transport, lié au Havre

Par la rédaction
Publié le 26/06/2026 à 10:48 Temps de lecture: 1 min

Présent dans 170 pays, le Groupe CMA CGM, spécialisé dans les solutions de transport de marchandises par voies maritimes, terrestres et aériennes, emploie 160 000 collaborateurs, et près de 6 000 personnes à Marseille où est situé son siège. Il est également

le troisième groupe de médias privés en France (BFM, RMC, La Provence, Corse matin, La Tribune…)

Troisième acteur mondial du transport maritime, CMA CGM dessert plus de 420 ports sur 5 continents avec plus de 700 navires. En 2025, il a transporté 24 millions de conteneurs EVP (équivalent vingt pieds).

Le Havre occupe une place stratégique dans son histoire puisqu'il est le premier port d'escale de ses lignes Asie-Europe avec plus de 2 000 escales de ses navires accueillis chaque année. Le Havre est la principale agence en France avec près de 500 collaborateurs.

Le géant des mers à travers votre objectif

Par la rédaction
Publié le 26/06/2026 à 11:48 Temps de lecture: 1 min

CMA CGM organise un concours photo ouvert aux amateurs comme aux photographes confirmés. Les participants sont invités à immortaliser l'arrivée du *Notre Dame* lundi 29 juin, entre 18 h et 20 h 30. Les points d'observation recommandés sont le Cap de la Hève, les Jardins Suspendus, la plage et l'esplanade Nelson-Mandela.

Pour participer, il faudra publier sa photo sur Instagram entre le 29 juin et le 30 juin à 23 h 59, identifier le compte Instagram de CMA CGM, ajouter le hashtag #CMACGMNotreDameAuHavre et disposer d'un compte public pendant la durée du concours.

Les auteurs des meilleurs clichés seront invités à assister à la retransmission en direct de la cérémonie d'inauguration du navire au cinéma Pathé Docks Vauban, jeudi 2 juillet, de 12 h à 13 h.

Ça se passe aussi vers

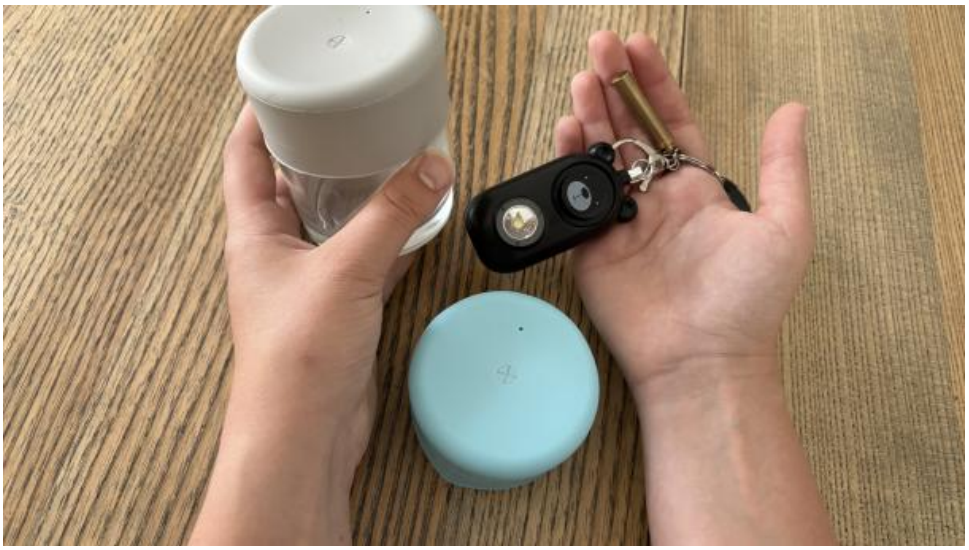
Ça se passe aussi vers

Le Havre

CMA CGM Notre Dame : qui sont ces marins au service de l'un des plus grands porte-conteneurs du monde ?

Présidentielle 2027 : la porte-parole du gouvernement Maud Bregeon annonce soutenir Édouard Philippe

Une nouvelle adresse pour déguster des cocktails maison place des Halles Centrales, au Havre



Le Havre. Face au risque de viol, des parents équipent leurs filles de kits anti-agression

Le Havre. Après le meurtre de Lyhanna, les Havrais appelés à se rassembler lundi

Le Havre. Quelles sont les rues fermées ce dimanche pour le tournage de Franck Dubosc ?

Voir plus d'articles

Juste pour vous

Annonces légales

Consulter les annonces Publier une annonce

lefigaro.fr

CMA CGM : le «Notre-Dame», plus grand porte-conteneurs français, arrive au Havre lundi

Le Figaro avec AFP

5–7 minutes

Sorti des chantiers navals chinois, ce géant des mers peut transporter 24.000 conteneurs, l'équivalent de 20.000 camions ou 600 trains de fret. Il est le plus grand bateau du monde à fonctionner grâce au gaz naturel.

Quatre cents mètres de long et plus haut que les tours de la célèbre cathédrale parisienne dont il porte le nom, le *«Notre-Dame»*, plus gros porte-conteneurs sous pavillon français, arrive au Havre lundi, où il sera baptisé jeudi par son propriétaire, l'armateur CMA CGM. Fleuron d'une nouvelle génération de dix porte-conteneurs géants, il a été commandé par le troisième armateur mondial pour transporter les marchandises produites par les usines asiatiques vers les consommateurs européens, et pour les produits agroalimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques européens vers l'Asie. Ce bateau, le plus grand du monde à fonctionner grâce au gaz naturel liquéfié (GNL), sort du gigantesque chantier naval Yangzijiang Shipbuilding (YZJ) près de Shanghai, en Chine.

Emploi & EntrepriseNewsletter

Tous les lundis

Recevez tous les lundis l'actualité de l'Entreprise : emploi, formation, vie de bureau, entrepreneurs, social...

Pour son voyage inaugural, malgré les tensions au Moyen Orient, le Notre-Dame a pu emprunter la route courte vers l'Europe, via le canal de Suez. Évitant de contourner l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance comme font nombre de navires depuis le début de la

guerre en Iran, il a été escorté en mer Rouge par une frégate de la Marine nationale française dans le cadre du programme européen Aspides de sécurisation du trafic maritime, indique le ministère de la Défense.

Passer la publicité

L'enjeu est important pour le commerce international. En un seul voyage, ce mastodonte des mers peut transporter 24.000 conteneurs standards (dits *«EVP»* c'est-à-dire *«équivalent vingt pieds»*, la jauge de la logistique maritime mondiale): autant que 20.000 camions ou 600 trains de fret. *«Ces bateaux géants (...) sont exclusivement utilisés sur la ligne maritime entre l'Extrême-Orient (Asie du sud-est, Singapour, Chine, Japon, Corée et Taïwan) et l'Europe, où des ports en eau profonde ont été aménagés afin d'accueillir des bateaux dont le tirant d'eau excède 16 mètres»*, relève pour l'AFP Paul Tourret, expert en géo-économie, directeur de l'Institut supérieur d'économie maritime à Saint-Nazaire (France).

Le Havre, Anvers, Rotterdam et Hambourg sont les plaques tournantes européennes de ce commerce. En Asie, le point de départ est le port de Ningbo en Chine, puis Shanghai, Yantian, également en Chine, et enfin Singapour. Le gigantisme des bateaux est moins adapté pour les liaisons Asie-Amérique du Nord, où les ports sont moins bien équipés, ajoute Paul Tourret.

À lire aussi Rodolphe Saadé au Figaro : «La gestion de crise, c'est l'état d'esprit actuel de CMA CGM»

Pavillon français

Les deux originalités du Notre-Dame : il bat pavillon français et fonctionne au GNL. Ceci lui permet de se présenter comme une solution moins polluante (par la réduction des émissions d'oxydes de soufre et de particules fines) et de *«transition»* pour le climat (par la réduction des émissions d'oxydes d'azote et de CO2 par rapport au fioul), même si le GNL est le plus souvent issu de ressources fossiles. Le choix d'un pavillon français vient d'un engagement pris en novembre 2025 par le PDG du groupe Rodolphe Saadé devant le président français Emmanuel Macron. Les armateurs faisaient alors un intense lobbying pour essayer d'empêcher la suppression d'un avantage fiscal dont ils bénéficient

depuis plus de 20 ans en France.

Rodolphe Saadé a donné alors des gages aux pouvoirs publics pour asseoir la souveraineté maritime française, en annonçant l'inscription de 10 nouveaux porte-conteneurs sous pavillon français, dont le *«Notre-Dame»* est le premier. D'ici deux ans, cette opération gonflera de 33% la flotte CMA CGM sous pavillon français: de seulement 30 aujourd'hui sur quelque 700 navires exploités, la flotte de l'armateur inscrite au registre international français (RIF) passera à 40 navires, avec le Notre-Dame et ses neuf *«sistership»*, qui représentent un investissement total de 2,5 milliards d'euros.

En s'engageant à employer des marins français, à respecter le droit français et matière de sécurité, d'environnement et de conditions de travail, dans un univers maritime international totalement dérégulé, cette flotte permet de soutenir la filière de formation française des officiers de marine marchande, souligne l'armateur. Pour exploiter ces navires, le groupe prévoit le recrutement de 135 marins français en deux ans. L'équipage du Notre-Dame est composé en moyenne d'une trentaine de personnes, dont au moins deux femmes, Pauline Roussel, officier de quart à bord, issue de l'École nationale supérieure maritime (ENSM) et Axelle Sgro, lieutenant mécanicienne, elle aussi diplômée de l'ENSM.

franceinfo.fr

Le "CMA CGM Notre-Dame", le plus gros porte-conteneurs sous pavillon français arrive au Havre

franceinfo

17–21 minutes

- podcast
- flux rss

Lundi, on pourra voir au Havre l'un des 10 "géants des mers" fonctionnant au GNL de l'armateur marseillais CMA CGM, troisième armateur maritime mondial. C'est le plus grand navire du monde à fonctionner grâce au GNL (Gaz naturel liquéfié).

Radio France

Publié le 29/06/2026 09:26

Temps de lecture : 1min

Nicolas Le Scornet, commandant français du CMA CGM Notre-Dame, le premier d'une nouvelle série de navires géants propulsés

au GNL. (ROSLAN RAHMAN / AFP)

Le navire *CMA CGM Notre-Dame,* arrivant au Havre, lundi 29 juin, est le fleuron d'une nouvelle génération de 10 porte-conteneurs géants, dont la mission est de transporter les marchandises produites par les usines d'Asie vers l'Europe et, dans l'autre sens, les produits agroalimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques européens vers l'Asie.

Fabriqué dans un chantier naval géant chinois spécialisé dans les bateaux de taille XXL, le *Notre-Dame* est le plus grand navire du monde à fonctionner grâce au GNL (Gaz naturel liquéfié), moins polluant que le fioul grâce à une réduction des émissions d'oxydes de soufre, de particules fines, d'oxydes d'azote et de CO2.

Le navire mesure 400 mètres de long et sa partie la plus élevée – la passerelle de pilotage – est plus haute que les tours de la cathédrale Notre-Dame de Paris, dont il porte fièrement le nom. En un seul voyage, il peut transporter jusqu'à 24 000 conteneurs, soit autant que 20 000 camions ou 600 trains de fret.

Le CMA CGM Notre Dame, photographié à quai au terminal portuaire de Pasir Panjang, à Singapour, le 1er juin 2026. (ROSLAN RAHMAN / AFP)

Un tel transport peut paraître un pari risqué dans le contexte géopolitique actuel. Le patron Rodolphe Saadé mise sur l'avenir du commerce maritime mondial. Si quelques navires ont été bloqués par la fermeture du détroit d'Ormuz, tous ses autres navires (sa flotte en possède 700) tournent à plein régime.

De façon générale, les armateurs affichent complet et leurs conteneurs se louent très cher car, dans l'incertitude de l'évolution

de la créativité fiscale de Donald Trump, les grands groupes occidentaux achètent par anticipation et importent d'Asie des produits aujourd'hui non surtaxés qui pourraient l'être du jour au lendemain. Pour exemple : les Américains importent déjà de Chine les guirlandes pour Noël 2027.

Rappelons que ces mastodontes des mers sont exclusivement utilisés sur la ligne maritime entre l'Extrême-Orient et l'Europe, où des ports en eaux profondes ont été aménagés pour accueillir des bateaux dont le tirant d'eau (le niveau en-dessous de la ligne de flottaison) atteint 16 mètres. Anvers, Rotterdam, Hambourg et, donc, Le Havre sont aujourd'hui les plaques tournantes de ce commerce en Europe.

À regarder

- Les questions en suspens après le crash meurtrier d'un avion civil près de Nancy

  • 2 min

- Les smartphones font baisser la natalité

  • 1 min

- Lutte contre le VIH : les financements en chute libre

  • 2 min

- Baptême de parachutisme : 11 morts dans un crash aérien

  • 2 min

- Yousi "Sur les réseaux sociaux c'est dur de capter 3 secondes d'attention"

  • 2 min

- Les inquiétants "freinages fantôme"

  • 3 min

-

Ces moments où il ne faut PAS se brosser les dents

• 3 min

- Oublis d'enfants : des dispositifs d'alerte dans les voitures

  • 3 min

- Un aéronef s'écrase avec 11 personnes à son bord

  • 2 min

- Canicule : faut-il craindre un lourd bilan ?

  • 2 min

- Canicule : après la chaleur, les orages

  • 1 min

- Angélique Kidjo : "Le jour où j'ai quitté mon pays, mon père était en pleurs"

  • 2 min

- Hôpitaux : coup de chaud à tous les étages

  • 3 min

- A 20 ans, Célia Géry championne de France !

  • 1 min

- Records de chaleur : comment ne pas suffoquer ?

  • 3 min

- Pape Léon XIV : une messe sur les Champs-Élysées

  • 2 min

- Des images satellite montrent avant et après le double séisme au

Venezuela

• 1 min

- La femme de Jérôme Barella porte plainte pour viol et violences conjugales

  • 2 min

- Un mort par noyade dans le canal Saint-Martin

  • 1 min

- La boussole des pigeons voyageurs serait dans leur foie

  • 3 min

- "Le monde est fini" : l'alerte de Jean-Marc Jancovici

  • 2 min

- Venezuela : un séisme meurtrier

  • 3 min

- La disparition du "que" dans la langue française

  • 3 min

- Comment restaurer une lionne et un oryx naturalisés depuis près de 130 ans ?

  • 3 min

- Canicule : les hôpitaux saturés

  • 3 min

- Quels sont les risques de la chaleur sur le cerveau ?

  • 2 min

-

Comment mieux résister à la canicule ?

• 3 min

- Le recyclage français est en crise !

  • 2 min

- L'arnaque aux faux climatiseurs

  • 3 min

- Donald Trump : un plan d'eau qui tourne au fiasco

  • 2 min

ouest-france.fr

VIDÉO. À bord du « CMA CGM Notre-Dame », le plus grand porte-conteneurs sous pavillon français

Lilian Legeay

~2 minutes

Long de 400 mètres, le « CMA CGM Notre-Dame » est le plus grand navire sous pavillon français et l'un des plus imposants porte-conteneurs au monde. « Le Marin » et « Ouest-France » ont embarqué à son bord pour une traversée exceptionnelle.

Publié le 28/06/2026 à 20h45
400 mètres de long, 62 mètres de large, 107 000 tonnes et jusqu'à 24 212 conteneurs EVP : embarquez à bord du « CMA CGM Notre-Dame », le plus grand porte-conteneurs sous pavillon français. Des coulisses de la passerelle aux machines, découvrez le quotidien de l'équipage et les dimensions hors normes de ce géant des mers.

Lire aussi. REPORTAGE. Quatre jours à bord du « CMA CGM Notre-Dame », le plus grand navire de la flotte française

Le plus grand du monde propulsé au gaz naturel liquéfié

Bientôt baptisé au Havre, le « CMA CGM Notre-Dame » est commandé par Nicolas Le Scornet, un marin breton choisi par le PDG de la compagnie, Rodolphe Saadé. Propulsé au gaz naturel liquéfié, ce géant des mers a été optimisé pour transporter un maximum de marchandises tout en réduisant son impact environnemental.

Lecture automatique
Plus de vidéos de Mer

tf1info.fr

"Plus long que la Tour Eiffel" : découvrez le plus grand porte-conteneurs sous pavillon français avant son inauguration au Havre

V. F

5–6 minutes

---

par V. F | Reportage : Matthias BERINGER et Brieuc LETURMY

Publié aujourd'hui à 7h00

, mis à jour il y a 45 min

Source : TF1 Info

LCI

- **Le "Notre-Dame", le plus gros porte-conteneurs sous pavillon français, est arrivé au Havre où il sera inaugué jeudi.**
- **Sa particularité : il s'agit du plus grand bateau du monde à fonctionner grâce au gaz naturel.**
- **Une équipe de TF1 a pu embarquer à bord en exclusivité.**

Vu du ciel, le géant, allongé sur l'étendue bleue, semble presque endormi. Mais aux manettes, le commandant Nicolas Le Scornet a, lui, les yeux grands ouverts. Car l'enjeu est crucial. Il aborde la rade du Havre pour y jeter l'ancre dans un emplacement très étroit. «"Avec un bateau de 400 mètres de long, il ne faut pas se rater",» lance-t-il dans le reportage du 20H de TF1 visible en tête de cet article. Après deux heures et demie d'approche et de manœuvre, ça y est : l'ogre d'acier, plus grand porte-conteneurs français tout juste fabriqué en Chine, rencontre pour la première fois les côtes

françaises. «"»

«À titre de comparaison, ce géant des mers est à la fois plus long que la Tour Eiffel, plus haut que Notre-Dame de Paris »– dont il porte le nom –« et plus large que l'Arc de Triomphe"», précise Matthias Beringer, le journaliste de TF1 à bord.

Plus de 11.000 conteneurs

De quoi transporter plus de 11.000 conteneurs. Électroménagers, textiles, médicaments, produits chimiques, électroniques... La quasi-totalité de nos importations arrive jusqu'à chez nous dans ces immenses caisses métalliques. Ce nouveau navire de la compagnie française CMA CGM enchaînera les rotations en un peu plus de 100 jours entre la Chine et les plus grands ports européens, sur une ligne commerciale très disputée avec ses principaux concurrents, le Danois Maersk et le Suisse MSC notamment.

Remplir chaque conteneur au maximum est donc primordial. «"On peut même y placer trois voitures en les agençant en quinconce. En fait, on peut mettre deux voitures sur le côté et puis une voiture par-dessus. On peut en assembler plusieurs comme cela"», explique Romain Fiquet, le second commandant du navire. La logistique à bord fait partie de ses très nombreuses missions. L'incendie est le risque numéro un. Mais en cas d'urgence, les officiers peuvent intervenir en un temps record grâce à deux canons alimentés par de l'eau de mer. «"On est à peu près sur 200 mètres de portée, donc on arrive à couvrir le navire entièrement"», indique-t-il.

> **Il faut faire en sorte que nos bateaux soient le moins polluants possible.**
>
> **Jean-Baptiste Tapie, ingénieur en chef**

Pour que le convoi sillonne les océans à plus de 30 km/h, d'autres, coincés dans les entrailles du navire, ont beaucoup moins l'occasion de profiter de la vue. Une quinzaine de mécaniciens y arpentent le labyrinthe de la salle des machines chaque jour. Et la pièce maîtresse est le moteur, réparti sur cinq étages. Avec plus de quatre-vingt-dix mille chevaux sous le capot, il a la puissance de sept TGV. Et qui dit gros moteur dit forcément grosse empreinte

carbone.

Alors, pour tenter de limiter l'impact environnemental de ce nouveau navire, fini le fuel, place au gaz naturel liquéfié. Son utilisation réduit de 20% les émissions de CO2. C'est encourageant, mais de par la distance et le volume transporté, la marine marchande reste un secteur très polluant. «"Il y a clairement deux voies sur lesquelles il faut s'orienter, c'est faire en sorte que nos bateaux soient le moins polluants possible. Et puis après, il y a une voie dont on est tous responsables, c'est d'accepter de se dire qu'il faut arrêter de trimballer autant de marchandises"», souligne Jean-Baptiste Tapie, ingénieur en chef.

Lire aussi

Conteneurs à la dérive : des Bretons à l'origine d'une petite révolution dans le transport maritime international

D'ici là, le volume des échanges maritimes continue d'augmenter d'année en année, à tel point que de nombreux armateurs cherchent à recruter du personnel de bord. La majorité d'entre eux, comme CJ Balbanida, sont philippins. Cet électricien est durant six mois loin de chez lui. «"C'est le rêve de tout le monde de voyager gratuitement dans le monde entier. Imaginez, vous embarquez, aucune dépense, nourri, logé, blanchi, juste à travailler et le tout pour un salaire vraiment meilleur qu'aux Philippines"», affirme-t-il, sans en dévoiler le montant. Un salaire avantageux pour une vie, certes, entrecoupée de quelques moments de loisirs coupés du monde, même si le navire, dans sa course effrénée, n'a que faire des moments de répit.

La journée va enfin se terminer pour certains, tout juste commencer pour d'autres. À 4h du matin, Pauline Roussel, 25 ans, officier de navigation, prend chaque jour la tête du vaisseau, aux premières loges d'un spectacle unique : le crépuscule du matin. «"Ça donne envie de se lever tôt",» clame-t-elle. Même à des milliers de kilomètres de ses proches. «"Mes parents sont hyper contents quand je pars, ils sont hyper fiers de ce que je fais. C'est encourageant et ça atténue ce côté absence"», assure-t-elle. Ce jeudi 2 juillet, elle pourra compter sur leur présence lors de l'inauguration officielle du navire au Havre, avant qu'il ne délivre sa première cargaison à travers l'Europe.

Sur le
même thème

Tout
TF1 Info

paris-normandie.fr

« Nous défendrons toujours les droits des locataires » déclare la nouvelle présidente de la CNL de Dieppe

Loïc Potier

6–8 minutes

C'est Nolwen Chinaud qui a pris la suite de l'antenne dieppoise de la confédération nationale du logement. Elle compte poursuivre l'œuvre de Didier Marchand, décédé le 14 mars dernier.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Loïc Potier

Publié: 29 Juin 2026 à 07h12 Temps de lecture: 2 min

« Nous défendons toujours les droits des locataires face aux bailleurs sociaux et aux propriétaires privés », telle est la poursuite de la mission de la section dieppoise de la confédération nationale du logement (CNL) qui a élu Nolwen Chinaud comme nouvelle présidente lors de l'assemblée générale du 13 juin dernier. Elle succède à Didier Marchand qui nous a quittés subitement le 14 mars dernier. *« J'étais adhérente à la CNL et il était question que je prenne la suite de Didier Marchand qui se proposait de l'aider dans un premier temps pour prendre la direction, mais son décès a accéléré les choses. »*

Des logements décents

Avec Christian de Baillard du Lys, son secrétaire et adjoint et le choc passé, le duo a repris le flambeau. *« Nous avions des dossiers engagés qu'il convient de régler. Bien des locataires ne sont pas au courant de leurs droits face aux propriétaires. De plus, les normes sont en perpétuelles évolutions et cela va sans doute bouger avec la canicule actuelle. À la décharge des propriétaires également, de nombreux ne connaissent pas forcément leurs droits et leurs devoirs également. Il faut juste affirmer qu'ils logent des humains qui doivent vivre dans des conditions décentes. »*

Des enjeux importants

Nolwen Chinaud, en trois mois a pris contact avec les différents acteurs et se met à la page des prochains gros programmes immobiliers sur Dieppe et sa périphérie. Il s'agit du Val d'Arquet II et la réhabilitation de plus de 1 000 logements sur Neuville, sans oublier les programmes engagés sur la ferme des hospices et Janval. *« Cela se passe globalement bien avec les bailleurs sociaux car ils ont des services juridiques et ils sont bien structurés. C'est différent avec les propriétaires privés et nous avons des gens de bonne foi et d'autres un peu moins. Chaque cas est différent et pour ma part, j'en apprends beaucoup. Il est juste essentiel que les frais annexes à location soient le moins élevé possible, comme le chauffage. Il faut veiller à la vulnérabilité des locataires. »*

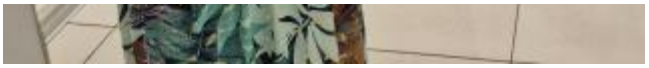
Arrivée à Dieppe en 2021

La nouvelle présidente est une Brestoise à l'origine qui a travaillé comme assistante dentaire à Paris. *« J'ai travaillé avec le fils de Pierre Bonte (NDLR : animateur de la télévision dans les années 70) qui était dentiste et professeur d'université. Comme j'aime la photo, je réalisais des clichés de dents et de mâchoires en macro pour ses cours. Ma famille grandissant comme mes difficultés de trouver un logement, j'ai décidé avec mon mari de s'expatrier dans un premier temps dans l'Oise et nous venions régulièrement entre Dieppe et Le Tréport, lors de nos repos. Avec le Covid, Dieppe nous a attrapés. C'était en 2021. C'est une petite ville très intéressante à vivre. »*

Recherche nouveaux membres

Sa venue au CNL est liée à son activité professionnelle qui a dû s'arrêter pour des raisons de santé. *« J'ai toujours aimé rendre service aux gens. Sur Paris, j'étais déjà adhérente et je donnai le coup de main pour remplir les papiers. En arrivant à Dieppe, j'ai contacté les associations, je faisais de l'aide au devoir et j'ai souhaité revenir vers la CNL. Comme je suis une personne très active, j'ai trouvé ma place et j'ai la chance de travailler avec une équipe soudée et compétente. »* Elle a des idées pour poursuivre l'œuvre de Didier Marchand. *« Nous souhaitons aller au-devant des gens. Certains ont du mal à ouvrir une porte. Nous pourrions nous installer sur le marché de Neuville et si cela fonctionne bien, nous irions aussi à Janval pour rencontrer les personnes. Pourquoi pas ne pas établir des antennes dans chaque quartier, mais aussi dans les communes et villes de notre territoire. C'est pour cela que nous recrutons de nouveaux membres. »*

Lire aussi



[Canicule en Normandie : les perdants et les gagnants de la surchauffe]

[On fait quoi ce week-end dans le pays de Bray ?]

[Festival Les Barons du Son près de Dieppe : Axel Bauer en tête d'affiche]

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Dieppe (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Dieppe

« Nous défendrons toujours les droits des locataires » déclare la nouvelle présidente de la CNL de Dieppe

Photo

Plus de 1500 personnes sur les pelouses du front de mer de Dieppe pour assister au concert d'HK

[De nouveaux locaux et des ambitions pour Meca Glass près de Blangy-sur-Bresle]

[Prof de cinéma à Rotterdam, Etienne Augé parlera de Spielberg au cinéma de Neufchâtel-en-Bray]

[Le tournage du prochain film de Franck Dubosc passe par Sotteville-sur-Mer pendant trois jours]

Maurice et Françoise Cribelier, trente ans au service du football à Longueville-sur-Scie

Voir plus d'articles

Juste pour vous

actu.fr

Un projet de résidence étudiante… puis plus rien : pourquoi ce bâtiment est toujours à l'abandon à Rouen ?

Mathieu Charré

4–5 minutes

Au 25-27 boulevard des Belges, un bâtiment est laissé à l'abandon depuis de nombreuses années, après un projet de résidence étudiante avorté. Que devient-il ? On fait le point.

Sur le même thème

Logements sociaux

Article réservé aux abonnés

Au 25-27 boulevard des Belges, ce bâtiment est à l'abandon depuis plusieurs années. (©MC/76actu)

Par Mathieu Charré Publié le 29 juin 2026 à 7h02

Si vous passez **boulevard des Belges** à Rouen, le matin en chemin vers le travail ou l'université, vous avez dû le remarquer. Au n°25-27, à l'angle avec la rue Duguay Trouin, à deux pas de l'arrêt Belges du

T4, **un bâtiment gris clair**, sur quatre étages, semble **laissé à l'abandon**. Il a pourtant fait l'objet de projets par le passé, aujourd'hui abandonnés.

Un projet de résidence étudiante prévu pour 2023

Comment est-on arrivé à ces fenêtres couvertes de planches et de tags colorés ? Le bâtiment est géré par **Quevilly Habitat**, un bailleur social faisant partie du Groupe Rouen Métropole Habitat, qui opère sur 24 communes et gère plus de 23 000 logements.

Sur l'une des façades du bâtiment, celle donnant rue Duguay Trouin, un permis de construire daté de février 2020 informe qu'un **projet de résidence étudiante** était prévu à cet emplacement. À côté, un permis de détruire, pour la « démolition totale » de l'immeuble, date de novembre 2019. Le projet de résidence, confié au cabinet d'architectes CBA, devait voir le jour en 2023.

Un projet de résidence étudiante devait voir le jour en 2023. (©MC/76actu)

Contacté, CBA a confirmé son implication passée dans le projet… qui a été **abandonné** « suite à la décision du maitre d'ouvrage », à savoir Quevilly Habitat. Ni le bailleur ni le Crous, relancés à plusieurs reprises, n'ont souhaité apporter de précisions sur les raisons de cet abandon.

Plus généralement, Quevilly Habitat a longtemps refusé de répondre à nos questions, précisant qu'un projet « devant encore faire l'objet d'échanges avec la Ville de Rouen » était bien en cours,

mais qu'il ne s'agissait pas d'une résidence étudiante.

Un projet de logements sociaux finalement retenu

C'est finalement la Ville de Rouen, par la voix de Fatima El Khili, adjointe à l'Urbanisme et au logement, qui nous a renseignés sur l'avenir de ce bâtiment : **des logements sociaux**. « Un autre projet était difficilement envisageable, avec les contraintes réglementaires et les usages possibles, notamment le stationnement », précise l'élue. Qui rajoute que la Ville ne peut que délivrer le permis, le reste étant ensuite entre les mains du bailleur social.

Une fois les échanges avec la mairie passés, Quevilly Habitat a toujours refusé de communiquer sur l'avenir du 25-27 boulevard des Belges, nous renvoyant vers la Ville pour plus d'informations. Ce projet sera-t-il le bon ? Verra-t-il le jour, et si oui quand ? En attendant des réponses, les planches obstruent toujours à la vue des Rouennais l'intérieur de ce bâtiment abandonné.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

À Fécamp, les acteurs du territoire renforcent leur engagement pour la santé mentale

Paris Normandie

5–6 minutes

Réunis à Fécamp, les acteurs de la santé mentale du territoire Le Havre – Fécamp – Lillebonne ont présenté leur nouveau Contrat territorial de santé mentale, avec des priorités concrètes pour améliorer prévention, soins et accompagnement.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Claire Ponty, directrice de l'association Appui et Perspectives, et Azélia Leguil, directrice adjointe du Centre Psycho Pédagogique Pauline Kergomard, ont présenté les objectifs et les priorités du nouveau Contrat territorial de santé mentale.

Par la rédaction

Publié: 29 Juin 2026 à 07h36 Temps de lecture: 2 min

Réunie au sein de l'auditorium du musée Les Pêcheries à Fécamp, la commission spécialisée en santé mentale du territoire Le Havre – Fécamp – Lillebonne a présenté son nouveau Contrat territorial de santé mentale. À cette occasion, les grandes priorités du Projet territorial ont été détaillées par Claire Millois, cheffe de projet en santé mentale du Havre, avec le concours de plusieurs associations engagées, dont le Groupe d'entraide mutuelle de Bolbec.

Pour une mise en œuvre concrète sur le territoire

Parmi les axes retenus figurent le diagnostic et le repérage précoce, l'accès aux soins, la coordination des parcours et le maintien en milieu ordinaire, l'accès aux soins somatiques. Mais aussi la prévention et la prise en charge des crises et des urgences, l'accès aux droits et la lutte contre la stigmatisation. Ainsi que la promotion de la santé mentale. *« Un contrat territorial de santé mentale est un accord conclu entre les principaux acteurs du territoire, tels que l'Agence régionale de santé, les établissements de santé, les collectivités locales, les associations et les structures*

médico-sociales, afin de mettre en œuvre concrètement ce Projet territorial de santé mentale », explique Claire Ponty, directrice de l'association Appui et Perspectives.

Une unité passerelle

À Fécamp, plusieurs initiatives locales s'inscrivent déjà dans cette dynamique. « *Nos actions en faveur de la santé mentale s'intègrent pleinement à ce projet territorial*, souligne Frédérique Niot, coordinatrice du contrat local de santé de l'Agglomération Fécamp Caux Littoral. *Notamment avec la création d'une unité passerelle destinée aux adolescents en situation de double vulnérabilité, en lien avec la maison de quartier du Ramponneau, ou encore lors des concerts Vendredis électriques où les acteurs locaux concernés seront présents pour échanger avec le public.* »

Lire aussi

Musiciens émergents et figures confirmées annoncés sur les scènes des Vendredis Électriques, à Fécamp

Près de Fécamp « la maison glisse » : sept ans de procédure, la famille toujours contrainte d'y habiter

La Maison de quartier du Ramponneau remet en selle un service de prêt de vélos électriques

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Fécamp (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Fécamp

[Musiciens émergents et figures confirmées annoncés sur les scènes des Vendredis Électriques, à Fécamp]

[À Fécamp, les acteurs du territoire renforcent leur engagement pour la santé mentale]

[Près de Fécamp « la maison glisse » : sept ans de procédure, la famille toujours contrainte d'y habiter]

La Maison de quartier du Ramponneau remet en selle un service de prêt de vélos électriques

Dans le rétroviseur. Justice, eaux usées, visite : ça s'est passé cette semaine à Fécamp

Comment l'ancienne gare Saint-Ouen à Fécamp s'est-elle transformée en restaurant ?

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

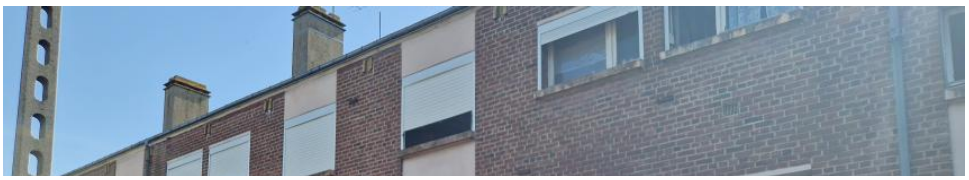
À Saint-Étienne-du-Rouvray, cette famille sous OQTF avec un fils handicapé a trouvé un habitat digne

Blaise Diagne

9–12 minutes

C'est l'histoire d'une famille en situation irrégulière, les Benkardagh, arrivée à Saint-Étienne-du-Rouvray en 2017, et qui réside depuis 2019 dans un logement insalubre loué par... la municipalité. Récit d'une situation ubuesque qui touche à son épilogue.

Ajouter Paris Normandie sur Google



Abdessamed et Hadj Benkardagh, un fils et son père (à gauche) avec une partie de leur comité de soutien, de g. à dr., Noura Hamiche (NPA), Marie-Hélène Duverger (Solidaires 76), Hubert Pouleau, RESF 76. - Paris Normandie

Par Blaise Diagne

Publié: 27 Juin 2026 à 18h15 Temps de lecture: 1 min
Par pudeur, il ne nous fera pas entrer. Ce n'est pas nécessaire : pénétrer dans la cage d'escalier du 38, avenue Ambroise-Croizat, donne un indice de la vétusté des lieux. Insalubres, le 38 et le 40 de cet axe fréquenté de Saint-Étienne-du-Rouvray le sont, tous en conviennent. L'extérieur du bâtiment fait peine à voir, l'intérieur est à l'envi.

Consultez l'actualité en vidéo

Aujourd'hui, Hadj Benkardagh, 60 ans, sa femme Halima et leurs deux fils Sedik, 20 ans en juillet 2026, et Abdessamed, 18 en octobre, sont les ultimes locataires de cet habitat collectif composé de huit logements, quatre appartements et quatre studios.

Les avant-derniers sont partis il y a deux ans déjà. Reste cette unique famille, donc, installée dans un T3 au premier étage depuis août 2019, à l'origine pour deux petites années. Non pas qu'elle ne veuille pas quitter cet appartement mal isolé et qui fuit de toute part. Non pas, non plus, que son bailleur ne souhaite pas non plus son départ.

« Là-bas, les enseignants le traitaient de fou »

Cette situation interminable tient à l'identité des deux partis : d'une part, la famille Benkardagh est sous le coup d'une OQTF, une obligation de quitter le territoire, à l'exception notable d'Abdessamed, encore mineur, handicapé mental pris en charge depuis plusieurs années en IME (institut médico-éducatif) du côté de Mont-Cauvaire puis à Canteleu.

De l'autre, un bailleur qui n'est autre que la municipalité stéphanaise, propriétaire de la parcelle et de ces logements autrefois de fonction, destinés à accueillir le personnel enseignant de l'école Claude-Ampère voisine.

Sur les huit logements des 38 et 30 avenue Ambroise-Croizat, seul un reste aujourd'hui occupé : celui des Benkardagh. - Paris Normandie

Les Benkardagh sont arrivés d'Algérie en août 2017. « *Pour raisons médicales* », précise le patriarche : dans leur ville d'origine, Mostaganem, aucune structure n'est en mesure de prendre en charge son cadet dont il dit qu'il a « *grandi physiquement, mais pas dans la tête* ».

« *Là-bas, les enseignants le traitaient de fou* », dit-il aussi. Abdessamed a huit ans quand décision est prise de lui donner un avenir en France.

Deux ans qui en font sept

Après quelques péripéties, la famille arrive, visa touristique en poche, dans la cité ouvrière de la rive gauche. À l'immeuble Sorano, au Château Blanc, depuis détruit. C'était en 2021.

En charge du relogement des locataires, la Ville. En 2019, cette famille fait partie des derniers dossiers de relogement. Les plus difficiles. « *Du fait de leur situation irrégulière, ils ne rentraient pas dans le droit commun. Rien ne leur était donc proposé par les bailleurs sociaux* », indique le maire Joachim Moyse, déjà en poste à l'époque.

« Les Benkardagh n'ont plus droit à rien, en gros. »

Noura Hamiche, Conseillère municipale à l'initiative d'un comité de soutien en faveur des Benkardagh

Voilà comment Hadj, Halima et leurs enfants atterrissent dans cet ancien logement de fonction dans le cadre, précise l'élu, d'une « *convention d'occupation précaire, provisoire, qui ne devait pas excéder deux ans.* »

Deux ans qui en font donc aujourd'hui sept. En 2024, après une énième demande de régularisation en préfecture, la clé pour ouvrir de nouvelles portes, la situation s'enkyste. Le refus des autorités s'assortit de la fameuse OQTF.

« *Les Benkardagh n'ont plus droit à rien, en gros. C'est un refus qui est non motivé. Vu leur profil, peu de chance qu'ils soient expulsés. Le but, c'est qu'ils se découragent et repartent d'eux-mêmes. Donc on fait traîner les choses…* »

Noura Hamiche, conseillère municipale d'opposition NPA, suit le dossier depuis plusieurs années. D'une solidarité informelle, elle est passée à la constitution d'un comité de soutien en bonne et due forme avec associations et syndicats (Solidaires, RESF…).

Cela s'est fait le 12 juin 2026, en réaction à un avis d'expulsion émis par le bailleur, la mairie. « *Le provisoire ne l'était plus depuis longtemps*, indique Joachim Moyse. *Malgré des rencontres régulières, malgré l'accompagnement d'associations comme France terre d'asile ou la Croix Rouge, rien ne bougeait plus. L'injonction est devenue nécessaire.* »

« Après huit ans sur liste d'attente… »

Il n'aura fallu que quelques jours au comité pour débloquer le dossier. « *Après huit ans sur liste d'attente, on a obtenu une visite d'un logement d'urgence avec le SIAO*[le Service intégré de l'accueil et de l'orientation, organe rattaché au gouvernement] *demain à Petit-Quevilly* », annonce tout sourire Noura Hamiche, ce mardi 23 juin 2026.

Six mois (renouvelables) de répit s'ouvre aux Benkardagh, qui seront régularisés de droit à l'été 2027, celui de leurs dix ans en France.

Le bout du tunnel se dessine. « *Cette famille est le visage de plein d'autres familles pour lesquelles le combat reste à mener* », formule l'élue NPA, qui songe pour cela à maintenir le comité en activité.

La mesure d'Hadj Benkardagh est à la hauteur des épreuves traversées. « *Franchement, le goût de la joie, je l'ai perdu depuis un moment. Ça fait plaisir, mais en fait c'est comme avant.* »

Lire aussi

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

Sur la Seine ou sur les quais, cinq bonnes raisons d'aller à la Fête du fleuve à Rouen

Des recettes du terroir de la région de Barentin bientôt diffusées, en vidéo, sur les réseaux sociaux

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine-Maritime)

Un appel à projet déjà en cours pour la vente de la parcelle

Joachim Moyse nie tout lien de causalité entre ce déblocage soudain de la situation des Benkardagh et la vente imminente de la parcelle. - Photo d'archives Paris Normandie

Par la rédaction
Publié le 25/06/2026 à 16:00 Temps de lecture: 1 min
« *Je soutiens la démarche de toutes celles et ceux qui poussent à la régularisation de cette situation* », énonce le maire Joachim Moyse ce 24 juin 2026. Son dénouement rapide tombe bien, il faut le dire : le conseil municipal du lendemain jeudi 25 juin 2026 porte une délibération sur « [la] désaffectation et [le] déclassement des logements de fonction sis au 38 et 40 avenue Ambroise Croizat attachés à l'école primaire André Ampère ».

La parcelle est à vendre. « *Il est envisagé un projet sur l'emprise de la parcelle : soit une rénovation des bâtiments, soit une démolition-reconstruction* », informe l'élu, qui précise qu'un appel à projet est déjà ouvert, et qu'il doit s'achever d'ici quelques jours. « *La Ville n'a pas vocation à être bailleur*, ajoute-t-il. *C'est un des derniers ex-logements de fonction qu'il nous restait.* »

« Pas de rapport de causalité »

Le déménagement des Benkardagh après sept années d'inertie est-il autant dû à l'action du comité qu'à ce calendrier municipal ? « *Ce sont deux choses liées, mais il n'y a pas de rapport de causalité* », affirme Joachim Moyse.

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

Incendie au CRA de Oissel : trois policiers intoxiqués, deux personnes en garde à vue

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

Sur la Seine ou sur les quais, cinq bonnes raisons d'aller à la Fête du fleuve à Rouen

Des recettes du terroir de la région de Barentin bientôt diffusées, en vidéo, sur les réseaux sociaux

Au nord de Rouen, cette usine sert toujours une eau contaminée par un pesticide

Quel avenir après U pour ces neuf magasins normands ? « On cherche une centrale d'achat »

Voir plus d'articles

Juste pour vous

Découvrez une sélection d'articles qui correspondent à vos intérêts
en vous inscrivant gratuitement

Je m'inscris Je me connecte

lecourriercauchois.fr

Seine-Maritime. Carte scolaire : les dernières décisions d'ouverture et de fermeture de classe

Le Courrier Cauchois

~2 minutes

---

61 fermetures pour 26 ouvertures de classes, c'est le bilan de la carte scolaire 2026. A l'issue des instances de concertation du 24 juin pour la prochaine rentrée, la directrice académique des services de l'Education nationale (Dasen), Nathalie Malabre, a annoncé les dernières mesures, soit 14 ouvertures de classes supplémentaires ; quatre annulations de fermeture ; neuf fermetures et trois annulations d'ouverture.

Bolbec et Barentin concernés

Plusieurs établissements cauchois sont concernés. Ainsi une attribution de poste est accordée à l'école Desgenétais de Bolbec, et elle est retirée aux Champs des oiseaux. A Barentin aussi, la maternelle André-Marie perd son attribution au profit de Bernard-Havel, où le retrait prévu est ajourné. A La Frenaye, l'élémentaire Marcel-Pagnol et la maternelle Anne-Sylvestre auront une direction commune. Les élémentaires de Fresquiennes, Valliquerville et Ouainville, gagnent une classe. Au contraire, l'école André-Malraux de Duclair en perd une, tout comme celles de Butot-Vénesville et Vittefleur. Enfin, la fermeture prévue est annulée à Grainville-la-Teinturière.

paris-normandie.fr

Fermeture confirmée d'une classe à Bacqueville-en-Caux : les parents « au pied du mur »

Aude Alexandre

6–7 minutes

Entre opérations escargot, journée école morte ou grève, l'ensemble des parents, élèves et enseignants se sont mobilisés en vain contre la fermeture d'une classe à l'école élémentaire Thomas Pesquet de Bacqueville-en-Caux.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Aude Alexandre

Publié: 26 Juin 2026 à 21h23 Temps de lecture: 1 min

Consultez l'actualité en vidéo

« Ma fille a des difficultés et elle se rend bien compte que ça va être plus compliqué pour son éducation et pour son avenir. Les maîtresses ne peuvent pas être partout », proteste Amandine Lecoeur, parent d'élève élue. L'annonce de la fermeture confirmée de la classe de l'école Thomas Pesquet de Bacqueville-en-Caux passe très mal.

« Hier nous avons vécu une immense déception… On est un peu au pied du mur », témoigne Marion Valle, parent d'élève élue, mère d'un enfant fréquentant l'ULIS (Unité localisée pour l'inclusion scolaire). *« Les conséquences ce sont des classes doubles niveau insensées avec CP/CE2 mélangés, des enseignants épuisés et jusqu'à trois élèves ULIS par classe »,* ajoute-t-elle.

Indignée par les calculs

Amandine Lecoeur s'indigne que les calculs d'effectif ne soient pas réglementaires : *« Depuis le début, on nous répète que ce sont deux écoles distinctes et que les moyennes se font par école. Là ils ont calculé les deux* (maternelle et primaire) *en même temps. C'est dans leur intérêt pour faire des économies. »*

Pour l'heure, aucune décision n'aurait été prise quant à la suite des mobilisations. *« On en a déjà beaucoup demandé aux parents. Pour sûr nous redemanderons à l'école un comptage à la rentrée. »*

Lire aussi

[Canicule en Normandie : les perdants et les gagnants de la surchauffe]

[On fait quoi ce week-end dans le pays de Bray ?]

[Festival Les Barons du Son près de Dieppe : Axel Bauer en tête d'affiche]

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Bacqueville-en-Caux (Seine-Maritime)]

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Dieppe

« Nous défendrons toujours les droits des locataires » déclare la nouvelle présidente de la CNL de Dieppe

Photo

Plus de 1500 personnes sur les pelouses du front de mer de Dieppe pour assister au concert d'HK

[De nouveaux locaux et des ambitions pour Meca Glass près de Blangy-sur-Bresle]

[Prof de cinéma à Rotterdam, Etienne Augé parlera de Spielberg au cinéma de Neufchâtel-en-Bray]

[Le tournage du prochain film de Franck Dubosc passe par Sotteville-sur-Mer pendant trois jours]

Maurice et Françoise Cribelier, trente ans au service du football à Longueville-sur-Scie

Voir plus d'articles

Juste pour vous

PARIS NORMANDIE

Retour en haut du site Région Rouen Le Havre Évreux Dieppe Fécamp Vernon Louviers Yvetot Bernay Bolbec Pont-Audemer Elbeuf Lillebonne Neufchâtel-en-Bray Deauville et sa région Caen Faits divers France Monde Pratique Emploi Immobilier Sports Loisirs Économie Politique Vidéos Agenda Index journalistes La Voix du Nord L'Union Le Courrier picard L'Aisne nouvelle L'Est Eclair L'Ardennais Nord Littoral Le Messager Le Soir Sud Info

paris-normandie.fr

Le Grand-Quevilly : au jeu de la carte scolaire la ville préserve une classe et s'en voit attribuer une autre

Benoît Marin-Curtoud

1–2 minutes

Une bonne nouvelle pour les parents d'élèves au Grand-Quevilly.

Consultez l'actualité en vidéo

Dans les derniers réglages de la carte scolaire révélés par l'Éducation nationale, jeudi 25 juin 2026, l'école Curie-Jaurès se voit attribuer une classe élémentaire supplémentaire. L'école compte environ 160 élèves et la classe menacée était de niveau élémentaire.

Bonne nouvelle aussi pour les parents de l'école Roger-Salengro. L'Éducation nationale avait annoncé, dans sa première version de la carte scolaire 2026-2027, la fermeture d'une classe élémentaire. La classe est finalement maintenue.

Les parents de Roger-Salengro s'étaient mobilisés

Est-ce la démographie qui a parlé ou la mobilisation des parents ? Lundi 30 mars 2026, ces derniers avaient organisé une opération « école morte » et seuls une cinquantaine d'élèves sur 180 avaient été en cours.

Les parents protestaient notamment car l'école est censée accueillir six enfants en situation de handicap « qui auront des besoins particuliers » en 2026-2027.

paris-normandie.fr

Finalement, l'école Flaubert de Maromme n'aura pas de classe en plus

Robin Rioult

~1 minute

Mauvaise nouvelle pour les parents d'élèves, les professeurs et la mairie de Maromme. Dans sa carte scolaire pour la rentrée 2026, la Direction des services départementaux de l'éducation nationale (Dasen) de la Seine-Maritime revient sur son annonce.

Il n'y aura pas de classe élémentaire supplémentaire à l'école Gustave Flaubert.

Pas de 13e classe cette année

Selon le site de l'école élémentaire, l'institution bénéficie de douze classes allant du CP à la CM2. Elle ne passera donc pas à treize pour la rentrée de cette année.

Elle n'est pas la seule à voir le Dasen revenir sur une précédente annonce. Les écoles André-Marie de Barentin, Champs-des-Oiseaux de Bolbec et Sadako-Sasaki du Petit-Quevilly ont subi le même sort.

paris-normandie.fr

À Canteleu, une maternelle gagne une classe, une autre est moins chanceuse

Robin Rioult

4–5 minutes

La carte scolaire 2026 prévoit une ouverture de classe à la maternelle Gustave-Flaubert et une fermeture à l'école Guy-de Maupassant. Dans les autres écoles de Canteleu, les effectifs se maintiennent.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Malheureusement, l'école maternelle du groupe scolaire Maupassant va perdre une classe à Canteleu. - Google Maps

Par Robin Rioult

Publié: 27 Juin 2026 à 12h10 Temps de lecture: 1 min

Une de perdue, une de retrouvée. La carte scolaire est en demi-teinte pour les écoles maternelles à Canteleu. D'un côté, le groupe scolaire Gustave Flaubert gagnera une classe de maternelle supplémentaire à l'occasion de la rentrée scolaire, en septembre 2026. De l'autre, le groupe scolaire Guy de Maupassant s'en verra retirer une.

Les classes élémentaires ne bougeront pas

L'école maternelle Émile Zola, de son côté, devrait conserver ses effectifs actuels. Les classes élémentaires des groupes scolaires déjà cités, sans oublier celles de l'école Claude Monet et de l'école Village, ne seront pas concernées par le moindre changement lors de la rentrée 2026.

Lire aussi

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

Sur la Seine ou sur les quais, cinq bonnes raisons d'aller à la Fête du fleuve à Rouen

Des recettes du terroir de la région de Barentin bientôt diffusées, en vidéo, sur les réseaux sociaux

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Canteleu (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

Incendie au CRA de Oissel : trois policiers intoxiqués, deux personnes en garde à vue

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

Sur la Seine ou sur les quais, cinq bonnes raisons d'aller à la Fête du fleuve à Rouen

Des recettes du terroir de la région de Barentin bientôt diffusées, en vidéo, sur les réseaux sociaux

Au nord de Rouen, cette usine sert toujours une eau contaminée par un pesticide

[Quel avenir après U pour ces neuf magasins normands ? « On cherche une centrale d'achat »]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

actu.fr

"Une répartition catastrophique" : fermeture annoncée d'une classe dans une école près de Rouen, les parents mobilisés

Rédaction Normandie

~4 minutes

Lundi 15 juin, les parents d'élèves ont bloqué la rentrée de 8 h 30. Ils manifestaient contre la fermeture d'une classe et la répartition des élèves qui va en découler.

Article réservé aux abonnés

Les parents ont manifesté. ©Le Bulletin

Par Rédaction Normandie Publié le 27 juin 2026 à 15h18

Les services de l'Éducation nationale ont présenté la **carte scolaire** pour la rentrée 2026. Parmi les mesures annoncées, l'école élémentaire Rimbaud-Doisneau à **Saint-Aubin-Celloville** près de Rouen passera de six classes à cinq.
Ludivine Fatz, représentante des parents d'élèves élus, a exprimé

les préoccupations et la colère des parents, qui se sont mobilisés en nombre pour protester contre cette décision. Elle précise : « Lors du dernier conseil d'école, nous avons été informés d'une fermeture de classe. L'effectif de cette année est de 122 et sera de 118 l'année prochaine. A priori, la suppression ne serait pas due aux effectifs mais à la suppression de la classe de tutorat dans laquelle enseignaient de jeunes enseignants sortants. »

Une répartition catastrophique

« Avec six classes, la répartition des élèves était satisfaisante, même s'il y avait des doubles niveaux. Avec cinq classes, la répartition sera catastrophique. En préélémentaire (maternelle), il y aura une classe avec des petits, des moyens et des grands ; une classe de GS (grande section) CP avec 13 CP qui resteront donc dans les locaux de la maternelle et seront séparés de leurs camarades ; une classe de CP/CE2 avec 6 CP et 16 CE2 ; une classe de CE1/CM 2 avec 9 CE1 et 15 CM2 ; et une classe de CM1/CM 2 avec 19 CM1 et 9 CM2. Aucun enfant ne sera épargné par cette répartition. De plus, les classes seront chargées. On est en colère et on bloque l'école pour essayer de se faire entendre », protestent les parents.

Dès 8h20, une dizaine de parents ont contacté l'inspectrice de l'Éducation nationale, Stéphanie Decultot. Celle-ci s'est rendue sur place aux alentours de 9h30. « Nous nous sommes réunis avec Madame Decultot, l'inspectrice, Elisa Dufossé, la maire de la commune, la directrice de l'école et les parents élus. Madame Decultot nous a expliqué que les effectifs ne permettaient pas le maintien de la classe, à l'heure actuelle. Nous lui avons expliqué l'inquiétude qu'engendrait cette fermeture pour les familles. Elle va faire part de la situation à ses supérieurs et nous tiendra informés », détaille Ludivine Fatz.

D'autres actions prévues

La date butoir pour une réponse définitive a été fixée au 2 juillet. « D'ici là, d'autres actions des parents d'élèves vont sûrement avoir lieu », conclut la représentante des parents élus.

Suivez l'actualité de Rouen sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori

avec Mon Actu.

lecourriercauchois.fr

Zone industrielle du Havre. Une vaste panne électrique liée à la canicule provoque des arrêts d'usines et des torchères

Cédric Thomire

~3 minutes

Une panne d'électricité sur le réseau moyenne tension (20 000 volts), localisée à Saint-Vigor-d'Ymonville, a perturbé vendredi 26 juin plusieurs sites industriels de la zone industrialo-portuaire du Havre.

Une panne liée à la canicule

La coupure est survenue à 14h21 et a duré environ une heure. Selon Enedis, elle est à l'origine des différents dysfonctionnements constatés dans l'après-midi. *"Il s'agit d'une panne souterraine, certainement liée à la canicule. L'alimentation électrique a pu être rétablie grâce à une ligne de secours. Les réparations restent à réaliser, mais les clients sont à nouveau alimentés"*, indique le gestionnaire du réseau.

- **A lire aussi.** Le Havre. Plus de 7 000 appels en un an : il harcelait son ex-compagne et leur fils de 9 ans

Arrêt de production chez Renault

A l'usine Renault de Sandouville, la chaîne de production s'est arrêtée. *"Plusieurs salariés sont sortis pour prendre l'air, mais ils sont rentrés à cause des fortes odeurs"*, rapporte Fabien Gloaguen, délégué syndical FO.

- **Lire aussi.** Renault Sandouville. "C'est irresponsable" : la décision pour lutter contre la canicule fait bondir les syndicats

Torchères et mise en sécurité des installations

Chez plusieurs industriels, la perte d'alimentation a entraîné la mise en sécurité des installations. A Gonfreville-l'Orcher, la raffinerie TotalEnergies a signalé le déréglage temporaire d'une unité, provoquant des épisodes de torchères accompagnés de fumée et de bruit. De son côté, Yara a engagé l'arrêt partiel de ses unités de production, une manœuvre susceptible de générer des nuisances sonores et des odeurs.

Les torchères observées sur plusieurs sites correspondent à un dispositif de sécurité. Elles permettent de brûler les gaz excédentaires lors de l'arrêt ou du redémarrage des unités afin de protéger les installations. D'autres entreprises de la zone industrialo-portuaire ont également été touchées par des microcoupures au cours de l'après-midi.

Nuisances possibles jusqu'à lundi

Les épisodes de torchères pourraient se poursuivre jusqu'à lundi : l'entreprise Osilub a annoncé un arrêt technique programmé de l'une de ses unités du samedi 27 au lundi 29 juin. Cet arrêt est distinct des conséquences de la panne électrique.

lecourriercauchois.fr

[Photos]. Pourquoi près de 200 policiers et gendarmes sont intervenus à l'aube à Lillebonne ?

Cédric Thomire

~2 minutes

Entre 150 et 200 gendarmes et policiers ont investi le quartier du Clairval, à Lillebonne, lundi 29 juin au petit matin. Dès 6 heures, un important dispositif a été déployé pour interpeller une quinzaine de personnes, toutes domiciliées dans le quartier.

Un vaste trafic de stupéfiants visé

Selon une source judiciaire, cette opération s'inscrit dans le cadre d'une enquête portant sur un vaste trafic de stupéfiants. Plusieurs perquisitions ont également été menées.

- **A lire aussi.** Lillebonne. Ivre au volant de sa Mercedes, l'homme de 25 ans est placé en garde à vue

Un très large dispositif de police et gendarmerie

L'intervention était placée sous le commandement du lieutenant-colonel Agathe Ponge, commandante de la compagnie de gendarmerie du Havre. Une centaine de gendarmes étaient mobilisés, épaulés par une soixantaine de policiers des commissariats de Bolbec et du Havre, une section de CRS ainsi que des agents de la police municipale intercommunale Caux Vallée de Seine. Une équipe cynophile venue de Caen a également été engagée.

Quinze policiers de la police municipale intercommunale Caux vallée de Seine ont prêté main-forte - Cédric Thomire

Communication officielle prévue mardi

Contactée, la procureure de la République du Havre, Soizic Guillaume, a confirmé l'opération. Elle a indiqué qu'une communication officielle sur cette affaire serait effectuée mardi 30 juin.

france3-regions.franceinfo.fr

Un déficit de plus de six millions d'euros : les sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime dans le rouge

Léa Sombret

~3 minutes

La Chambre régionale des comptes de Normandie s'inquiète de la situation financière du Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime (SDIS 76). En 2024, le SDIS 76 présentait un déficit de fonctionnement de plus de 6 millions d'euros.

Les finances du SDIS 76 sont dans le viseur de la Chambre régionale des comptes. Dans son rapport, l'institution estime que les dépenses du service augmentent plus rapidement que ses recettes, créant des tensions budgétaires, une situation préoccupante, selon elle.

L'un des principaux facteurs identifiés par la Chambre concerne l'évolution de la masse salariale. Entre 2019 et 2024, le SDIS a mené une politique de recrutement soutenue tout en accordant plusieurs avantages sociaux et indemnitaires à ses agents.

Pour Jérémy Lefebvre, président du syndicat Autonome de la Seine-Maritime dénonce ce rapport : *"si les 100 pompiers supplémentaires que nous avons recrutés n'étaient pas là, nous serions dans la panade, surtout avec la canicule"*.

Le reportage de Titouan Allain et Stéphane l'Hôte

durée de la vidéo : 00h01mn34s

copié !

réessayer

Les finances du SDIS 76 sont dans le viseur de la Chambre régionale des comptes. • ©France 3 Normandie

Dans son rapport, la Cour des comptes déplore un manque de soutien financier des communes mais aussi une dépendance trop forte du SDIS aux aides du Département. *"Il faut inventer un nouveau mode de financement"*, explique André Gauthier, président du conseil d'administration du SDIS 76.

Alors comment financer les pompiers de Seine-Maritime et réduire le déficit ? Plusieurs pistes sont avancées : prélever davantage les entreprises à risque, solliciter les taxes sur les contrats d'assurance ou inclure les touristes dans l'équation.

À titre d'exemple, les touristes bloqués au Trou à l'homme à Étretat sont désormais sommés de payer le coût de l'intervention des secours, soit 785 euros.

Interrogé par les sénateurs sur le financement des SDIS : le ministre de l'Intérieur a promis un projet de loi dans les prochains mois.

Avec Titouan Allain.

france3-regions.franceinfo.fr

Incendie au CRA de Oissel : 3 policiers légèrement intoxiqués par les fumées, deux retenus en garde à vue

Manon Loubet

~2 minutes

INFO FRANCE 3. Dans la soirée du dimanche 28 juin 2026, un incendie a eu lieu au Centre de rétention administrative de Oissel, près de Rouen (Seine-Maritime). Trois policiers ont été légèrement intoxiqués par les fumées et deux retenus ont été placés en garde à vue.

Un incendie a eu lieu dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 juin 2026, au centre de rétention administrative (CRA) de Oissel, près de Rouen.

Selon nos informations, trois policiers ont été légèrement intoxiqués par les fumées. Une dizaine de retenus seraient sortis avec des masques à oxygène et l'un d'entre eux serait légèrement blessé au bras.

Ce lundi 29 juin, au matin, deux retenus sont actuellement en garde à vue au commissariat Brisout-de-Barneville à Rouen et deux sont hospitalisés au Centre hospitalier universitaire de Rouen.

Le feu serait parti d'un matelas, toujours selon nos informations.

Les conditions de rétention à Oissel sont régulièrement dénoncées par les associations et les policiers qui y travaillent. Un référé-liberté a été récemment déposé par l'ordre des avocats du barreau de Rouen, le syndicat des avocats de France et l'association de défense des étrangers au tribunal administratif de Rouen pour demander la fermeture du CRA de Oissel.

Les juges du référé-liberté ont rejeté leur demande.

Plus d'informations à venir sur France 3 Normandie.

tendanceouest.com

Rouen. Un feu se déclare dans un pavillon accueillant un foyer pour jeunes, sept enfants et une éducatrice pris en charge

Justine Carrère

~1 minute

Samedi 27 juin, les pompiers sont intervenus vers 10h pour un incendie située dans une chambre d'un pavillon accueillant un foyer pour jeunes situé au niveau du boulevard de l'Europe à Rouen.

- **A lire aussi.** Près de Rouen. 77 pompiers mobilisés dans l'incendie d'un immeuble de 15 étages, vingt personnes légèrement intoxiquées

20 pompiers sur place

Les 20 pompiers qui sont arrivés sur place ont sécurisé la zone d'intervention et ont éteint l'incendie à l'aide de deux lances. Ils ont ensuite ventilé les locaux. Sept enfants de 12 à 16 ans et une éducatrice ont été pris en charge. Ils ont finalement été laissés sur place.

La circulation a été interrompue sur une partie du boulevard de l'Europe.

ici.fr

Panne généralisée d'électricité sur la zone industrielle du Havre, plusieurs installations SEVESO mises en sécurité

Amélie Bonté

~3 minutes

Publié le vendredi 26 juin 2026 à 18:57

Ce vendredi 26 juin, une panne généralisée d'électricité a eu lieu sur la zone industrielle du Havre. Plusieurs sites SEVESO ont dû mettre en sécurité leurs installations avant de les redémarrer.

Une panne d'électricité a eu lieu ce vendredi 26 juin **sur la zone industrielle du Havre**. RTE explique qu'il s'agit d'un défaut sur un poste électrique situé sur la zone qui a eu lieu à 14h39. Les équipes se sont rendues sur place pour effectuer les réparations et le courant a été rétablit à 15h47.

Des usines classées SEVESO ont dû redémarrer leurs unités

Entre temps plusieurs usines étaient à l'arrêt comme Renault et d'autres ont dû **mettre en sécurité leurs installations comme Yara ou la plateforme TotalEnergies** qui sont des sites classés SEVESO. Les industriels ont donc dû **redémarrer leurs unités** dans l'après-midi, ce qui a entraîné des épisodes de **torchères, des bruits inhabituels et des odeurs** aux alentours du site.

- Électricité
- Industrie
- Coupures d'électricité
- TotalEnergies

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

Passer la section

- Dans la nuit de lundi à mardi, un incendie s'est déclaré à l'usine Biosteam de Gonfreville-l'Orcher près du site SEVESO Yara. Le feu a pris suite au redémarrage de la chaudière après une panne d'électricité généralisée sur la commune.

  Le 02/09/2025 à 17:37

- Un incendie s'est déclaré, jeudi 11 septembre 2025, à l'usine Chane Terminal sur la zone industrielle du Havre. En moins d'une heure, les pompiers ont maîtrisé ce feu. Il n'y a pas eu de blessés.

  Le 11/09/2025 à 11:35

- Dans la nuit de dimanche à lundi, de nombreux riverains des communes autour de la zone industrielle du Havre ont été réveillés par un bruit fort. Total Energies confirme, mardi 20 janvier, que l'incident provenait bien de la plate-forme de Normandie, le site de Gonfreville l'Orcher.

  Le 20/01/2026 à 17:36

- Des flammes ont été aperçues sur le site industriel de Gonfreville-L'Orcher près du Havre (Seine-Maritime) dans la nuit de samedi 23 mai à dimanche 24 mai 2026. La raffinerie TotalEnergies indique qu'il s'agit d'un incident technique qui a entrainé "des émissions à la torche".

  Le 24/05/2026 à 10:30

Autour de chez vous

Passer la section

france3-regions.franceinfo.fr

Bruit, torche, odeurs, fumée, arrêts d'usines... Une importante panne d'électricité impacte la zone industriel

Manon Loubet

3–4 minutes

En pleine vigilance rouge canicule, deux incidents dans deux usines Seveso de Gonfreville-l'Orcher, près du Havre (Seine-Maritime) sont signalés, chez Yara et la raffinerie TotalÉnergies, ce vendredi 26 juin 2026. La chaîne de production de Renault Sandouville s'est également arrêté. Tout est lié à une vaste panne d'électricité.

Vendredi 26 juin 2026, vers 14h45, les usines Seveso Yara et TotalÉnergies situées sur le secteur de Gonfreville-l'Orcher près du Havre (Seine-Maritime) ont signalé des incidents sur la plateforme Allô industrie. La chaîne de production de Renault Sandouville s'est également arrêtée.

Enedis nous indique qu'une panne d'électricité a eu lieu sur un câble de moyenne tension sous terrain de 14h21 à 15h23 au niveau de Saint-Vigor-d'Ymonville, *"certainement dû à la chaleur"*.

"Cet événement a entraîné des perturbations se traduisant notamment par des épisodes de torchères ainsi que par des nuisances sonores ponctuelles, perceptibles aux abords du site, et perturbant le fonctionnement de nos unités sur la raffinerie, indique TotalÉnergies par voie de communiqué. *Pour rappel, les torchères constituent un dispositif essentiel à la mise en sécurité des installations industrielles."*

Des épisodes de torchère sont en cours à Gonfreville-l'Orcher, ce vendredi 26 juin 2026. • © Danilo Commodi/FTV

"Nous mettons tout en œuvre pour en limiter au maximum la durée. Nous vous prions de nous excuser pour la gêne occasionnée", écrit TotalÉnergies sur Allô industrie.

De son côté, Yara, qui fabrique des produits azotés et d'engrais, informe également que l'usine a subi un incident technique.

"Nous procédons à l'arrêt partiel de nos installations de production. Ces opérations peuvent engendrer des bruits inhabituels et des odeurs aux alentours du site. Aussi, nous vous prions de nous excuser, de la gêne que ces manœuvres d'arrêt pourraient occasionner", souligne Yara sur Allô industrie.

Fabien Gloaguen, délégué syndical FO chez Renault Sandouville, indique que la chaîne de production s'est arrêtée et que les ouvriers sont sortis dehors et n'ont pu reprendre le travail qu'à 16 heures.

"Ils sont sortis dehors mais avec les dégazages des usines autour, il y avait une odeur insupportable, une odeur de soufre. On se demande si le PPRT est faible en période de canicule ? Les ouvriers n'auraient-ils pas dû être confinés ? Pourquoi il n'y a pas eu de sirènes ? La fumée est restée stagnante avec une odeur...", répète le syndicaliste.

Avec Danilo Commodi

tendanceouest.com

Le Havre. Comment fonctionne la justice ? Après l'affaire Lyhanna, le tribunal organise une réunion publique

Célia Caradec

~3 minutes

Après l'émoi suscité par la mort de Lyhanna, dans le Gers, plusieurs tribunaux ont organisé des réunions publiques pour mieux faire connaître le fonctionnement de la justice. Au Havre, c'est aussi le choix que font Cécile Pochon, présidente du tribunal judiciaire, et Soizic Guillaume, procureure de la République, pour échanger sur le traitement des violences sur mineur, lundi 29 juin, à 19h. Le barreau du Havre, c'est-à-dire la profession des avocats, sera également présent.

70 000 plaintes à reprendre : comment ça marche ?

"*On ne pourra pas s'exprimer sur des cas individuels, mais expliquer comment fonctionne la machine judiciaire, quels sont nos impératifs, quelles sont les règles qui nous guident et les conditions réelles, matérielles, dans lesquelles nous travaillons au quotidien*", éclaire Soizic Guillaume. Si les audiences sont publiques, au tribunal, il n'est pas forcément aisé pour le grand public de comprendre les rouages des différentes décisions.

Soizic Guillaume, procureure de la République du Havre

00:00

00:33

0:00 / 0:34

"*Pour les gens, il y a une forme de trou noir car l'enquête est secrète*", poursuit la procureure, qui s'attend à être questionnée sur les

70 000 procédures pour violences sexuelles sur mineur enregistrées dans les parquets français, et que le ministre de la Justice, Gérald Darmanin, a demandé de reprendre d'ici la mi-juillet. "*Je pourrais expliquer quelle part revient au ressort du Havre et comment nous sommes en train de travailler actuellement, avec les forces de sécurité intérieure et toutes les équipes du tribunal*", indique Soizic Guillaume.

La dématérialisation en cours

La dématérialisation, également exigée par le garde des Sceaux, est en cours. "*Il y a trois ans, au Havre, nous en étions encore au tout papier ! L'objectif est d'être au tout numérique d'ici la fin 2026. Aujourd'hui, on est dans une phase où l'on jongle entre des procédures numériques et des procédures papiers, mais ça avance.*"

Soizic Guillaume, procureure de la République du Havre

00:00

00:30

0:00 / 0:31

La réunion est ouverte à un public adulte, dans la limite des places disponibles. Et peu importe si vous n'y connaissez rien, comme le rappelle la procureure : "*la justice, c'est l'affaire de tous*".

Pratique. Réunion publique au tribunal judiciaire du Havre, 133 boulevard de Strasbourg, lundi 29 juin à 19h. Accès libre et gratuit, dans la limite des places disponibles.

ici.fr

Pédocriminalité : un homme de 37 ans condamné à Rouen, après une vague d'interpellations en France

Christine Wurtz

3–4 minutes

Publié le vendredi 26 juin 2026 à 9:27 Mis à jour le vendredi 26 juin 2026 à 10:13

Un homme de 37 ans a été condamné ce jeudi à Rouen pour avoir partagé la vidéo du viol d'un bébé de 18 mois. Interpellé dans le cadre d'une vaste opération de lutte contre la pédocriminalité en France, l'homme a été condamné à 30 mois de prison avec sursis.

Un homme de 37 ans a été condamné ce jeudi à Rouen pour avoir **partagé la vidéo du viol d'un bébé de 18 mois**, indique le parquet de Rouen dans un communiqué publié ce vendredi matin. Le trentenaire a été interpellé cette semaine dans le cadre d'une opération nationale de lutte contre la **pédocriminalité**, menée par l'Office des mineurs, et qui a permis d'identifier 33 personnes dans plusieurs départements français.

62.000 images et vidéos retrouvées sur son ordinateur

L'homme, sans antécédents judiciaires, a été condamné par le tribunal correctionnel de Rouen, en comparution immédiate, à **30 mois de prison avec sursis probatoire**, pour avoir partagé, le 12 août 2025, une vidéo nommée « Daisy's Destruction », dans laquelle *"une mineure de 18 mois subissait un viol et d'autres sévices particulièrement violents"*, précise le communiqué. Plus de 62 000 images et vidéos ont été trouvées sur l'ordinateur du mis en cause dont l'adresse IP a été localisée sur le ressort du parquet de Rouen.

Outre une peine d'emprisonnement, le trentenaire a été condamné à une obligations de soins.

- Procès
- Justice
- Pédocriminalité
- Enquêtes – Investigation

  Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

  Adresse e-mail (obligatoire)

  Exemple : nom@email.com

  En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

Passer la section

- Il est accusé de 31 vols par effraction dans l'agglomération de Rouen, entre décembre 2024 et janvier 2026. Un homme de 49 ans comparaîtra le 20 mars 2026 devant le tribunal de Rouen.

  Le 02/02/2026 à 17:44

- Un homme de 55 ans a été condamné ce jeudi à 18 mois de prison avec sursis par le tribunal judiciaire d'Évreux (Eure). Poursuivi pour "propositions sexuelles faites à un mineur", il avait été piégé par les gendarmes sur un site de rencontres.

  Le 06/11/2025 à 17:55

- Un homme a été condamné à trois ans de prison, dont 18 mois avec sursis, après la violente agression d'un jeune de 17 ans à Buchy près de Rouen (Seine-Maritime) : la vidéo avait tourné sur les réseaux sociaux en début de semaine.

  Le 06/06/2026 à 17:13

- L'homme qui avait écrit fin avril sur le réseau social X qu'il fallait "mettre une balle au maire" de Rouen a été condamné. Il doit verser 200 euros à Nicolas Mayer-Rossignol et accomplir un stage

de citoyenneté à ses frais.

Le 11/06/2026 à 14:27

Autour de chez vous

Passer la section

ici.fr

Violences sur les enfants : le tribunal du Havre organise une grande réunion publique ce lundi

Amélie Bonté

3–4 minutes

Publié le lundi 29 juin 2026 à 6:00

Le tribunal judiciaire du Havre sera ouvert ce lundi 29 juin à 19 heures, pour une réunion publique organisée par la présidente du tribunal et la procureure de la République. Suite à l'affaire Lyhanna, les magistrats entendent répondre aux interrogations du public.

Suite à **l'affaire Lyhanna et à l'émotion suscitée** par les failles judiciaires dans ce dossier, la Justice a décidé d'être plus transparente avec le grand public. C'est pourquoi, partout en France, **des tribunaux ouvrent leurs portes pour de grandes réunions publiques**. C'est le cas ce **lundi 29 juin au Havre à 19 heures.** La présidente du tribunal et la procureure de la République proposent un échange sur le traitement des violences sur mineur pour présenter la réalité du travail judiciaire et répondre aux interrogations du public.

"*Cet échange ne pourra porter sur des situations individuelles.* ***L'objectif sera de répondre aux interrogations du public et de présenter la réalité du travail judiciaire,*** *étant précisé que les magistrats sont soumis à un droit de réserve.*"

Les magistrates rappellent que le palais de justice sera ouvert à la visite dans le cadre des journées du patrimoine, le samedi 19 septembre 2026.

Le lundi c'est toujours jour de manifestation devant les tribunaux, en région et place Vendôme à Paris, devant le ministère de la Justice pour demander **une loi intégrale** sur les violences sexistes et sexuelles. Une loi qui devrait être examinée en septembre a

annoncé le Premier ministre la semaine dernière.

- Violences sexistes et sexuelles
- Justice
- Affaire Lyhanna
- Enquêtes – Investigation

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

Passer la section

- Un jeune homme de 19 ans a été condamné par le tribunal judiciaire du Havre ce lundi pour apologie publique de crime ou de délit et dégradation. Il est reconnu coupable d'avoir réalisé vendredi un tag antisémite sur un mur de l'ESADHAR, l'école d'arts et de design. Il est en prison pour huit mois.

  Le 08/12/2025 à 17:39

- Total Energies et l'un de ses sous-traitants, la société Bataille, étaient jugés ce mardi devant le tribunal correctionnel du Havre pour homicide involontaire et violation manifestement délibérée d'une obligation de sécurité. En 2019, un homme de 38 ans a fait une chute mortelle de huit mètres.

  Le 03/02/2026 à 22:11

- Un hommage au navigateur havrais Charlie Dalin sera rendu ce vendredi au Havre, face au musée d'art moderne. Des membres de sa famille sont attendus.

  Le 18/06/2026 à 17:34

- La police judiciaire du Havre, avec l'appui de la BRI de Rouen, a retrouvé plus d'1,2 tonne de produits stupéfiants dans un conteneur parti du Havre, le 19 mai 2026. La drogue, principalement de la résine de cannabis, était stockée dans un entrepôt du Val-d'Oise.

  Le 29/05/2026 à 16:25

Autour de chez vous

Passer la section

ici.fr

Affaire Lyhanna : 950 dossiers de violences sexuelles sur mineurs réexaminés au parquet de Rouen

Marianne Naquet

6–8 minutes

Dans la foulée de la mort de Lyhanna, le ministre de la Justice a demandé aux magistrats de reprendre 70.000 dossiers de plaintes pour violences sexuelles sur mineurs, avec pour date limite le 14 juillet. Où en est le parquet de Rouen ? Le procureur de la République fait le point ce vendredi.

Dans la foulée de la mort de Lyhanna, le ministre de la Justice a demandé aux magistrats de reprendre **70.000 dossiers de plaintes pour violences sexuelles sur mineurs**, avec pour date limite le 14 juillet. Le procureur de la République de Rouen, Sébastien Gallois, fait le point sur ICI Normandie, ce vendredi 26 juin 2026.

"*Pour le tribunal de Rouen, on est à 950 dossiers à réexaminer, pour moitié des plaintes et l'autre moitié des signalements de l'aide sociale à l'enfance, l'éducation, les clubs de sport, etc.*", précise-t-il. *"J'ai mis tous les magistrats de mon parquet, moi compris, donc nous sommes 16." Nous nous sommes répartis les 950 dossiers, donc un peu plus de 60 dossiers par magistrat. L'objectif, c'est d'en voir 30 à 40 par jour." Ces 950 plaintes, c'est une petite moitié"*, ajoute Sébastien Gallois, *"car la réalité des procédures en attente de finalisation pour le ressort de Rouen, c'est le double, c'est entre 1.500 voire 2.000."*

"20 minutes minimum par dossier"

Le procureur de la République de Rouen parle d'un travail un peu "*à la chaîne, parce que c'est 20 minutes minimum par dossier. Évidemment, souvent c'est un peu plus long, parce que le dossier est plus compliqué, et puis parce que très souvent nos outils ne sont pas*

adaptés. Par exemple, on nous demande de vérifier tous les antécédents, ce qu'on appelle les antécédents, des éventuels mis en cause, entre nous et les policiers. Nous devons consulter, selon les cas, entre 6 et 12 fichiers différents pour avoir une idée précise des antécédents de la personne." L'objectif, pour lui, est **de rendre ce dossier de synthèse dans une semaine**. Ce travail a pour conséquence, ajoute Sébastien Gallois, "q*ue nous avons cessé d'aller au tribunal de commerce. Nous avons cessé d'aller aux audiences civiles et nous avons mis, on va dire, à l'arrêt le traitement de notre courrier et des autres affaires, donc d'atteinte aux biens, affaires économiques et financières, en espérant pouvoir les reprendre à la fin de l'inventaire.*"

Le parquet de Rouen est **à un tiers de l'inventaire,** *"nous en avons déjà repéré deux ou trois, qui en effet méritaient d'être pris rapidement parce que les faits qui étaient décrits étaient extrêmement graves, et parce que les profils des mis en cause étaient inquiétants.*" Alors pourquoi ces dossiers n'ont pas été traités ? Le procureur répond que *"les faits étaient souvent anciens, 2020-2022, et qu'à un moment dans l'enquête, quelque chose n'a pas fonctionné. On a pu demander une expertise, l'expert a répondu très tard ou n'a pas répondu. Nous avons eu besoin d'aller chercher un témoin, le témoin a été convoqué deux fois, trois fois, quatre fois, il n'est jamais venu. La victime a été appelée pour être réentendue, cette victime ne s'est pas présentée, donc le dossier s'est trouvé à l'arrêt, on n'a pas avancé et du coup d'autres dossiers sont passés avant.*"

Des faits d'inceste en majorité

Sébastien Gallois affirme que "*avec le drame de Lyhanna, tout le monde pense à ce qui se passe dans les écoles et les crèches, tout le monde pense à ces individus qui sont des prédateurs qui agressent des enfants",* mais le constat, selon lui, qui est fait, c'est que malheureusement, dans *"au moins la moitié des dossiers que nous examinons, ce sont des viols ou des agressions sexuelles commises au sein de la famille, par le père, le tonton, le beau-père, parfois un frère. L'endroit où nos enfants sont encore le moins en sécurité, c'est au sein des familles.*"

Dans une tribune publiée par le journal Le Monde, près de 2.000

magistrats signataires de toute la France **disent reconnaître leur quotidien dans les failles révélées par cette affaire**, et "*un manque criant de moyens générateurs d'une véritable faille judiciaire*". *"C'est un très beau texte"*, commente Sébastien Gallois, qui dit "*partager les préoccupations exprimées par mes collègues, je crois d'ailleurs que plusieurs magistrats de mon parquet ont signé cette tribune. Nous partageons la préoccupation exprimée dans cette tribune, nous savons tous qu'un drame comme celui d'Auch peut malheureusement survenir à tout moment dans n'importe quel parquet.*"

Le procureur de Rouen reconnaît avoir *"un peu de mal à dormir la nuit, surtout en ce moment. Après, nous sommes là pour agir, donc ma responsabilité, c'est de prendre les mesures pour éviter que ce genre de choses n'arrive sur le ressort, avec des enjeux qui sont très lourds. Juste un chiffre, lorsque je suis arrivé, nous ouvrions tous les mois 30 dossiers pour viol sur mineur, ça c'est en septembre 2024. Aujourd'hui, nous en ouvrons plus de 50 par mois, pour la seule agglomération de Rouen, c'est quasiment le double."*

Le point sur deux dossiers de violences sexuelles dans l'agglomération de Rouen

Deux affaires d'agression sexuelle sur des enfants secouent depuis plusieurs semaines l'agglomération de Rouen, d'abord à la crèche Pierre de Lune et au périscolaire de l'école Hameaux des Brouettes. *"Nous avons 12 plaintes déposées pour agressions sexuelles pour Pierre de Lune. L'enquête est en cours et elle est très compliquée. Il nous faut entendre et faire examiner par des médecins légistes 12 enfants qui, presque tous, ont moins de 3 ans. C'est un examen médical difficile à faire, et encore plus une audition très délicate à faire, puisque faire parler un enfant qui a entre 2 et 3 ans, ça demande beaucoup de prudence, beaucoup de patience, et que spontanément, un enfant à cet âge-là ne parle pas face à un étranger"*, explique Sébastien Gallois.

Concernant cet animateur de Sotteville-lès-Rouen, âgé d'une vingtaine d'années, accusé de viol sur une enfant de trois ans à l'époque des faits", *"tout se joue en fait en deux temps. Il y a bien eu deux premières plaintes, mais des plaintes qui sont déposées suite à des jeux inadaptés qualifiés de violence. Et une dernière plainte,*

toute récente, qui cette fois a été déposée par une maman pour viol, donc là l'enfant a évidemment été pris en charge, à charge pour nous de l'entendre dans de bonnes conditions, de l'examiner et de dérouler l'enquête. "

Sébastien Gallois conclut en affirmant que "*tous les dossiers sont prioritaires. C'est toute la difficulté, c'est que nous passons notre temps à hiérarchiser les urgences centrales, la question, c'est est-ce qu'on peut hiérarchiser les horreurs ?",* lance-t-il.

paris-normandie.fr

Le Havre. Après le meurtre de Lyhanna, les Havrais appelés à se rassembler lundi

Marie-Ange Maraine

6–7 minutes

Comme chaque lundi depuis le meurtre de Lyhanna, les citoyens sont invités à se retrouver à 19 heures devant le palais de justice du Havre lundi 29 juin 2026. Un échange avec les institutions judiciaires est également prévu.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Marie-Ange Maraine

Publié: 28 Juin 2026 à 18h30 Temps de lecture: 1 min

Près de 500 Havrais avaient répondu présents lors de la première mobilisation, boulevard de Strasbourg. Depuis, chaque lundi, des citoyens se retrouvent devant le palais de justice du Havre. Malgré la chaleur. Malgré le temps qui passe. Parce qu'ils refusent que l'émotion suscitée par le meurtre de la petite Lyhanna, 11 ans, début juin, retombe sans rien changer. Ce lundi 29 juin 2026, à 19 heures, ils seront une nouvelle fois au rendez-vous, répondant à l'appel lancé partout en France.

lors du premier rassemblement organisé au Havre, environ 500 Havrais s'étaient retrouvés devant le tribunal pour réclamer justice. - Marie-Ange Maraine/Paris Normandie

« Il faut mobiliser tout le monde. Les parents, les grands-parents, les professionnels, les amis et tous les citoyens, car nous sommes tous concernés », lancent les manifestantes qui se retrouvent chaque semaine au Havre à l'initiative de Reprenvis, le Réseau Prévention Normandie Violences Sexuelles.

« Il ne faut rien lâcher »

Martine Erard, présidente de Reprenvis

« Il faut que chacun se positionne à titre individuel. C'est comme ça qu'on fera changer les choses », estime Martine Erard, présidente de l'association. Pour elle, la mobilisation ne doit pas s'essouffler. *« Il ne*

faut rien lâcher. Quand une grosse affaire émeut, tout le monde bouge, puis le quotidien reprend le dessus… Il ne faut pas attendre que quelque chose de grave se passe. Parce que des familles de victimes d'agressions, il y en a tous les jours. »

Les membres de Reprenvis rappellent qu'*« un enfant est victime toutes les trois minutes »* et que *« cela concerne une femme sur quatre, un enfant sur cinq et un homme sur six »*. Un constat qui, selon eux, montre que le sujet concerne toute la société.

Pour l'adoption de la loi intégrale

« Donner quelques moyens ne suffit pas, il faut aussi une volonté forte de changer le système », poursuivent les manifestants. Ils réclament la mise en place de la loi intégrale contre les violences sexuelles et sexistes, une proposition de loi déposée le 2 décembre 2025 par la députée socialiste de Seine-et-Marne Céline Thiébault-Martinez. Son ambition est d'agir non plus seulement dossier par dossier, mais aussi de mieux prévenir, repérer, protéger, enquêter, juger, accompagner les victimes et sanctionner les auteurs.

Mais le rendez-vous de ce lundi sera particulier. En effet, les manifestants ne resteront pas uniquement devant le palais de justice. Le public est invité à entrer dans le tribunal pour échanger avec les institutions judiciaires.

Le tribunal ouvre ses portes au public lundi

Dans un communiqué, le tribunal judiciaire du Havre indique que sa présidente et la procureure de la République ouvriront exceptionnellement les portes du palais de justice à partir de 19 heures pour parler du traitement des violences sur mineurs. Le barreau du Havre sera également présent.

Comme chaque lundi, les organisateurs invitent tous les Havrais à rejoindre le rassemblement, avec leurs pancartes ou leurs instruments de musique. Une mobilisation qui, semaine après semaine, reçoit aussi le soutien de nombreux automobilistes de passage, dont les coups de klaxon résonnent autour du palais de justice. Lundi, certains d'entre eux choisiront peut-être de quitter leur volant pour rejoindre les rangs des manifestants.

Lire aussi

[CMA CGM Notre Dame : qui sont ces marins au service de l'un des plus grands porte-conteneurs du monde ?]

[Présidentielle 2027 : la porte-parole du gouvernement Maud Bregeon annonce soutenir Édouard Philippe]

[Une nouvelle adresse pour déguster des cocktails maison place des Halles Centrales, au Havre]

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

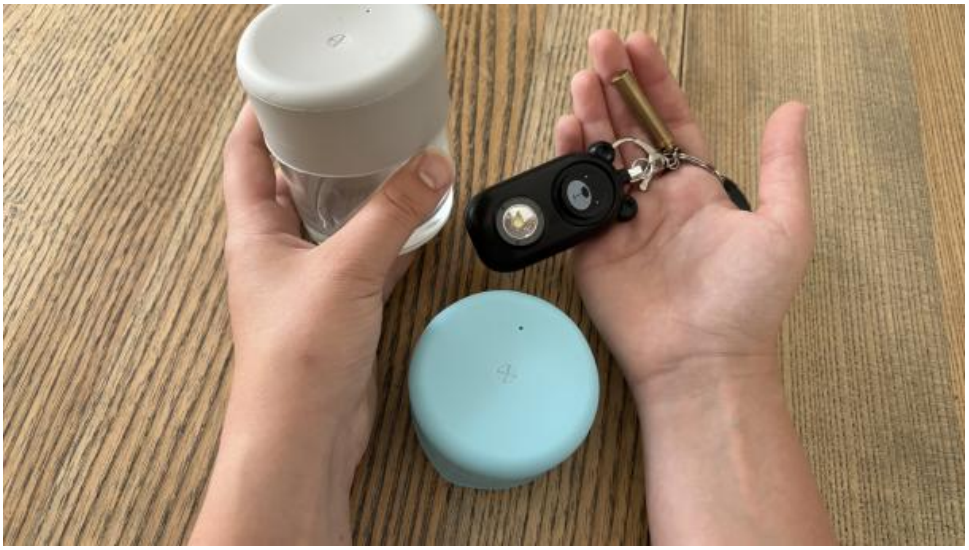
Ça se passe aussi vers

[Le Havre]

[CMA CGM Notre Dame : qui sont ces marins au service de l'un des plus grands porte-conteneurs du monde ?]

[Présidentielle 2027 : la porte-parole du gouvernement Maud Bregeon annonce soutenir Édouard Philippe]

[Une nouvelle adresse pour déguster des cocktails maison place des Halles Centrales, au Havre]



[Le Havre. Face au risque de viol, des parents équipent leurs filles de kits anti-agression]

[Le Havre. Après le meurtre de Lyhanna, les Havrais appelés à se rassembler lundi]

[Le Havre. Quelles sont les rues fermées ce dimanche pour le tournage de Franck Dubosc ?]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

ici.fr

Cléo porte plainte contre son oncle, déjà condamné pour agressions sexuelles sur sa cousine : l'enquête n'avance pas

Christine Wurtz

6–8 minutes

La plainte de Cléo est désormais sur le bureau de la procureure du Havre, avec presque un an de retard. © Radio France - Léni Flouvat

Diffusé le vendredi 26 juin 2026 à 7:31

Publié le vendredi 26 juin 2026 à 7:31

Elle fait partie des 70 000 plaintes pour violences sexuelles sur mineurs qui doivent être réexaminées d'ici le 14 juillet. Cléo, 26 ans, a porté plainte en juillet 2025 contre son oncle qui vit au Havre, déjà condamné pour agressions sexuelles sur sa cousine mais l'enquête piétine.

C'est l'une des **70000 plaintes pour violences sexuelles sur mineurs** qui doivent être réexaminées par les services d'enquête d'ici le 14 juillet, selon les instructions du ministre de la justice Gérald Darmanin, après le meurtre de la petite Lyhanna, dans le Gers. **Cléo, 26 ans**, a porté **plainte en juillet 2025 contre son oncle** qui vit au Havre. L'homme de 66 ans, déjà condamné pour agressions sexuelles sur la cousine de Cléo, n'a pourtant pas encore été entendu et depuis un an, l'enquête n'a pas avancé et pour cause : après avoir voyagé entre Lyon où vit Cléo et Châteauneuf-du-Pape où les agressions ont eu lieu, sa plainte vient seulement d'atterrir au parquet du Havre. La jeune femme et sa cousine espèrent que cet inventaire des affaires de violences sexuelles sur mineurs fasse enfin progresser le dossier.

Marie a porté plainte en 2019 contre son oncle, juste avant la prescription. Elle avait **quatorze ans** quand les faits se sont produits

au Havre, où vivait sa famille. Sa sœur aînée et la belle-fille de son oncle ont également porté plainte, mais les faits étant prescrits les concernant, l'homme n'a été jugé que pour les agressions commises sur Marie. Un procès libérateur, mais une épreuve difficile pour la jeune femme. *"Il a été condamné. Il s'est excusé, forcément. Mais moi je le revois dire 'Marie a été la dernière personne à avoir subi ça'"*.

Un secret de famille

L'homme est condamné par le tribunal correctionnel du Havre à **trois ans de prison avec sursis en juillet 2025**. Mais à l'époque, c'est un secret de famille. Un secret qui parvient tout de même quelques jours plus tard jusqu'à Cléo, la jeune cousine de Marie, 26 ans, qui révèle à ses proches avoir elle aussi été victime de son oncle à treize ans. Elle n'en avait jamais parlé de peur de provoquer un séisme dans la famille. *"Je me suis dit mon père va être fou de rage et ma maman, qui est très proche de son frère, va être très triste. Donc, pour préserver l'équilibre familial, je n'en ai pas parlé. Et ensuite du coup, j'ai un peu mis ça sous le tapis"*, raconte la jeune femme. C'est son compagnon, à qui elle en parle un jour presque sur le ton de la plaisanterie, qui lui fait prendre conscience de la gravité de ce qu'elle a subi.

Cléo contacte alors sa cousine Marie et **porte plainte le 18 juillet 2025**. Elle pense alors que l'enquête sera rapide. *"J'ai vraiment cru qu'en portant plainte, même pas dix jours après le procès, que ma plainte serait remise un petit peu sur le dessus"*. Sauf que Cléo a déposé sa plainte à Lyon où elle vit, pour des faits commis à Châteauneuf-du-Pape par un homme qui vit au Havre. Sa plainte a donc voyagé pendant des mois et à part elle, personne n'a encore été entendue, ni son entourage, ni son oncle. Marie, sa cousine, a le sentiment que l'enquête sur son agresseur a été bâclée à l'époque. *"On est quand même treize dans la famille, treize cousins, cousines. Aucun autre n'a été interrogé. Ils ont fait le minimum syndical"*.

"Il faudrait que les enfants soient protégés, accompagnés, soutenus"

Cléo, elle, espère qu'elle n'attendra pas six ans, comme Marie, pour voir aboutir sa plainte. *"Il faudrait juste qu'en fait, une fois qu'on*

dépose une plainte, qu'elle date d'il y a dix ans ou qu'elle date d'hier, que les enfants soient protégés, accompagnés, soutenus et qu'on ne laisse pas passer des années et des années parce que c'est des dizaines et des dizaines de victimes en plus". Aux dernières nouvelles, le dossier de Cléo est bien arrivé au **parquet du Havre**, avec presque un an de retard.

- Le Havre
- ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)
- Agression sexuelle
- Justice
- Enquêtes – Investigation

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

Passer la section

Des bâtiments en surchauffe, des cours sans ombre, pas de matériel de rafraîchissement : la semaine de canicule a été très éprouvante fin juin dans les écoles. Les professeurs sont furieux du manque d'anticipation des pouvoirs publics et réclament des consignes claires pour les prochains épisodes.

Le 29/06/2026

xx

xx

Le 29/06/2026

Les parents d'élèves ne décolèrent pas au Havre, où les écoles sont restées ouvertes depuis le début de cet épisode de canicule. Des établissements scolaires transformés en fournaise avec plus de 30 degrés au thermomètre. Certains ont donc écrit à la mairie pour dénoncer cette inaction.

Le 26/06/2026

L'info d'ici, ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Le 25/06/2026

Continuez votre lecture

Passer la section

- Il faut une loi intégrale contre les violences sexuelles, avec un budget adéquat : des associations féministes et de défense des enfants exigent un texte urgent après la mort de Lyhanna, le 4 juin 2026 dans le Gers. Elles appellent à manifester tous les lundis soirs devant les tribunaux.

  Le 15/06/2026

- Quatre plaintes pour agressions sexuelles ont été déposées par des parents, a confirmé ce jeudi 28 mai le procureur de Rouen, après les révélations de la suspension de trois agents de la ville de Rouen pour des suspicions de violences sexuelles.

  Le 29/05/2026

- INFO ICI Normandie - L'animateur de Sotteville-lès-Rouen accusé d'agressions sexuelles sur une enfant est visé par au moins deux plaintes pour violences sur mineurs, déposées en octobre 2025. Après une suspension, la Ville lui avait donné "une seconde chance" en le réintégrant.

  Le 19/06/2026

- Dans la foulée de la mort de Lyhanna, le ministre de la Justice a demandé aux magistrats de reprendre 70.000 dossiers de plaintes pour violences sexuelles sur mineurs, avec pour date limite le 14 juillet. Où en est le parquet de Rouen ? Le procureur de la République fait le point ce vendredi.

  Le 26/06/2026

tendanceouest.com

Rouen. L'ouverture de la voie de raccordement entre la Sud III et le pont Flaubert prévue en juillet

Justine Carrère

~2 minutes

La Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest (DIRNO) a indiqué dans un communiqué vendredi 26 juin que l'ouverture de la voie de raccordement entre la Sud III et le pont Flaubert est prévue pour jeudi 2 juillet, à 8h30.

A lire aussi. Pont Flaubert : ouverture complète des accès rive gauche

Une fermeture partielle à prévoir

Avant la réouverture de la voie de raccordement entre la Sud III et le pont Flaubert, des perturbations sont à prévoir dans le cadre de la finalisation de la signalétique horizontale des accès sud du pont Flaubert. Une fermeture partielle est prévue mercredi 1er juillet et jeudi 2 juillet de 21h à 8h30, pour une durée d'une nuit. Elle concernera la RN 338 dans le sens sud-nord et la bretelle d'accès au pont Flaubert, depuis la place centrale (au niveau de l'écoquartier Flaubert). La circulation sera déviée par la sortie des Pâtis.

Une voie neutralisée dès 6h30

Dès 6h30, une voie sera neutralisée pour terminer les travaux de la nuit, à partir de la bretelle des Pâtis, jusqu'à l'échangeur Stalingrad, avec une sortie obligatoire vers le giratoire de la Motte. Ces mesures temporaires prendront fin à 9h. La DIRNO conseille aux usagers de *"privilégier dans leur déplacement, un accès à l'agglomération rouennaise par l'est via la RD 18E (boulevard industriel)"*.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.acces-pontflaubert-rivegauche.fr.

ici.fr

Rouen : le raccordement du pont Flaubert à la Sud 3 sera ouvert le 2 juillet 2026

Théophile Pedrola

3–4 minutes

Publié le vendredi 26 juin 2026 à 16:28

La fin d'un chantier qui aura longtemps perturbé l'accès à Rouen via la Sud 3, depuis l'autoroute A13 : le chantier du barreau de raccordement de la route au pont Flaubert sera terminé le 2 juillet 2026.

Les automobilistes de la métropole de Rouen ou passant régulièrement en transit dans le secteur l'attendaient avec impatience : **le raccordement du barreau sud-nord de la Sud 3 vers le pont Flaubert sera ouvert le jeudi 2 juillet 2026 à 8h30**. Le chantier de ce raccordement sera ainsi terminé, après l'ouverture de l'axe nord-sud il y a un an. Finie donc la déviation et les voies réduites en arrivant à Rouen sur cet axe et ce chantier dans le quartier, dont la transformation va néanmoins se poursuivre.

Pour finaliser ce chantier, une fermeture de la Sud 3 dans le sens sud-nord et de la bretelle d'accès au pont Flaubert depuis la place centrale (écoquartier Flaubert) sera effective entre le 1er juillet et le 2 juillet entre 21h et 8h30. La circulation sera déviée par la sortie des Pâtis. A partir de 6h30, le 2 juillet, une voie sera neutralisée jusqu'à 9h pour achever les derniers travaux de la nuit, entre la bretelle des Pâtis jusqu'à l'échangeur Stalingrad, avec une sortie obligatoire vers le rond-point de la Motte.

Pour cette première matinée de mise en service, les usagers sont malgré tout incités à passer par l'est et le boulevard industriel. Il ne sera plus nécessaire d'emprunter le rond-point de la Motte pour relier la Sud 3, et donc l'autoroute A13, au pont Flaubert et donc

l'A150, de quoi participer à désengorger le secteur, régulièrement embouteillé.

Les premiers travaux avaient débuté en 2019 et les premières études préalables en 2006. Le coût du projet est d'environ 180 millions d'euros.

- Chantiers – Travaux
- Info trafic – Circulation routière

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

Passer la section

- Le raccordement de la Sud III au pont Flaubert à Rouen dans le sens sud-nord est prévu pour la fin du mois de juin. Après l'ouverture de l'axe nord-sud en avril 2025, ces derniers travaux sont sur le point d'être achevés.

  Le 04/05/2026 à 17:57

- En décembre 2023, le pont Guillaume-le-Conquérant, en centre-ville de Rouen, était percuté par le bras de grue d'une péniche. De longs travaux de réparation sont sur le point de s'achever, autour du 20 novembre.

  Le 21/10/2025 à 18:57

- La restauration de l'abbatiale Saint-Ouen de Rouen a été inaugurée ce vendredi, au terme d'un chantier long de quatre ans qui aura coûté 26 millions d'euros. Le monument a retrouvé sa blancheur d'origine, mais a surtout bénéficié de travaux de structure, notamment de toiture et de charpente.

  Le 20/09/2025 à 00:09

- Les installations pour le chantier sont mises en place dès ce lundi 21

juillet tandis que les travaux vont commencer lundi 28 juillet. Le pont sera fermé pendant dix nuits.

Le 20/07/2025 à 19:48

Autour de chez vous

Passer la section

lecourriercauchois.fr

Rouen. Pont Flaubert : on connaît la date d'ouverture du raccordement à la Sud III

Julie Hervieux

~2 minutes

Après plusieurs années de travaux, le raccordement du pont Flaubert à la Sud III à Rouen sera ouvert à la circulation la semaine prochaine.

Une nuit de fermeture

L'ouverture de la voie de raccordement Sud III / Pont Flaubert est prévue pour le jeudi 2 juillet 2026 à 8h30.

A noter qu'une nuit de fermeture (21h à 8h30) sera encore nécessaire du mercredi 1er au jeudi 2 juillet afin de finaliser la signalétique horizontale des accès sud du pont Flaubert. "*Celle-ci concernera la RN 338 sens sud-nord au PR5 et de la bretelle d'accès au pont Flaubert depuis la place centrale (écoquartier Flaubert). La circulation sera déviée par la sortie des Pâtis*", indique la Direction des routes nord-ouest ce vendredi 26 juin.

Des déviations en place

A compter de 6h30 jeudi 2 juillet, une neutralisation de voie, nécessaire pour achever les travaux de la nuit, sera réalisée à partir de la bretelle des Pâtis jusqu'à l'échangeur Stalingrad avec sortie obligatoire vers le giratoire de la Motte. Ces mesures temporaires prendront fin à 9h du matin. Les usagers sont incités à privilégier dans leur déplacement un accès à l'agglomération rouennaise par l'est via la RD18E (boulevard Industriel).

actu.fr

Rouen. Ça y'est, le pont Flaubert est (presque) raccordé à la Sud 3 : voici la date et l'heure d'ouverture de la route

Fabien Massin

~3 minutes

Les travaux de la tête sud du pont Flaubert à Rouen (Seine-Maritime), qui doivent le raccorder directement à la Sud 3, s'achèvent. Voici la date d'ouverture du dernier tronçon.

Sur le même thème

- Pont Gustave-Flaubert
- Sud 3 Rouen
- Travaux

Les travaux de raccordement de la tête sud du pont Flaubert à la Sud 3 dans l'agglo de Rouen (Seine-Maritime) s'achèvent ! (©Archives/FM/76actu)

Par Fabien Massin Publié le 27 juin 2026 à 11h02 ; mis à jour le 27 juin 2026 à 14h06

C'est un chantier colossal long de plusieurs années qui s'achève dans l'agglo de Rouen (Seine-Maritime), probablement le dernier grand chantier routier avant longtemps, comme l'a d'ailleurs estimé récemment le président de Région Normandie Hervé Morin : le raccordement du pont Flaubert à la Sud 3. Les derniers travaux s'achèvent, le dernier tronçon ouvre à la circulation jeudi 2 juillet 2026.

D'ultimes travaux en vue du raccordement pont Flaubert/Sud 3

Mais avant cela, d'ultimes travaux doivent réalisés, nécessitant une fermeture partielle de la route. La Dirno (direction interdépartementale des routes nord-ouest explique : « Dans le **cadre de la finalisation de la signalétique** horizontale des accès sud du Pont Flaubert, la
Direction Interdépartementale des Routes Nord-Ouest (DIRNO) vous informe d'une **fermeture partielle** mercredi 1er juillet 2026 et jeudi 2 juillet 2026 (21h00 à 08h30) pour une durée de une nuit . Celle-ci concernera la RN 338 sens sud-nord au PR5 et de la bretelle d'accès au pont Flaubert depuis la place centrale (écoquartier Flaubert). La circulation sera déviée par la sortie des Pâtis. »

À compter de 6h30, une neutralisation de voie, nécessaire pour achever les travaux de la nuit, sera réalisée à partir de la bretelle des Pâtis jusqu'à l'échangeur Stalingrad avec **sortie obligatoire vers le giratoire de la Motte**. Ces mesures temporaires prendront fin à 9h du matin. Les usagers sont incités à privilégier dans leur déplacement un accès à l'agglomération rouennaise **par l'est *via* la RD18E (boulevard industriel)**.

Suivez l'actualité de Rouen sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

france3-regions.franceinfo.fr

Réchauffement climatique. La reproduction de coquilles Saint-Jacques à surveiller en Baie de Seine

Léa Sombret

3–4 minutes

La coquille Saint-Jacques prolifère dans les eaux normandes. Plus de 100 000 tonnes se trouveraient en Baie de Seine, d'après l'Institut Ifremer. Une croissance spectaculaire du secteur à surveiller, à l'aune du réchauffement climatique.

De mémoire de marin, la coquille Saint-Jacques ne s'est jamais aussi bien portée en Baie de Seine. Plus de 100 000 tonnes de coquilles Saint-Jacques y prolifèrent. C'est cinq fois plus que ce qui est prélevé d'ordinaire.

Les pêcheurs auraient multiplié par 100 leur rendement.

Chaque année, un quart de la Baie de Seine est sanctuarisée. • © E.PP / France Télévisions

Depuis 50 ans, les scientifiques de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer surveillent ce précieux gisement.

Des mesures de gestion ont permis de le multiplier par 20 en 20 ans. Depuis des années, les pêcheurs normands s'imposent des règles strictes pour ne pas épuiser le filon, comme l'instauration de jachères. Chaque année, un quart de la Baie de Seine est sanctuarisé.

En décembre dernier, la pêcherie de coquilles Saint-Jacques de la Baie de Seine a d'ailleurs reçu la certification "Pêche durable" du Marine Stewardship Council (MSC). • © E.PP / France Télévisions

En décembre dernier, la pêcherie de coquilles Saint-Jacques de la Baie de Seine a d'ailleurs reçu la certification "*Pêche durable*" du *Marine Stewardship Council* (MSC).

Le gisement de la Baie de Seine est aujourd'hui le plus prolifique en Europe. Mais, le réchauffement climatique inquiète les chercheurs quant à l'avenir de cette pêche.

"La température moyenne de la Manche a augmenté d'un degré et demi, depuis 30 ans", explique Eric Foucher, biologiste chercheur à Ifremer. Il précise que sa reproduction est déjà touchée par le réchauffement climatique, intervenant de plus en plus tôt dans l'année, passant du mois de mai au mois de mars. Les coquilles deviennent également plus petites, au fil des années.

La situation actuellement favorable de la population de coquilles Saint-Jacques est le fruit de mesures de gestion mises en place. • © E.PP / France Télévisions

"Alors que la biomasse exploitable atteint aujourd'hui des niveaux élevés, l'Ifremer rappelle l'importance de maintenir cette vigilance face aux variations naturelles des populations et aux effets du changement climatique", précise l'institut Ifremer dans un communiqué. Des contrôles scientifiques seront réalisés, la semaine prochaine, à bord d'un navire océanographique.

Avec Isabelle Ganne

leparisien.fr

Des « nez » traquent les effluves émanant des sites industriels près de Rouen

Frédéric Durand

3–4 minutes

L'association Atmo Normandie, agréée pour la surveillance de la qualité de l'air en Normandie, forme chaque une dizaine de personnes aux langages olfactifs afin de devenir des « nez normands ». « Ils se retrouvent chaque mois pour sentir des extraits et des concentrés grâce à des mouillettes afin de répéter leurs gammes. J'aime faire cette analogie à la musique » explique Jérôme Cortinovis, chargé innovation chez Atmo Normandie.

Afin d'affiner leur odorat sur le terrain, ces bénévoles participent aussi à des sorties pour capter des odeurs naturelles ou encore à la grande veille olfactive annuelle sur la Métropole Rouen Normandie.

Un paysage olfactif du territoire

« Ils sont alors une trentaine, repartis sur le territoire et qui vont sentir l'air trois fois par jour à des endroits définis. Cela sert à dresser un paysage olfactif du territoire et déterminer des signatures qu'on va retrouver le plus fréquemment, notamment à proximité des industries. »

Une fois recensées, les caractéristiques de ces senteurs leur permettent de se rapprocher des industriels pour ajuster voire rectifier les choses. « C'est pourquoi, nous sommes souvent sollicités par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) » détaille Jérôme Cortinovis.

Mais, des endroits sont souvent inaccessibles ou perturbés comme

au centre d'un fleuve. C'est pourquoi, le 20 juin dernier, dans le cadre de la « Minute internationale des odeurs », trois agents d'Atmo Normandie et six « nez » sont montés à bord des bateaux solaires de l'association Concept Hélios Propulsion de Bonsecours - basée proche de Rouen - et connus pour avoir été les premiers à traverser la Manche en totale autonomie solaire en 2008, pour « une balade olfactive ».

Sans moteur et donc sans effluves d'échappement ou d'huile

Ils ont ainsi remonté la Seine sur 13 km, du port de plaisance jusqu'au quai de la ville d'Oissel et traversé ainsi le port autonome, le cœur de la ville de Rouen et le site naturel avec ses nombreuses îles.

Sous un soleil de plomb et une température de 30 °C, les « nez » normands ont embarqué sur Little John et Éolios, bateaux dotés de panneaux solaires, « qui permettent donc de ne pas perturber nos sens avec le bruit des moteurs, les vibrations et les odeurs des échappements et de l'huile mécanique ».

« Nous sommes donc là pour faire découvrir à nos bénévoles les odeurs de cet environnement du fleuve. On va humer, repérer, discuter et inscrire nos remarques sur une carte. C'est un entraînement et aussi une expérimentation que nous pourrons renouveler si cela est significatif ».

Au final, pendant plus de deux heures, les « nez » se sont aperçus que dans ces conditions spécifiques, « à part quelques émanations notamment de vase, la Seine ne sent rien de particulier ». Il faudra revenir dans d'autres périodes de l'année et le rendez-vous est donc déjà donné.

paris-normandie.fr

Au nord de Rouen, cette usine sert toujours une eau contaminée par un pesticide

Benoît Marin-Curtoud

5–6 minutes

L'usine de traitement de l'eau de Limésy, comme beaucoup d'autres, est toujours affectée par la présence d'un pesticide. La communauté de communes Caux-Austreberthe va financer des travaux. Explications.

Ajouter Paris Normandie sur Google

L'usine de traitement de l'eau de Limésy distribue toujours une eau qui contient des pesticides même si c'est en dessous des seuils maximum autorisés. - Photo DR com'com Caux-Austreberthe

Par Benoît Marin-Curtoud

Publié: 28 Juin 2026 à 16h31 Temps de lecture: 1 min

Interdits d'usage en France depuis 2020, les produits phytosanitaires à base de chlorothalonil continuent d'empoisonner les ressources en eau, comme le montrent les relevés de la station de traitement des eaux de Limésy, au nord de Rouen, bien que le captage soit depuis 2014 considéré comme essentiel par le Grenelle de l'environnement.

Consultez l'actualité en vidéo

La communauté de communes Caux-Austreberthe, qui gère l'assainissement de neuf communes au nord de Rouen et autour de Barentin, y a relevé – comme dans beaucoup d'autres usines de traitement de l'eau – la présence du produit.

« Les eaux issues de l'usine de traitement de Limésy présentent des concentrations supérieures à 0,9 µg/l pour le chlorothalonil R471811. Cette molécule est jugée non pertinente par l'ANSES, c'est-à-dire qu'elle ne présente pas de danger pour l'homme, mais par mesure de précaution il est souhaitable de redescendre sous ce seuil de 0,9 µg/l », détaille une délibération adoptée par la com'com le 22 juin 2026.

Précisons que le seuil sanitaire au-delà duquel l'eau est impropre à la consommation est situé à 3 µg/l.

Charbon actif et stock stratégique

La raison de cette contamination de l'eau potable ? Le charbon actif de l'usine est arrivé à saturation et il faut le remplacer pour la troisième fois.

Dans le même temps, et pour éviter toute rupture de fourniture, la com'com a décidé de créer *« un stock stratégique de vannes pneumatiques »* afin de réduire les délais en cas défaillance.

La facture ne bougera pas

Bonne nouvelle pour les usagers, *« le coût global est de l'ordre de 142 000 € HT mais n'entraîne pas d'évolution du prix de l'eau potable car les charges correspondantes sont reprises dans le cadre du plan annuel de renouvellement qui présente un solde positif »*.

La délégation de service public confiée à Véolia arrive à échéance en juin 2027.

En juin 2023, déjà, la com'com avait adopté un 3e plan trisannuel pour protéger le captage de Limésy visant à limiter la turbidité de l'eau, les apports phytosanitaires, maintenir des herbages tout en traitant les bétoires et bassins qui devaient l'être depuis 2020.

Lire aussi

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

Sur la Seine ou sur les quais, cinq bonnes raisons d'aller à la Fête du fleuve à Rouen

Des recettes du terroir de la région de Barentin bientôt diffusées, en vidéo, sur les réseaux sociaux

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Limésy (Seine-Maritime) Barentin (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

Incendie au CRA de Oissel : trois policiers intoxiqués, deux personnes en garde à vue

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

Sur la Seine ou sur les quais, cinq bonnes raisons d'aller à la Fête du

fleuve à Rouen

Des recettes du terroir de la région de Barentin bientôt diffusées, en vidéo, sur les réseaux sociaux

Au nord de Rouen, cette usine sert toujours une eau contaminée par un pesticide

Quel avenir après U pour ces neuf magasins normands ? « On cherche une centrale d'achat »

Voir plus d'articles

Juste pour vous

actu.fr

"Une maman avec un bébé devrait toujours être hébergée" : au Havre, des familles à la rue pendant la canicule

Vanessa Leroy

6–8 minutes

L'hiver est une période très compliquée pour les personnes à la rue mais l'été, surtout en temps de canicule, l'est tout autant... Au Havre, près de 30 familles n'ont pas de toit.

Article réservé aux abonnés

L'hiver est une période très compliquée pour les personnes à la rue mais l'été, surtout en temps de canicule, l'est tout autant... Au Havre, près de 30 familles n'ont pas de toit. (©EA/76actu/Archives)

Par Vanessa Leroy Publié le 26 juin 2026 à 20h14

On pense souvent aux **familles et aux enfants qui dorment dans la rue** pendant l'hiver, moins quand l'été est là. Pourtant, la problématique est là même, surtout en cette période de canicule extrême , où le thermomètre flirte avec les 40°C et ou il est difficile

de se rafraîchir. C'est le cas notamment au Havre .

Fanny est à la rue avec son bébé de 6 mois

Fanny (*) a une vingtaine d'années. Elle est **maman célibataire avec un bébé** – une petite fille – âgé de 6 mois. Originaire d'Afrique, la jeune femme est arrivée en janvier 2026 au Havre après un passage en région parisienne. Depuis, **elle va d'hébergement en hébergement**, aidée par l'Ahseti (Association havraise de solidarité et d'échanges avec tous les immigrés).

« Une maman avec un bébé devrait toujours être hébergée. Sa situation n'est pas illégale. Son bébé a le titre de réfugié. Des démarches sont en cours pour la maman pour obtenir un titre de droit », indique Martine Bachelet, bénévole, qui s'est attachée à la jeune femme, qui l'appelle « maman ».

Depuis janvier, Fanny a parfois été hébergée au centre Guy-Môquet, un centre d'hébergement mis en place par la Ville, mais aussi à l'Armée du Salut. Elle appelle presque chaque jour le 115 (le numéro d'urgence sociale). Début juin, elle a trouvé un logement pour une semaine, mais c'est rare d'obtenir plus d'une nuit ou deux. « Souvent, il n'y a pas de place alors j'appelle l'association pour voir s'il y a quelque part où dormir. Martine, c'est mon sauveur ! », explique-t-elle.

« En ce moment, c'est très dur avec la chaleur »

Comme elle, Véronique (*), maman de deux enfants scolarisés, n'a pas d'hébergement pérenne. Elle a quitté la République du Congo et est arrivée au Havre il y a quatre ans.

> En ce moment, c'est très dur avec la chaleur. C'est stressant de ne pas savoir si on va avoir un toit pour la nuit. Heureusement, les enfants vont à l'école dans la journée et mange à la cantine mais c'est bientôt les vacances.

Si pour l'instant, en effet, l'école met à l'abri les **quelque 70 enfants répertoriés** par le 115, l'année scolaire prend fin dans une dizaine de jours. Chaleur, exposition au soleil, manque d'hydratation, établissements scolaires fermés, baisse du nombre de places d'hébergement d'urgence… la galère pour les personnes en situation de grande précarité n'est pas moins pénible au soleil

contrairement à ce que l'on pourrait penser.

Les familles doivent « se débrouiller »

Au sortir de l'hiver 2025-2026, **au moins 27 familles dont 72 enfants répertoriés** au 115 n'avaient pas de toit sur la tête au Havre. Quinze autres familles et 34 enfants seraient également « en situation de grande précarité » selon les associations qui leur viennent en aide tout au long de l'année.

Depuis le 8 avril, le centre d'hébergement Guy-Môquet a fermé ses portes. Il peut accueillir jusqu'à 40 personnes. Un nombre insuffisant selon les bénévoles. « Personne n'a eu de place pour tout l'hiver. C'est un plus mais ce n'est pas suffisant. » En complément du centre Guy-Môquet, le gymnase Monod, transformé en dortoir, est lui aussi accessible lors du déclenchement du plan grand froid.

Mais rien n'est prévu entre avril et novembre pour **les familles qui doivent « se débrouiller »**. « En tant qu'association, nous intervenons auprès de familles pour des mises à l'abri », indique Charline Branellec, enseignante et membre du Réseau éducation sans frontières. L'Ahseti, RESF et Femmes solidaires notamment demandent depuis plusieurs années **« un centre permanent d'accueil »**. Une demande de nouveau formulée le 6 mai 2026 à Elsa Pépin, la sous-préfète de l'arrondissement du Havre, et le 22 mai par Jean-Baptiste Gastinne, premier adjoint au maire du Havre.

« Le principe d'un centre d'hébergement permanent est exclu »

La sous-préfète a indiqué aux assos que la Ville du Havre allait « lancer des travaux pour que les sanitaires soient plus accessibles au collège Guy-Môquet » mais « le principe d'un centre d'hébergement permanent est exclu ». « Les vacances d'été vont arriver donc ça va être très tendu car les enfants ne pourront pas accéder à l'école et à la cantine. **Les institutions font la sourde oreille**. On sait que pendant l'été, ce chiffre va être revu à la hausse », s'inquiètent les bénévoles. Alors quelles solutions d'ici l'hiver prochain pour les personnes qui sont à la rue actuellement ? « Il y a toujours le 115 mais le nombre de places est très limité. »

Lors de la rencontre avec Jean-Baptiste Gastinne, premier adjoint

au maire du Havre le 22 mai, « ce qu'il a mis en lumière, c'est le fait que **la mairie va financer des travaux pour améliorer les conditions d'accueil au centre Guy-Môquet** pour l'hiver. Mais les compétences de la mairie s'arrêtent là, l'État l'impose. **Il n'est pas possible de mettre sur pied un dispositif d'hébergement estival** car il n'est pas prévu de financement pour le logement comme pour l'accompagnement. Donc, le discours de la mairie, ce sont des oreilles compatissantes mais un blocage quant à la volonté de faire face à la situation et de trouver des solutions. »

(*) prénoms d'emprunt

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

Canicule 2026 : pourquoi le système de santé reste mobilisé malgré le recul des fortes chaleurs

AFP

5–6 minutes

Alors que la canicule recule en Normandie, les autorités alertent sur une pression persistante sur le système de santé, avec un pic de mortalité et des hospitalisations différées attendus dans les prochains jours.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par AFP

Publié: 27 Juin 2026 à 14h07 Temps de lecture: 2 min

La canicule « *recule* » mais ses effets sanitaires « *restent devant nous* » pendant « *plusieurs jours* », ont indiqué samedi 27 juin 2026 les services du Premier ministre Sébastien Lecornu, à l'issue d'une nouvelle cellule interministérielle de crise (CIC) sur la vague de chaleur inédite, à laquelle il a assisté en visio.

En Normandie, les départements quittent peu à peu la vigilance canicule rouge. Samedi 27 juin, tous les départements, sauf la Manche qui passe en vigilance jaune, sont en vigilance orange. Le dernier bulletin de Météo France lève la vigilance dans la Manche pour la journée du dimanche 28 juin. Le Calvados passe en vigilance jaune. les autres départements restent en orange.

« *Si la canicule recule, ses effets sur la pression sur le système de santé, eux, restent devant nous : un plateau haut va s'installer pendant plusieurs jours, par effet de latence sanitaire (déshydratation, décompensations, hospitalisations différées)* », a écrit Matignon dans un compte-rendu de la réunion qui s'est tenue samedi matin.

Matignon appelle à la « *vigilance de tout un chacun* » en confirmant, comme déjà évoqué par la ministre de la Santé, Stéphanie Rist, « *une hausse du nombre de décès, principalement à domicile, cohérente avec un pic différé* » et liée à « *l'isolement de certaines personnes âgées ou fragiles* ».

Situation dans les Ehpad et efficacité des mesures

En revanche, « *aucune situation anormale dans les Ehpad n'a été remontée* », soulignent les services de M. Lecornu, attentif à ne pas répéter les erreurs qui avaient marqué la canicule de 2003, qui a fait 15 000 morts, dont beaucoup de personnes âgées.

Matignon fait valoir « *l'efficacité des mesures mises en place par les équipes sur le terrain et les nombreux investissements réalisés ces dernières années* ».

Le système de santé « *connaît un pic d'activité lié à la canicule* » qui

« *justifie le maintien* » de la mobilisation à son niveau le plus élevé (plan Orsan 3) et le « *déclenchement des plans blancs* » dans les hôpitaux concernés, détaille Matignon.

Risques d'incendies et gestion de crise

Dans un autre message à la presse, le Premier ministre se dit « *prêt* » sur le volet des feux de forêts, alors que les départs de feu et les interventions des services d'urgence sont « *plus élevés* » que l'année dernière.

Le gouvernement invite à « *la vigilance* » du fait de « *la sécheresse de la végétation et de l'arrivée du mistral et de la tramontane* », en rappelant qu'une « *régulation des moissons* » a été mise en œuvre pour éviter les départs de feu, ainsi que les investissements déjà engagés pour la sécurité civile.

Le Premier ministre se félicite aussi que « *de nombreux choix* » ces derniers jours aient « *bien fonctionné dans la gestion de crise* », citant l'interdiction de la consommation d'alcool lors de la Fête de la musique ou l'« *effet* » des investissements pour l'hôpital issus du Ségur de la Santé.

Mais il reconnaît que « *d'autres points peuvent devenir préoccupants en cas de canicules répétées et doivent être traités : rafraîchissement des hôpitaux, robustesse des réseaux d'eau, électrique, SNCF* ».

Il a demandé de ce fait un « *bilan* » de cette canicule « *pour en tirer des conclusions de planification* », alors que l'exécutif est critiqué pour n'avoir pas suffisamment anticipé la crise climatique.

Lire aussi

[Musique francophone : L'Estival revient dans les Yvelines à l'automne 2026]

[Yvelines : soutien du public et inquiétudes après la réduction des budgets au Théâtre de Sartrouville]

[Épidémie d'Ebola : un premier cas identifié en France, chez un médecin de retour de RDC]

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Canicule et centres-villes désertés : Sébastien Lecornu prolonge les soldes d'été pour soutenir les

AFP

~4 minutes

Sébastien Lecornu a annoncé samedi la prolongation des soldes d'été, démarrés le 24 juin 2026, afin de soutenir les commerçants touchés par la canicule persistante en France.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par AFP

Publié: 27 Juin 2026 à 16h55 Temps de lecture: 1 min

Sébastien Lecornu a décidé de prolonger la période des soldes d'été, qui a démarré mercredi 24 juin 2026 en pleine canicule, ce qui inquiète particulièrement les commerces de centre-ville, a indiqué samedi Matignon, confirmant une information mise en ligne par le journal La Tribune dimanche.

Les soldes d'été devaient se terminer initialement le 21 juillet. Mais la date de fin n'a pas encore été arrêtée par le gouvernement.

Inquiétudes des commerces de centre-ville face à la canicule

Les soldes sous des températures extrêmes sont une aubaine pour les grands magasins climatisés mais une source d'inquiétude pour les commerces de centre-ville, qui redoutent un report des achats sur les plateformes en ligne d'ultra fast-fashion.

La canicule exceptionnelle qui sévit depuis près de 10 jours en France porte le risque que les consommateurs restent chez eux, ne souhaitant pas s'aventurer au milieu des bâtiments et des rues bétonnées, ou dans les transports en commun.

« *Pour les commerces indépendants dans les rues, c'est une catastrophe* », avait regretté à l'ouverture des soldes Pierre Talamon, le président de la Fédération nationale de l'habillement, redoutant des « *centres-villes déserts* ».

Un bilan des soldes rarement satisfaisant

Mais avec ou sans chaleur caniculaire, « *il est rare que le bilan des soldes soit très satisfaisant* », avait pointé Gildas Minvielle, directeur de l'observatoire économique de l'Institut français de la mode (IFM).

Depuis plusieurs années, les promotions se multiplient et s'étendent dans le temps, réduisant ainsi l'effet des soldes.

La canicule amorce son reflux ce week-end mais, après avoir épuisé les corps, elle soumet les hôpitaux à une pression extrême avec un

bilan qui reste incertain en termes de décès.

Lire aussi

Bernay : pourquoi le réseau cuivre va disparaître au profit de la fibre et de la 5G en 2029

Quel avenir après U pour ces neuf magasins normands ? « On cherche une centrale d'achat »

CMA CGM Notre Dame : qui sont ces marins au service de l'un des plus grands porte-conteneurs du monde ?

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Canicule en France : plus de 1 000 décès supplémentaires recensés, les hôpitaux sous pression

AFP

4–5 minutes

Des morts qui se mesurent déjà en centaines, et probablement en milliers. Les premiers chiffres officiels commencent à remonter sur les effets de la canicule exceptionnelle qui s'achève en France mais dont les conséquences sur l'organisme vont encore durer des jours.

Depuis mercredi, « *environ 1 000 décès supplémentaires* » ont été observés par rapport à la normale, a annoncé l'agence Santé publique France dans un premier bilan, dimanche 28 juin 2026.

Premier bilan partiel

C'est un premier bilan, encore très partiel, mais il donne une idée des lourdes conséquences d'une canicule en train de s'achever dans le pays après une dizaine de jours de températures extrêmes, un épisode déjà jugé plus intense sur le plan climatique que celui de 2003, le plus fort jusqu'alors enregistré.

La canicule avait, à l'époque, tué 15 000 personnes, principalement âgées. S'il est trop tôt pour comparer directement les deux épisodes sur le plan sanitaire, il est désormais évident que la canicule actuelle a provoqué de nombreux décès.

La ministre de la Santé, Stéphanie Rist, a déjà prévenu samedi que l'on observait « *un nombre de décès supérieur à la normale* », avec « *une mortalité plus élevée qu'à la même époque l'an dernier* » mais s'était abstenue de toute estimation chiffrée.

L'agence de santé publique vient préciser le tableau dimanche matin. « *Plus de 1 200 décès – toutes causes – ont été enregistrés pour la journée du 24 juin et plus de 1 400 décès quotidiens les 25 juin*

et 26 juin », a-t-elle détaillé. « *À titre comparatif, on comptait autour de 900 à 1 000 décès par jour en avril/mai.* »

En extrapolant jusqu'à dimanche, cela pointe déjà vers un nombre de décès supérieur d'environ un millier à la normale, même s'il n'est pas encore possible de les imputer officiellement à la chaleur.

Effets différés de la chaleur

En réalité, ce chiffre est certainement inférieur à la réalité. Le décompte ne part que de mercredi, le moment où la canicule s'est encore accentuée avec des températures dépassant 40 ºC à de nombreux endroits du territoire.

Et les effets de la chaleur mettent parfois des jours à se faire sentir : ils peuvent par exemple aggraver soudainement une maladie chronique, alors même que les températures sont redevenues plus normales.

Mais ces données de Santé publique France permettent déjà de dire qui sont les plus touchés : la hausse des décès « *est plus marquée dans les régions en vigilance rouge sur les derniers jours, en particulier en Île-de-France, Nouvelle-Aquitaine, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie et Pays de la Loire* ».

Profil des victimes

Surtout, même si l'augmentation frappe toutes les classes d'âge, et que les services d'urgences avaient signalé de nombreux coups de chaleur chez des personnes plutôt jeunes, « *85 % des décès observés concernent les personnes de 65 ans et plus* », note SpF.

Mais c'est sur un dernier point que cette canicule se distingue : les décès à domicile, dont le ministère de la Santé s'était déjà dit « *préoccupé* » cette semaine, ont bondi depuis le milieu de la semaine.

« *Une augmentation particulièrement marquée des décès à domicile est observée – de l'ordre de 40 % –, tout particulièrement en Île-de-France* », remarque SpF.

Dans les services d'urgence, certains soignants s'attendent à ce que cette tendance s'aggrave encore en ce début de semaine.

« *Demain matin lundi les aides ménagères, les gens qui s'occupent*

des personnes âgées à domicile vont revenir travailler », a prévenu sur France Info Philippe Juvin, député LR et chef des urgences de l'hôpital Pompidou.

« *On va ouvrir les portes et on va probablement découvrir des gens qui sont soit en très très mauvais état chez eux* », voire déjà « *morts* », a-t-il insisté.

À côté des personnes âgées, M. Juvin a évoqué deux autres catégories de personnes très à risque : les sans-abri et les personnes atteintes de troubles psychiatriques, à la fois à cause de leur pathologie et des effets secondaires de leurs traitements, telle la déshydratation.

Situation dans les hôpitaux

Globalement « *le bilan n'est pas terminé et il est probablement très important* », a-t-il conclu, prévenant que cette vague « *submerge l'hôpital* » et tout le monde est « *dépassé* », des pompiers aux services d'urgences.

paris-normandie.fr

« Il y a un phénomène d'hydrocution, parfois de suractivité… » : Laurent Nuñez recense 74 décès par noyade

AFP

4–5 minutes

La canicule qui frappe la France depuis le 18 juin 2026 a entraîné 74 décès par noyade, principalement dans des plans d'eau non surveillés, selon le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par AFP

Publié: 28 Juin 2026 à 10h54 Temps de lecture: 1 min

Les autorités ont comptabilisé 74 décès par noyade depuis le 18 juin en France, en lien avec la canicule extrême qui frappe le pays, a annoncé Laurent Nuñez dans une interview au Parisien, mise en ligne samedi 27 juin 2026.

Ces décès ont eu lieu « *en grande partie sur des plans d'eau non autorisés, non surveillés : les fleuves, les rivières, les étangs, notamment* », a développé le ministre de l'Intérieur, relevant qu'il y avait aussi « *des noyades dans des piscines privées* ».

« *Il y a un phénomène d'hydrocution, parfois de suractivité… On constate beaucoup de décès par crise cardiaque* », a-t-il ajouté. Parmi les victimes, « *beaucoup ont entre 15 et 25 ans* ».

Surmortalité et interventions de secours en Île-de-France

Questionné sur le nombre de morts survenus depuis le début de ce phénomène climatique, le ministre a renvoyé vers le ministère de la Santé qui centralise les données. Mais s'agissant de Paris et de son agglomération, il a fait état d'une « *surmortalité* » en soulignant une augmentation de « *122 %* » des interventions de secours aux personnes en Île-de-France par rapport à la même période de 2025.

« *D'une manière générale*, a-t-il poursuivi, *les personnes dont nous avons connaissance, les plus de 65 ans sont les plus touchés* ».

Réponse gouvernementale et enjeux d'équipement

Alors que des voix s'élèvent à droite et à gauche pour accuser le gouvernement de manque d'anticipation, le ministre a répondu : « *tous les services ont répondu présent (…) car nous étions préparés* ».

Dans cet exercice de défense de l'action gouvernementale, Laurent Nuñez a fait valoir que « *faire face à la canicule, cela suppos(ait) la mise en place de lourds investissements qui ne peuvent se faire que sur la durée* ».

Sur le long terme, il a concédé que l'on devait « *s'interroger sur l'équipement de la France en climatisation et, avant cela, de la façon dont on doit construire les bâtiments publics* ».

Feux de forêt et annulations d'événements

S'agissant des feux de forêt, le ministre s'est dit « *inquiet* » pour les prochains jours mais a affirmé dans le même temps que les services étaient « *mobilisés* » et « *très préparés* ».

« *Nous sommes capables d'intervenir de façon massive sur un incendie en à peine dix minutes* », a-t-il assuré.

Interrogé sur le nombre d'événements interdits ou annulés en raison de la canicule, comme le festival Solidays à Paris, Laurent Nuñez a indiqué qu'il y avait eu « *à ce jour, 336 mesures liées à la canicule, dont 64 arrêtés d'interdiction d'événements sportifs et 14 arrêtés pour des événements culturels* ».

Lire aussi

Présidentielle 2027 : la porte-parole du gouvernement Maud Bregeon annonce soutenir Édouard Philippe

[Musique francophone : L'Estival revient dans les Yvelines à l'automne 2026]

[Yvelines : soutien du public et inquiétudes après la réduction des budgets au Théâtre de Sartrouville]

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

paris-normandie.fr

« C’est un miraculé ! » : au nord de Rouen, l’arbre tombe dans son lit, en pleine nuit d’orages

Benoît Marin-Curtoud

5–6 minutes

Samedi 27 juin 2026, la série d’orages qui a frappé les alentours de Rouen a surtout fait des dégâts spectaculaires sur une maison de Claville-Motteville. Un arbre est tombé dans la chambre du propriétaire, qui a été blessé.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Benoît Marin-Curtoud

Publié: 28 Juin 2026 à 11h48 Temps de lecture: 1 min

« C'est un miraculé ! », répète à plusieurs reprises la voisine. *« C'est un miraculé ! »*, expliquent Gérard Marie et François-Régis Du Mesnil, respectivement premier adjoint et maire de Claville-Motteville.

« J'ai eu de la chance », résume le propriétaire, M. Niel, en train de faire ses valises pour aller ailleurs, vu les ravages de la nuit.

Consultez l'actualité en vidéo

Samedi 27 juin 2026, dans le courant de la nuit, le vent s'est levé à l'approche de l'orage. Un vent violent qui n'a pas couché les blés abondants dans ce coin de campagne mais qui par endroits a quand même été particulièrement sévère.

Un bruit sinistre et c'est le quasi-drame. Un hêtre imposant a été sectionné net à mi-hauteur.

« L'arbre est tombé dans ma chambre. J'ai été blessé à la tête et j'ai eu quelques points de suture », explique la victime en montrant les ravages provoqués dans son habitation.

Les branches, énormes, se sont retrouvées sur le lit de M. Niel. *« Il n'y avait plus d'électricité, je n'y voyais plus rien. J'ai dû chercher mon portable pour appeler les pompiers qui sont venus très vite »*. Dans sa maison, les nombreuses traces de sang témoignent de ces minutes particulièrement traumatisantes vécues par le propriétaire.

L'heure du bilan, de l'élagage et des valises

Dimanche matin, c'était l'heure de faire le bilan des dégâts et surtout, grâce à l'intervention de la mairie, à l'élagage et au dégagement de l'arbre tombé par le truchement d'une entreprise spécialisée des environs.

C'était aussi pour le propriétaire, au bracelet des urgences hospitalières toujours autour du poignet, le moment de faire ses valises pour repartir dans sa famille tant la maison est devenue inhabitable jusqu'à l'indemnisation des assurances et les réparations.

« C'est un hêtre de ma propriété qui est tombé chez lui », raconte la voisine. *« Heureusement que j'ai pris une assurance comprenant le jardin, ça devrait bien se passer. Mais il faudra du temps ».*

C'est, autour de Rouen, le seul fait marquant lié à la tempête qui ait été porté à notre connaissance même si de nombreuses branches ont été arrachées dans le cours de la nuit.

Lire aussi

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

Sur la Seine ou sur les quais, cinq bonnes raisons d'aller à la Fête du fleuve à Rouen

Des recettes du terroir de la région de Barentin bientôt diffusées, en vidéo, sur les réseaux sociaux

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Claville-Motteville (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

Incendie au CRA de Oissel : trois policiers intoxiqués, deux personnes en garde à vue

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

Sur la Seine ou sur les quais, cinq bonnes raisons d'aller à la Fête du fleuve à Rouen

Des recettes du terroir de la région de Barentin bientôt diffusées,

[en vidéo, sur les réseaux sociaux]

[Au nord de Rouen, cette usine sert toujours une eau contaminée par un pesticide]

[Quel avenir après U pour ces neuf magasins normands ? « On cherche une centrale d'achat »]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Des orages impressionnants sur la métropole de Rouen, une vingtaine d'interventions de pompiers

Mehdi Chebana

4–6 minutes

De violents orages ont balayé la métropole de Rouen, dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 juin 2026, provoquant quelques dégâts et des coupures d'électricité.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Sur les quais rive droite, à Rouen, une pluie de grêle et des vents forts se sont produits samedi 27 juin, vers 21h. - Photo Paris Normandie

Par Mehdi Chebana

Publié: 28 Juin 2026 à 07h41 Modifié: 28 Juin 2026 à 16h14 Temps de lecture: 1 min

Après une semaine caniculaire, de violents orages ont frappé la métropole de Rouen, dans la soirée du samedi 27 juin 2026.

Sur les quais rive droite à Rouen, ils ont éclaté vers 21h, accompagnés d'une pluie de grêle et de vents forts. Ils ont obligé les restaurateurs à ranger les parasols et à mettre les clients et les passants à l'abri.

Pendant une dizaine de minutes, la Seine s'est déchaînée, avec des vagues et un débit impressionnants.

Un arbre tombé sur une maison

Alors que la Seine-Maritime était en alerte orange pour risques d'orages, d'autres épisodes du même type se sont produits vers 23h30 puis dans la nuit.

Au total, le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) a réalisé 22 interventions, notamment dans la région rouennaise.

Dans le village de Claville-Motteville, à une vingtaine de kilomètres au Nord de Rouen, un arbre est tombé sur une maison, faisant un blessé léger. L'occupant a dû être relogé dans sa famille.

Dans la même zone, la commune de Mont-Cauvaire a subi plusieurs

coupures de courant pendant une partie de la nuit.

Juste à côté, le parc de Clères a fait savoir, dimanche 28 juin 2026, qu'il fermerait toute la journée, ainsi que celle de lundi, pour réaliser « *des travaux de sécurisation et de remise en état* », consécutifs aux orages de la nuit.

Par ailleurs, le trafic SNCF a été perturbé pendant plusieurs heures dimanche sur la ligne Rouen-Dieppe, en raison de chutes d'arbres sur les voies entre Montville et Clères.

Lire aussi

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

Sur la Seine ou sur les quais, cinq bonnes raisons d'aller à la Fête du fleuve à Rouen

Des recettes du terroir de la région de Barentin bientôt diffusées, en vidéo, sur les réseaux sociaux

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Rouen (Seine-Maritime) Métropole Rouen Normandie

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

Incendie au CRA de Oissel : trois policiers intoxiqués, deux personnes en garde à vue

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

Sur la Seine ou sur les quais, cinq bonnes raisons d'aller à la Fête du fleuve à Rouen

Des recettes du terroir de la région de Barentin bientôt diffusées, en vidéo, sur les réseaux sociaux

Au nord de Rouen, cette usine sert toujours une eau contaminée par un pesticide

Quel avenir après U pour ces neuf magasins normands ? « On cherche une centrale d'achat »

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

La pluie a fragilisé la falaise : un éboulement à Saint-Valery-en-Caux

Eric Pochon

~2 minutes

Samedi 27 juin, le hameau d'Ectot, près de Saint-Valery-en-Caux a connu un éboulement de falaise. En effet, les fortes pluies de ce week-end ont succédé aux fortes chaleurs de la semaine passée. Le résultat a été sans appel : un morceau de falaise d'une taille relativement importante s'est éboulé sur la plage normande. La taille de ce bloc est relativement réduite par rapport à l'effondrement survenu à Biarritz ce même week-end.

Restez à bonne distance des falaises !

Contacté par téléphone, Baptiste Mounier, responsable des opérations à l'Estran Cité de la Mer de Dieppe, confiait : *« Nous n'avons pas eu connaissance de cet éboulement, mais ce dernier rappel la dangerosité de la falaise normande. »* Il rappelle que la saison estivale est le moment de l'année où la falaise représente un danger souvent ignoré par les touristes. *« La falaise est belle, mais de loin. Pour être en sécurité, il faut rester à une fois et demie de distance par rapport à la hauteur de la falaise »*.

Pour faire simple, si la falaise mesure 40 m de hauteur, il faut rester à 60 m de cette dernière. Enfin, il a également rappelé que *« durant toute l'année, nous avons une exposition sur les falaises et les dangers qu'elle représente au sein de l'Estran Cité de la mer »*.

tendanceouest.com

Canicule. La Normandie repasse au vert : toutes les vigilances levées pour la région

Lilian Fermin

~2 minutes

Les voyants sont au vert. Pour la première fois depuis une semaine, les alertes canicule émises par Météo France ne concernent plus la Normandie. Le 21 juin dernier, les cinq départements de la région étaient placés en orange, puis en rouge le lendemain. Ce dimanche 28 juin, depuis 6h du matin, aucune vigilance n'est en vigueur en Normandie, tout comme en Bretagne, seules parties de la France épargnées par les phénomènes climatiques extrêmes.

Une grande partie du pays est rétrogradée en alerte orange concernant cette canicule, qui quitte la France progressivement par l'est. Seuls les deux départements alsaciens voient encore rouge, pour quelques heures encore.

Plus d'orages non plus, une météo plus agréable à venir

Alors que les orages ont frappé de manière intense la Normandie ces derniers jours, il ne devrait pas y avoir de nouvel épisode pour conclure ce week-end. Les alertes jaune et orange sont là aussi levées dans la région.

Côté températures, la semaine prochaine s'annonce plus classique. Elles oscilleront entre 19 et 27 degrés en Normandie au meilleur de la journée. Le soleil devrait être au rendez-vous tout au long des prochains jours.

ici.fr

La circulation des trains en Normandie perturbée jusqu'au 6 juillet, suite aux orages

Marianne Naquet

~3 minutes

Publié le lundi 29 juin 2026 à 7:17 Mis à jour le lundi 29 juin 2026 à 8:32

Les orages survenus samedi 27 juin ont provoqué de grosses perturbations à la SNCF : suppression de train, retard, allongement de parcours. Une dizaine d'arbres sont tombées sur des caténaires. Conséquence, les travaux pour les réparer, vont durer jusqu'au 6 juillet 2026.

La circulation des trains est perturbée depuis ce dimanche 28 juin 2026 sur les lignes normandes, annonce la SNCF dans un post publié sur X. **Ces perturbations vont durer jusqu'au 6 juillet 2026**, sur plusieurs lignes : Paris-Rouen-Le Havre, Paris-Vernon, Paris-Serquigny, Paris-Caen-Cherbourg, Paris-Trouville-Deauville.

Ces difficultés sont liées, explique la SNCF, aux orages survenus samedi 27 juin. Une dizaine d'arbres sont tombés dans le secteur de Villennes-sur-Seine, entre Mantes-la-Jolie et Poissy. **Plusieurs caténaires ont été arrachées**. Le chantier a commencé, les arbres ont été évacués avec une fin de travaux programmée ce lundi. Toutefois, les perturbations vont se poursuivre encore une semaine donc, et cela va entraîner la **suppression de certains trains et un allongement du temps de parcours** d'environ 30 minutes.

- Chantiers – Travaux
- Trains
- SNCF

Recevez chaque jour l’essentiel de l’actualité locale.

(obligatoire)

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

Passer la section

- MISE A JOUR - Nouvelle journée noire sur les lignes SNCF normandes. La circulation a été totalement interrompue ce mardi 1 er juillet dans l'après-midi en raison d'un problème électrique à la gare Saint-Lazare.

  Le 01/07/2025 à 17:28

- C'est le bazar sur la ligne Paris-Rouen-Le Havre ce mardi 25 novembre, après la chute d'un arbre sur une caténaire, entre Val-de-Reuil et Vernon. La circulation a été interrompue dans les deux sens, entre Rouen et Paris-Saint-Lazare pendant une partie de la matinée.

  Le 25/11/2025 à 08:41

- La circulation des trains a été interrompue dans les deux sens de circulation sur la ligne Paris-Rouen-Le Havre, ce mercredi 11 mars au matin. Un train a percuté un arbre, ce qui a endommagé une caténaire et provoqué une coupure électrique.

  Le 11/03/2026 à 10:41

- Le trafic ferroviaire est perturbé jusqu'au dimanche 10 mai 2026 sur le rail normand, à cause d'un souci au niveau d'un aiguillage en région parisienne.

  Le 21/04/2026 à 15:56

ici.fr

"Les élèves et les personnels ont souffert" : les profs furieux du manque de préparation à la canicule dans les écoles

6–8 minutes

De nombreuses écoles restées ouvertes toute la semaine n'avaient même pas le minimum pour rafraîchir les classes. © Radio France - Cedric Lieto

Diffusé le lundi 29 juin 2026 à 7:31

Publié le lundi 29 juin 2026 à 7:31

Des bâtiments en surchauffe, des cours sans ombre, pas de matériel de rafraîchissement : la semaine de canicule a été très éprouvante fin juin dans les écoles. Les professeurs sont furieux du manque d'anticipation des pouvoirs publics et réclament des consignes claires pour les prochains épisodes.

C'est peut-être le principal enseignement à retenir de l'épisode de canicule qu'on vient de connaître : les bâtiments scolaires ne sont pas du tout adaptés au changement climatique et aux fortes chaleurs. Et de toute évidence, les pouvoirs publics ne sont pas préparés. En témoignent les décisions erratiques des communes de l'Eure et de la Seine-Maritime : certaines ont fermé les écoles dès lundi, d'autres les ont gardées ouvertes toute la semaine. À Rouen, elles ont fermé jeudi 25 et vendredi 26 juin.

Manque d'anticipation des communes et de l'administration

Les enseignants sont furieux de la manière dont les choses ont été gérées par les municipalités et par le ministère de l'Éducation nationale. Le **gros coup de chaud** qu'on a connu au mois de mai, ça aurait dû être une alarme pour les pouvoirs publics, mais il n'en a

rien été déplore Marie Poullet, co-secrétaire départementale de la CGT Educ'action 76.

"On dénonce le manque d'anticipation des communes et de l'administration. Les personnels ont souffert, les élèves ont souffert. On a des exemples de 37 degrés dans les classes, jusqu'à 36 dans les dortoirs des petites sections."

Pas de matériel de rafraîchissement

Aucune préparation, et des personnels livrés à eux-mêmes dénonce Christophe Hamon, du syndicat FSU SNUipp, majoritaire dans le premier degré. Il est prof dans une école du Havre qui s'est retrouvée **sans eau potable jeudi 25 juin**, au plus fort de la canicule. *"Tout le monde a fait ce qu'il pouvait à bricoler pour essayer d'atténuer cette canicule dans les classes, mais, clairement, pas la mairie. Ce qui me choque, c'est la communication de la mairie qui a dit qu'elle mettait tout en œuvre pour faire en sorte que les conditions soient les plus propices, mais je ne sais pas ce qu'elle a fait."*

"Dans les écoles que je connais, la mairie n'a rien fait, même pas amené un ventilateur", poursuit-il. *"Je crois qu'à Rouen, ils ont amené deux brumisateurs par école. On a ri un peu, deux par école... Mais au Havre, même pas. Rien. Je n'ai rien vu. Ah si ! Quand on n'a pas eu d'eau potable, on a eu deux packs d'eau amenés par un monsieur de la mairie. OK, bien, deux packs d'eau. Mais le reste ? Rien."*

Des bâtiments inadaptés

Pour ces enseignants, il faut de toute urgence du matériel de rafraîchissement, et rénover les bâtiments pour les rendre moins vulnérables à la chaleur, ou au moins prévoir des endroits plus frais, dans les cours par exemple. *"Ne serait-ce que d'avoir des arbres pour avoir de l'ombre"*, demande Méline, prof dans une école maternelle du Havre et syndiquée chez SUD Éducation. *"Parce qu'honnêtement, les cours sont toutes bétonnées. Dans ma cour, j'ai la chance d'avoir de l'herbe, mais il n'y a aucun grand arbre, on est tout le temps en plein soleil et il y a du goudron, donc dès qu'il fait chaud, c'est horrible la chaleur. Donc on n'a pas de moyen de se rafraîchir."*

En attendant, il faut que le ministère édicte des consignes claires au

niveau national en prévision des prochaines canicules. C'est ce que demande Mathilde Marnière, co-secrétaire départementale du syndicat FSU-SNUipp 27. *"Le cadrage national, il est plus que nécessaire quand on a des alertes canicule aussi fortes avec des prévisions de températures aussi fortes. Il faut accepter que l'école ne peut pas avoir lieu. Je ne sais pas si vous imaginez, mais quand on a ne serait-ce que 30 degrés dans une classe, on est incapable de travailler à 20 personnes sur des apprentissages tels que lire ou apprendre à compter."*

- Seine-Maritime
- Eure
- ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)
- Canicule
- École
- Chaleur

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

Passer la section

xx

xx

Le 29/06/2026

Elle fait partie des 70 000 plaintes pour violences sexuelles sur mineurs qui doivent être réexaminées d'ici le 14 juillet. Cléo, 26 ans, a porté plainte en juillet 2025 contre son oncle qui vit au Havre, déjà condamné pour agressions sexuelles sur sa cousine mais

l'enquête piétine.

Le 26/06/2026

Les parents d'élèves ne décolèrent pas au Havre, où les écoles sont restées ouvertes depuis le début de cet épisode de canicule. Des établissements scolaires transformés en fournaise avec plus de 30 degrés au thermomètre. Certains ont donc écrit à la mairie pour dénoncer cette inaction.

Le 26/06/2026

L'info d'ici, ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Le 25/06/2026

Continuez votre lecture

Passer la section

- Vigilance rouge canicule en Seine-Maritime à partir de ce mardi 23 juin midi et pas de fermeture systématique des écoles. Chaque municipalité a le choix et pour celles comme au Havre dont les écoles restent ouvertes, les parents s'adaptent pour fournir un peu de fraîcheur aux enfants.

  Le 23/06/2026

- Des infiltrations d'eau, des inondations régulières, des peintures qui s'écaillent, une isolation qui laisse à désirer, de l'amiante : au Havre, les écoles sont en piteux état. C'est ce que nous confient ce mardi matin sur ICI Normandie des parents d'élèves, syndicalistes et enseignants.

  Le 02/06/2026

- Entre 37 et 40 degrés sont attendus pour les températures maximales en Seine-Maritime et dans l'Eure ce lundi 22 juin. La vigilance orange canicule a été déclenchée dimanche. Pour ce début de semaine, certains maires ont décidé de laisser leurs écoles ouvertes, comme celui de Neufchâtel-en-Bray.

  Le 22/06/2026

- Des parents d'élèves, enseignants, syndicats et l'opposition municipale de gauche dénoncent l'état des écoles publiques du Havre. Des écoles "vieillissantes datant des années 1970" explique

l'adjointe au maire chargée des bâtiments sur ICI Normandie, ce mardi 2 juin 2026.

Le 02/06/2026

ici.fr

Canicule : le CHU de Rouen active le "plan hôpital en tension niveau crise"

Théophile Pedrola, Raphaël Tual

3–4 minutes

- Théophile Pedrola ,
- Raphaël Tual

Publié le vendredi 26 juin 2026 à 17:59

INFO ICI Normandie. Le CHU de Rouen active ce vendredi après-midi son "plan hôpital en tension niveau crise". Il s'agit du niveau juste en dessous du plan blanc. Cela signifie que la situation s'aggrave au sein de l'hôpital, conséquence de la canicule vécue ces derniers jours.

Le CHU de Rouen a activé ce vendredi 26 juin 2026, à 17 heures, son plan "hôpital en tension niveau crise". Il ne s'agit pas de l'activation du plan blanc, il s'agit du niveau de crise situé juste en dessous.

"Il y a un gros risque pour ce week-end"

"La situation s'aggrave, indique là ICI Normandie la direction de l'hôpital. *Tous les lits sont pleins et il y a donc un gros risque pour le week-end à venir. C'est une mobilisation générale par mesure de précaution."* La principale crainte étant liée à une *"décompensation de patients souvent âgés et polypathologiques"* suite aux derniers jours de canicule, qui ont été très éprouvants pour les corps. *"Le week-end, il n'y a aucune sortie, donc il faut libérer des lits, car des gens vont arriver aux urgences."* Dans chaque service, il y a au moins un lit identifié au bénéfice du plan hôpital en tension. Conséquences : le CHU va, pour libérer ces lits, déprogrammer les patients non urgents.

Pour limiter la pression sur les hôpitaux, le préfet de la Seine-Maritime a pris deux arrêtés vendredi 26 juin : l'interdiction des

manifestations sportives sur la voie publique et en plein air ; et l'interdiction de la vente d'alcool à emporter et de la consommation d'alcool sur le domaine public et lors d'évènements festifs.

- Canicule
- Hôpitaux
- Santé publique

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

Passer la section

- Pour faire face à l'afflux de patients pendant cette période de canicule, le centre hospitalier Eure-Seine, situé à Évreux (Eure), a annoncé déclencher son plan blanc ce samedi 27 juin.

  Il y a 23h

- Ce mercredi 8 octobre, le centre hospitalier Eure-Seine d'Évreux annonce avoir atteint l'objectif de sa campagne d'emprunt citoyen. Quelque 100.000 euros ont été récoltés en 20 jours seulement, ils sont destinés à aider à financer une vingtaine de lits.

  Le 09/10/2025 à 17:16

- Claire, une femme âgée de 99 ans, a attendu pendant 64 heures aux urgences du CHU de Rouen qu'un lit d'hospitalisation se libère en octobre. Sa petite-fille témoigne, et dénonce le manque de moyens et de personnels à l'hôpital public.

  Le 17/11/2025 à 18:52

- INFO ICI NORMANDIE. Une personne est morte vendredi 19 juin au soir sur le parking de l'hôpital du Rouvray, à Sotteville-lès-Rouen. Selon nos informations, il s'agit d'un ancien employé qui a mis fin à

ses jours en s'immolant.

Le 20/06/2026 à 12:02

Autour de chez vous

Passer la section

ici.fr

Canicule : à Rouen, jusqu'à 20% des bus du réseau Astuce sont restés au dépôt faute de climatisation suffisante

Emmanuel Grabey

~4 minutes

Publié le vendredi 26 juin 2026 à 17:09

Le réseau de transports en commun rouennais Astuce connaît des perturbations depuis le début de l'épisode de canicule. En cause : l'insuffisance du système de climatisation de certains bus, qui doivent rester au dépôt. Jusqu'à 20 % du parc ont été concernés jeudi 25 juin.

À Rouen, l'ensemble des lignes de bus TEOR et FAST du réseau de transports en commun Astuce connaît des perturbations depuis le début de l'épisode de canicule. En cause : les **systèmes de clim des bus** qui lâchent les uns après les autres. Lors de la journée la plus chaude, jeudi 25 juin 2026, 20 % des bus étaient en rade. Vendredi, avec la baisse relative des températures, c'était plutôt entre 10 et 15 %.

Pour éviter qu'une ligne se trouve plus touchée qu'une autre, les véhicules qui assurent un confort suffisant pour les passagers et les personnels sont dispatchés sur l'ensemble du réseau afin d'assurer une **desserte certes dégradée** mais correcte.

En moyenne 10% du parc concerné depuis le début de l'épisode de canicule

"Il faut savoir que sur nos services, et notamment sur le service TEOR, on ouvre les portes à chaque arrêt, ce qui fait entrer une bouffée d'air chaud", explique Sylvain Diran, le responsable d'exploitation du réseau, *"et on a des grandes surfaces vitrées qui font que* ***l'habitacle a tendance à se réchauffer beaucoup plus*** *que ce que l'on*

peut connaître sur nos voitures, donc il est difficile de pouvoir maintenir une température tolérable, à la fois pour les voyageurs et pour nos conducteurs."

Certaines clim tombent en panne, d'autres ne sont pas suffisamment fortes pour garantir un confort de voyage suffisant : les véhicules qui ne permettent plus l'exploitation sont ramenés au dépôt, en **moyenne 10 % du parc depuis le début de l'épisode**. Comme on est actuellement sur une période d'exploitation maximale, en semaine en période scolaire, cela provoque des perturbations sur le réseau. Ce week-end, comme moins de bus sont en circulation, le parc roulant devrait permettre à la situation de s'améliorer. Même chose pour cet été. "*Pour la rentrée de septembre, de telles hausses des températures pourraient entraîner de grosses difficultés*", prévient Sylvain Diran. En attendant, un **retour à la normale est espéré pour lundi**.

- Canicule
- Transports en commun
- Bus

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

Passer la section

- Une passagère du T2 a été poussée contre la porte et est tombée du bus en marche ce samedi 29 novembre à Rouen (Seine-Maritime). Le gestionnaire du réseau Astuce, Transdev a lancé une enquête interne.

  Le 01/12/2025 à 19:18

- Des perturbations sont en cours ce lundi 22 septembre sur le réseau de transport en commun LiA au Havre, suite à une

opération de déminage au dépôt située quartier Grand Hameau.

Le 22/09/2025 à 09:12

- Une voiture et un bus du réseau de transports Astuce se sont percutés à Déville-lès-Rouen, peu avant 9 heures. Les 40 passagers à bord n'ont pas été blessés.

  Le 13/11/2025 à 10:26

- Un bus du réseau Astuce a percuté une femme de 57 ans à Sotteville-lès-Rouen, ce mardi 17 mars. Les secours n'ont pas pu la sauver.

  Le 18/03/2026 à 06:16

Autour de chez vous

Passer la section

ici.fr

Canicule : l'eau de la Seine à 27,6°C à Rouen, un record depuis le début des relevés

Théophile Pedrola

4–5 minutes

Publié le vendredi 26 juin 2026 à 14:50

La température mesurée dans la Seine ce jeudi était de 27,6°C en fin d'après-midi. Un record depuis le début des relevés.

À Rouen, la Seine n'a sûrement jamais été aussi chaude. Ce jeudi 25 juin 2026, en fin d'après-midi, lors de la vigilance rouge canicule et alors que les températures étaient suffocantes à Rouen avec 42°C à l'ombre et sous abri relevés à 16h, la température de l'eau a atteint les 27,6°C. Un record depuis le début des relevés.

Une température enregistrée grâce au système de mesure haute fréquence du GIP (Groupement d'intérêt public) Seine-Aval, installé depuis 2018. Ce système mesure la température de l'eau à Rouen **toutes les cinq minutes**, **un mètre sous la surface de l'eau** au niveau du ponton d'honneur Haropa. *"On a un réseau de suivi de sondes qui mesure en continu la température et la qualité de l'eau*, précise Cédric Fisson, chargé de mission environnement au GIP SA. *Ce sont des températures qu'on n'avait jamais observées avec ce réseau de suivi."*

La température de la Seine le 25 juin 2026 © Aucun(e) - GIP Seine-Aval

Des températures comparables, de l'ordre de 27°C, avaient déjà été enregistrées en 2003 et en 1976 au niveau d'**Oissel et de Poses**. *"On n'avait pas le même système de mesure et ce n'était pas au même endroit, donc c'est difficile de comparer, mais on est dans l'ordre de grandeur des températures les plus fortes en Seine pour les données dont on dispose qui remontent aux années 1960."*

La température moyenne de cette journée de jeudi était de 27°C, du jamais vu sur ce réseau de mesure.

Une température qui met sous **forte pression thermique la faune et la flore** dans l'eau, alarme le GIP, notamment les poissons migrateurs. *"Pour eux, ce sont des températures exceptionnelles*, assure Cédric Fisson, *ils ne sont pas adaptés à cela, que ce soit certains végétaux ou les poissons migrateurs, comme la **truite de mer ou le saumon**, qui migrent à cette période en estuaire de Seine. Les températures posent problème pour la migration, et cela peut être létal si cela continue. Plus la température de l'eau augmente, moins il y a **d'oxygène** pour eux."*

Des **poissons morts** ont d'ailleurs déjà pu être retrouvés près du parc-canal Camille-Claudel à Rouen. *"C'est sûrement dû au manque d'oxygène*, estime Cédric Fisson. *Il y a peu de brassage, du développement d'algues, cela peut consommer l'oxygène et engendrer des mortalités."*

La température de l'eau et les informations sur la qualité de l'eau de la Seine sont publiquement accessibles ici.

- Canicule
- Chaleur
- Alerte météo

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

Passer la section

- La Seine-Maritime et l'Eure sont passés en vigilance rouge canicule mardi midi. Au total 54 départements de l'Hexagone sont concernés par cette vigilance. Un record de température minimale a été enregistré au Havre.

Le 23/06/2026 à 08:58

- La dépouille d'un homme a été retrouvée dans la Seine, à Rouen, ce mercredi 30 juillet, près du pont Jeanne d'Arc. La police est sur place.

  Le 30/07/2025 à 10:45

- Le réseau de transports en commun rouennais Astuce connaît des perturbations depuis le début de l'épisode de canicule. En cause : l'insuffisance du système de climatisation de certains bus, qui doivent rester au dépôt. Jusqu'à 20 % du parc ont été concernés jeudi 25 juin.

  Le 26/06/2026 à 17:09

- En période de canicule, les entreprises aussi doivent s'adapter aux fortes chaleurs que subissent leurs employés. Le constructeur automobile Renault possède deux usines importantes en Seine-Maritime : à Sandouville près du Havre et à Cléon près de Rouen. Quelles sont les mesures mises en place ?

  Le 24/06/2026 à 09:14

Autour de chez vous

Passer la section

ici.fr

Canicule : la Ville du Havre critiquée par les parents d'élèves pour son inaction dans les écoles

6–8 minutes

Dans les salles de classe, les températures dépassent les 30 degrés depuis le début de la semaine © Maxppp - Cerise Rochet

Diffusé le vendredi 26 juin 2026 à 6:31

Publié le vendredi 26 juin 2026 à 6:31

Les parents d'élèves ne décolèrent pas au Havre, où les écoles sont restées ouvertes depuis le début de cet épisode de canicule. Des établissements scolaires transformés en fournaise avec plus de 30 degrés au thermomètre. Certains ont donc écrit à la mairie pour dénoncer cette inaction.

Depuis ce lundi, les parents d'élèves au Havre jonglent entre travail et garde d'enfants car les écoles restent ouvertes dans la cité Océane. Le problème pour les parents c'est que les établissements scolaires, vieillissants, sont de véritables fournaises pour les enfants et les équipes enseignantes avec plus de 30 degrés relevées dans les classes, 35 degrés dans les cantines. Ils sont donc **nombreux à critiquer la gestion de la mairie du Havre et à dénoncer un manque d'anticipation**.

Le courrier des parents d'élèves de l'école Thionville à la mairie

Langevin, Cassard, Dauphine, Herriot, Bouchor... la liste des écoles où **les parents se plaignent** ne s'arrête pas là, que ce soit dans les commentaires de publications sur les réseaux sociaux ou bien dans les discussions, tous **dénoncent cette inaction de la municipalité havraise**, aucun matériel pour rafraîchir les classes en urgence. Les parents d'élèves de l'école Thionville ont envoyé jeudi matin un

courrier à l'adjointe en charge de l'Education. Julie a deux enfants qui y sont scolarisés en maternelle : "***la mairie n'a pas anticipé cette situation*** *qui pourtant était prévisible, il y avait déjà eu un premier épisode de canicule en mai. Il n'y a pas eu de matériels fourni aux écoles type ventilateurs, brumisateurs, choses pour obstruer les baies vitrées quand elles sont plein sud. Il y a un ras-le-bol et une colère car on a l'impression d'être livrés à nous-même, de devoir trouver des solutions tout seul. L'anticipation a été mieux faite dans d'autres ville de toute évidence.*"

Oumou Niang-Fouquet l'adjointe au maire chargée de l'Éducation reçoit de nombreux mails et courriers ces derniers jours. Elle l'affirme, la Ville s'est adaptée à la situation :

"On a réussi ***à acheter quelques ventilateurs mais malheureusement il y a une rupture de stocks****. On demande aux agents de la ville d'aller aérer tous les matins dans les écoles. Aujourd'hui on a* ***800 classes à l'échelle du Havre donc on n'était pas en capacité de fournir toutes les écoles de rideaux.*** *J'ai dit à plusieurs reprises aux enseignants que sur le prochain plan pluriannuel d'investissement on fera en sorte d'inscrire cela pour pouvoir acheter des rideaux pour toutes nos écoles. C'est à l'échelle de la France que nos écoles ne sont pas adaptées à de tel climat donc on y travaille et depuis de nombreuses années.* ***On a commencé à végétaliser les cours d'écoles, à faire des travaux d'envergure.*** *Il y a une rénovation globale qui a été faite sur l'école Herriot mais on se rend compte qu'il y a encore des ajustements à faire pour qu'on arrive à trouver les bonnes températures en hiver comme en été.* ***L'année prochaine, la Ville du Havre s'engage à investir pour toutes les écoles dans des isolants thermiques*** *et on va installer aussi des films isolants dès la rentrée sur toutes les classes.*"

La municipalité rappelle qu'elle investit près de **7 millions € chaque année pour rénover ses écoles vieillissantes**.

- Le Havre
- ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

Passer la section

Elle fait partie des 70 000 plaintes pour violences sexuelles sur mineurs qui doivent être réexaminées d'ici le 14 juillet. Cléo, 26 ans, a porté plainte en juillet 2025 contre son oncle qui vit au Havre, déjà condamné pour agressions sexuelles sur sa cousine mais l'enquête piétine.

Le 26/06/2026

L'info d'ici, ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Le 25/06/2026

La canicule force les couvreurs à changer leurs habitudes. Travail aux aurores, pauses régulières, reportage sur un chantier avec des couvreurs à Rouen en cette fin juin 2026 alors que sur les toits la température peut "frôler les 80°C".

Le 25/06/2026

Alors que la vigilance rouge canicule est toujours en cours, ce mercredi, en Seine-Maritime et dans l'Eure, les agriculteurs, leur bétail et leur culture souffrent aussi de la chaleur. À Malaunay, Nicolas Vandorpe voit déjà l'effet de cette hausse brutale des températures sur ses rendements.

Le 24/06/2026

Continuez votre lecture

Passer la section

- Des infiltrations d'eau, des inondations régulières, des peintures qui s'écaillent, une isolation qui laisse à désirer, de l'amiante : au Havre, les écoles sont en piteux état. C'est ce que nous confient ce mardi matin sur ICI Normandie des parents d'élèves, syndicalistes et

enseignants.

Le 02/06/2026

- Des parents d'élèves, enseignants, syndicats et l'opposition municipale de gauche dénoncent l'état des écoles publiques du Havre. Des écoles "vieillissantes datant des années 1970" explique l'adjointe au maire chargée des bâtiments sur ICI Normandie, ce mardi 2 juin 2026.

  Le 02/06/2026

- Vigilance rouge canicule en Seine-Maritime à partir de ce mardi 23 juin midi et pas de fermeture systématique des écoles. Chaque municipalité a le choix et pour celles comme au Havre dont les écoles restent ouvertes, les parents s'adaptent pour fournir un peu de fraîcheur aux enfants.

  Le 23/06/2026

- Entre 37 et 40 degrés sont attendus pour les températures maximales en Seine-Maritime et dans l'Eure ce lundi 22 juin. La vigilance orange canicule a été déclenchée dimanche. Pour ce début de semaine, certains maires ont décidé de laisser leurs écoles ouvertes, comme celui de Neufchâtel-en-Bray.

  Le 22/06/2026

france3-regions.franceinfo.fr

Rafales de vent aux Andelys, grêle, fortes pluies : le résumé d'une nuit sous les orages en Seine-Maritime et

Léa Sombret

3–4 minutes

La commune des Andelys (Eure) a été touchée par un orage super cellulaire, s'accompagnant de rafales de vent, dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 juin 2026. Les secteurs de Val-de-Reuil et Gisors ont également été touchés. Au total, les pompiers ont réalisé 45 interventions sur la Seine-Maritime et l'Eure.

Une nuit électrique. De nombreux orages ont traversé la Seine-Maritime et L'Eure, dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 juin 2026, causant des dégâts sur leur passage.

Des violentes rafales, à plus de 110 km/h, ont frappé la commune des Andelys (Eure) dans la soirée, provoquant d'importants dégâts matériels dans plusieurs secteurs de la ville, notamment sur l'avenue de la République, la rue Hamelin et le boulevard du Chapitre. Plus précisément, un orage supercellulaire, appelé parfois supercellule orageuse, le type d'orage le plus violent, associé avec des phénomènes violents comme des tornades et la grosse grêle.

Un arbre jonché sur un trottoir, après le passage d'une tornade aux Andelys (Eure), dans la nuit de samedi 27 juin au dimanche 28 juin 2026. • © France 3 Normandie / F.Pesquet

« Beaucoup de dégâts sont localisés sur ces secteurs », indique le maire des Andelys, Frédéric Duché.

Les services municipaux interviennent actuellement aux côtés des sapeurs-pompiers afin de sécuriser les zones touchées et de permettre un retour progressif à la normale. Aucun blessé n'est à déplorer sur la commune.

Après son passage aux Andelys, le phénomène météorologique s'est ensuite déplacée dans la commune de Val-de-Reuil.

Le stade Jesse Owens à Val-de-Reuil a été fortement endommagé. Les équipes du département de l'Eure sont sur place pour une première évaluation des dégâts et sécuriser l'accès au site.

Le service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime indique avoir réalisé 22 interventions. *« Parmi elles, une intervention sur la commune de Claville Motteville pour un arbre tombé sur une maison »*, indiquent les sapeurs-pompiers. Une personne a été légèrement blessée.

Des fortes pluies sont tombés en quelques minutes sur la ville de Rouen, samedi 27 juin, en début de soirée. • © France Télévisions

Une soixantaine de pompiers ont été largement mobilisés durant la nuit, réalisant 45 interventions sur les deux départements, plus précisément 22 en Seine-Maritime et 26 dans l'Eure. Le secteur des Andelys a été le plus touché, avec 9 interventions. À Val-de-Reuil, 15 interventions ont été réalisées ainsi que 2 à Gisors, pour des toitures arrachées.

Les deux départements ne sont actuellement plus concernés par des alertes orange canicule ni orages.

france3-regions.franceinfo.fr

Canicule. "Les lits sont pleins" : le CHU de Rouen déclenche le Plan hôpital en tension niveau crise

Léa Sombret

~4 minutes

Le CHU de Rouen a activé vendredi 26 juin 2026 son plan "hôpital en tension niveau crise", le niveau en dessous du plan blanc. Le SAMU de Rouen affirme avoir enregistré une hausse de 54% du nombre d'appels par rapport à l'année dernière.

Le CHU de Rouen a activé, vendredi 26 juin, dans l'après-midi, son plan "hôpital en tension niveau crise", le niveau en dessous du plan blanc, comme l'ont révélé nos confrères d'ICI Normandie. *"Les lits sont pleins"*, alerte la direction de l'hôpital, qui va déprogrammer des patients non urgents pour libérer de la place.

> Une mobilisation générale a été engagée afin de désengorger les services et d'éviter le déclenchement du plan blanc.
>
> *Direction de l'hôpital de Rouen*

Certains patients du CHU de Rouen sont renvoyés à domicile plus rapidement mais reviennent parfois le lendemain lorsque leur état se dégrade. Pour l'instant, les interventions programmées ne sont pas décalées.

L'établissement cherche à accélérer les sorties lorsque l'état des patients le permet. Lorsque certains services sont saturés, des patients sont également orientés vers des lits disponibles dans d'autres unités.

La pression est également visible au niveau des secours. Vendredi 26 juin, le SAMU de Rouen a enregistré une hausse de 54 % du nombre d'appels par rapport à la même date l'an dernier. Au Havre, cette augmentation atteint 20 %.

Face à l'épisode de fortes chaleurs qui touche la Normandie, les équipes du CHU de Rouen travaillent dans des conditions de plus en plus difficiles. Pour Evelyne Bourgeois, représentante du syndicat CGT de l'établissement, la situation met en évidence un manque d'anticipation et des moyens insuffisants.

« Les personnels sont épuisés. Il y a une véritable souffrance des agents », affirme-t-elle. Selon elle, les vagues de chaleur successives auraient dû conduire l'hôpital à mieux se préparer.

> On pensait que la canicule de 2003 allait permettre d'anticiper ce type de situation. Or, la climatisation n'est toujours pas prévue dans les bâtiments. Aujourd'hui, au vu des conditions climatiques, nous revendiquons son installation.
>
> *Evelyne Bourgeois*
>
> Secrétaire générale CGT au CHU de Rouen

Dans certains services, la température dépasse les 35 °C dans les chambres. Si certains espaces sont climatisés, ce n'est pas le cas de la plupart des salles où séjournent les patients. *« Les patients se plaignent, tout comme les agents »*, souligne la syndicaliste.

Pour tenter de soulager les équipes, la direction a assoupli certaines règles. *« Ils autorisent désormais le tee-shirt blanc dans les services »*, indique Evelyne Bourgeois. La direction affirme également avoir commandé de nouveaux climatiseurs et ventilateurs pour les prochains épisodes de chaleur.

"L'activité hospitalière fait face à une pression croissante avec une augmentation sensible du nombre de personnes fragiles prises en charge dont l'état général se dégrade en raison des conséquences de cette canicule", indique la préfecture de Seine-Maritime dans un communiqué.

Dans ce sens, le préfet de la Seine-Maritime a pris deux arrêtés vendredi 26 juin : interdire les manifestations sportives sur la voie publique et en plein air ainsi que la vente et la consommation d'alcool à emporter, également lors d'évènements festifs, afin de limiter la pression sur les hôpitaux. Ils resteront en vigueur jusqu'à la fin des vigilances canicule rouge et orange.

france3-regions.franceinfo.fr

Canicule. "Il n'y a pas de volets, on n'arrive pas à faire redescendre la température" : 534 écoles fermées, u

Léa Sombret

4–5 minutes

Face à l'épisode de chaleur qui frappe la France, 534 écoles normandes ont pris la décision de fermer temporairement, jeudi 25 et vendredi 26 juin. Au-delà du casse-tête logistique que cela représente pour les parents concernés, beaucoup dénoncent l'état du bâti scolaire en Normandie.

Absence de volets, mauvaise isolation, cours bétonnées... De nombreux établissements scolaires normands ont été contraints de fermer durant le pic de la canicule, jeudi 25 et vendredi 26 juin 2026.

Sur les 3 000 écoles normandes, 534 écoles ont été contraintes de fermer totalement leurs portes tandis que 672 sont restées ouvertes avec des aménagements, d'après l'académie de Normandie.

L'État et EDF ont annoncé un financement de 130 millions d'euros pour l'installation d'équipement anti-canicule dans les écoles françaises. • © B.Belamri / France Télévisions

À Rouen, la décision a été prise de fermer les 54 écoles jeudi et vendredi et de conserver un service d'accueil minimum.

Enseignants et parents d'élèves regrettent que le choix ait été laissé aux collectivités locales de fermer ou non les établissements, et auraient préféré une directive nationale. *"C'est une situation que l'on connaissait à l'avance, on aurait pu anticiper cette fermeture"*, affirme Anthony Berthelot, président de la fédération de parents d'élèves FCPE 76.

durée de la vidéo : 00h01mn43s

534 écoles fermées en Normandie • ©France Télévisions / B. Belamri

En pleine journée, le bitume des cours de récréation peut atteindre les 60°C et à l'intérieur de certains établissements, les salles de cours deviennent invivables.

"Il n'y a pas forcément de volets, on n'arrive pas à faire redescendre la température des établissements. Il faut réfléchir sur le long terme pour être en mesure d'assurer notre travail et la continuité pédagogique", détaille Rossmery Huet, secrétaire départementale FSU-SNUIPP, inquiète pour l'avenir.

Elizabeth Labaye, adjointe au maire de Rouen en charge des écoles et de l'éducation, se félicite de cette décision *"de raison". "Nous avons voulu le service public ouvert le plus longtemps possible car nous pensions aux familles mais c'était devenu intenable",* poursuit l'adjointe.

> Il est impératif d'engager des rénovations importantes dans les écoles de la ville de Rouen.
>
> *Marine Caron, ancienne candidate de la droite et du centre à la mairie de Rouen*

Du côté de l'opposition, Marine Caron, ancienne candidate de la droite et du centre à la mairie de Rouen et conseillère municipale d'opposition, juge que *"la ville a failli dans ses investissements climatiques".*

Selon elle, c'est une bonne décision de fermer temporairement les écoles mais elle reflète un échec de la municipalité à anticiper et à se préparer face au risque climatique.

Elle donne notamment l'exemple des écoles de Mont-Saint-Aignan qui dispose de ventilateurs au plafond à l'inverse des écoles de la ville de Rouen, qui pour certaines, n'avaient qu'un ventilateur par dortoir.

Normalement, les établissements scolaires de Rouen, devraient rouvrir lundi. L'État et EDF ont annoncé un financement de 130 millions d'euros pour l'installation d'équipement "anti canicule" dans les écoles françaises.

Avec Adrien Develay.

lecourriercauchois.fr

Seine-Maritime. Orages : 22 interventions des secours dont l'une pour un arbre tombé sur une habitation

Camille Gasly

~1 minute

Les intempéries qui ont traversé la Seine-Maritime dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 juin ont mobilisé les équipes du SDIS76, qui ont réalisé au total 22 interventions liées à l'épisode de vigilance orange pour orage.

Une personne blessée légèrement

L'intervention la plus marquante s'est déroulée sur la commune de Claville-Motteville, où un arbre est tombé sur une habitation. L'occupant des lieux a été légèrement blessé lors de l'incident. Pris en charge par les secours, il a dû être relogé temporairement au sein de sa famille.

Une commune privée de courant

Par ailleurs, la commune de Mont-Cauvaire a été touchée par des coupures de courant qui ont affecté une partie des habitants durant une partie de la nuit.

lecourriercauchois.fr

Lillebonne. Pourquoi un étang du parc des Aulnes est-il fermé jusqu'au 1er juillet ?

Cédric Thomire

~2 minutes

Les promeneurs ont pu le constater ces derniers jours. L'eau de l'étang n°2 du parc des Aulnes de Lillebonne, situé à proximité de la piscine, a pris une couleur verte. Selon la Ville, ce phénomène est lié à la hausse des températures, qui favorise le développement d'algues microscopiques. La commune, comme le reste du département de la Seine-Maritime, était classée en vigilance rouge canicule depuis mardi.

- **A lire aussi.** Seine-Maritime. Fin de vigilance rouge et arrivée d'orages : la préfecture invite à la plus grande prudence

Un phénomène qui n'est pas inédit

Par mesure de précaution, un arrêté municipal a été pris jeudi 25 juin afin de fermer l'accès à cet étang. La pêche y est donc temporairement interdite, jusqu'au mercredi 1er juillet. "*Les pompiers sont venus sur place. Un prélèvement d'eau a été fait pour mieux comprendre la situation et agir en conséquence*", indiquait vendredi Patrick Cibois, maire de la commune.

La baignade, déjà interdite toute l'année sur ce plan d'eau, le reste naturellement. Des aérateurs ont été mis en service afin d'oxygéner l'eau et favoriser un retour à la normale.

- **A lire aussi.** Zone industrielle du Havre. Une vaste panne électrique liée à la canicule provoque des arrêts d'usines et des torchères

La municipalité précise que ce phénomène n'est pas inédit. Il est arrivé les années précédentes que le même étang ait connu ce type d'épisode lors de fortes chaleurs. Des poissons avaient été

retrouvés morts.

lecourriercauchois.fr

Seine-Maritime. Un ancien maire du pays de Caux mène la liste Rassemblement national aux Sénatoriales

Ghislain Annetta

3–4 minutes

Comme elles ne fonctionnent pas au suffrage universel mais sont réservées aux grands électeurs (élus nationaux, régionaux, départementaux et locaux), les élections sénatoriales passionnent moins les foules. Le scrutin, qui se prépare, vise à remplacer la moitié des parlementaires de la seconde chambre dont ceux de Seine-Maritime. Elles se tiendront le 27 septembre. Et déjà les premiers candidats s'affichent. C'est le cas au Rassemblement National. Le mouvement de Marine Le Pen et Jordan Bardella a présenté sa liste seinomarine vendredi 26 juin à Yvetot. Le Bolbécais Douglas Potier, délégué départemental, annonce l'ambition du parti : avoir au moins un élu de Seine-Maritime au palais du Luxembourg. *"Afin d'aider le RN à atteindre son objectif : avoir 10 sénateurs et ainsi pouvoir constituer un groupe parlementaire"*. Actuellement, l'ex-Front National n'en a que trois.

Ancien vice-président de la chambre d'agriculture

La tête de liste départementale a été confiée à Léon Levasseur. L'homme, âgé de 76 ans, n'est pas un inconnu en pays de Caux. Il a été maire de Cailly, près de Montville, de 2008 à 2020. Il était auparavant adjoint dans le village voisin d'Yquebeuf. Il a été vice-président de la communauté de communes Inter-Caux-Vexin. Cet ancien agriculteur a été vice-président de la chambre d'agriculture de Seine-Maritime, en charge notamment du dossier des biocarburants. Il a commencé son parcours politique au RPR puis à l'UMP. Parti qu'il a quitté pour rejoindre le RN en 2019. Ce féru de

cyclisme aime *"les combats difficiles"*. Dans son équipe, il peut compter sur l'appui des deux députés de son parti en Seine-Maritime, Patrice Martin et Robert Le Bourgeois. Ce dernier assume son *"rôle de pousseur"*. Il compte *"sur le réseau tissé auprès des élus de la 10e circonscription (Yvetot) depuis [son] élection en 2024 pour parvenir à les convaincre"*.

La composition de la liste

1. Léon Levasseur, 76 ans, agriculteur retraité, ancien maire de Cailly.

2. Myriam Huault, 54 ans, travailleuse sociale, conseillère municipale d'opposition à Bolbec.

3. Stéphane Lebesne, 54 ans, agent de production, adjoint au maire à Harfleur.

4. Albane Duteurtre, 36 ans, suppléante du député Robert Le Bourgeois, secrétaire générale adjointe du groupe RN à l'Assemblée nationale.

5. Robert Le Bourgeois, 56 ans, député de la 10e circonscription de Seine-Maritime.

6. Nicole Langlois, 81 ans, retraitée de l'industrie chimique, ancienne adjointe au maire de Montivilliers.

7. Patrice Martin, 63 ans, député de la 6e circonscription de la Seine-Maritime et conseiller régional.

8. Eliane Lambert, 84 ans, expert-comptable retraitée, élue au conseil municipal de Dieppe et à la communauté d'agglomération Dieppe Maritime.

paris-normandie.fr

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

Gaspard Lagnel

6–7 minutes

À Rouen, le collège Fontenelle s'offre une cure de jouvence, qui va durer jusqu'en avril 2027. Exécuté par les compagnons du devoir, le chantier doit permettre de conserver son charme architectural, tout en assurant la sécurité des élèves.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Le collège Fontenelle refait sa façade extérieure. Les travaux doivent durer jusqu'en avril 2027. - Photo Paris-Normandie

Consultez l'actualité en vidéo

Par Gaspard Lagnel

Publié: 29 Juin 2026 à 07h45 Temps de lecture: 1 min

Alors que les collégiens de troisième ont le regard tourné vers le diplôme du brevet en cette fin d'année scolaire, au collège Fontenelle, certains l'ont aussi sur les grands échafaudages qui entourent leur bâtiment.

En plein centre de Rouen, le plus grand des 109 collèges de Seine-Maritime (1 000 élèves accueillis), situé rue du Requis, est en travaux.

La toiture en ardoise va être refaite, l'isolation aussi, mais le gros du travail repose sur la rénovation des pierres d'assise et des chéneaux, des pièces qui ont plusieurs siècles et dont la vétusté pourrait – à terme – devenir dangereuse.

D'extérieur, on n'y voit presque rien. De grandes installations, drapées d'une grande bâche blanche. « *Les élèves n'en sont que très peu impactés* », assure Guillaume Douville, conducteur d'opération à la direction des collèges au sein du Département.

En effet, toutes les salles occupées par le collège sont accessibles. Idem pour l'internat, qui accueille des élèves ainsi que des pensionnaires du Conservatoire de Rouen. Les échafaudages

laissent le libre accès aux issues de secours, et la cour perd très peu de son espace.

L'enveloppe extérieure rénovée, le charme conservé

« *Des collèges qui ont cette tête-là on n'en a pas beaucoup dans le département. On veut conserver ce patrimoine* », explique Guillaume Douville.

C'est vrai que l'établissement a du cachet. Une aile construite au XVIIe siècle, une autre au XVIIIe siècle, le tout collé à une ancienne chapelle, désacralisée depuis 1905.

« *Ces bâtiments, ce sont les plus vieux pour un collège de Seine-Maritime* ». Guillaume Douville le maintient, le bâtiment, inscrit comme bâtiment remarquable, doit être rénové à sa juste valeur.

« *On rénove, mais on garde le charme extérieur. Ce sont les compagnons du devoir qui s'occupent de la rénovation. Ils respectent les procédés et les façons de faire de l'époque. Chaque pierre d'assise, qui pèse 800 kilos, est taillée à la main* ».

Fin des travaux prévus en avril 2027

Pour ce chantier, le Département, unique financeur, investit 1,8 million d'euros. La rénovation devrait durer jusqu'au mois d'avril 2027. « *Pour l'instant, on est dans les délais* », estime le conducteur d'opérations.

Il développe : « *au mois de juillet, on profite des vacances scolaires pour mettre l'échafaudage sur l'aile qui abrite la partie administrative. À partir de cet automne, les élèves ne verront plus les échafaudages* ». Ce seront deux petites cours à l'arrière du collège qui seront rénovées à leur tour.

En parallèle, le collège et le Département souhaitent, à partir de la rentrée scolaire 2027, organiser des ateliers de démonstration. Une façon pour les artisans de montrer aux élèves tout ce qui fait la complexité et la noblesse d'entretenir des bâtiments historiques comme le collège Fontenelle.

Lire aussi

Sur la Seine ou sur les quais, cinq bonnes raisons d'aller à la Fête du fleuve à Rouen

Des recettes du terroir de la région de Barentin bientôt diffusées, en vidéo, sur les réseaux sociaux

Au nord de Rouen, cette usine sert toujours une eau contaminée par un pesticide

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Rouen (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

Incendie au CRA de Oissel : trois policiers intoxiqués, deux personnes en garde à vue

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

Sur la Seine ou sur les quais, cinq bonnes raisons d'aller à la Fête du fleuve à Rouen

Des recettes du terroir de la région de Barentin bientôt diffusées, en vidéo, sur les réseaux sociaux

[Au nord de Rouen, cette usine sert toujours une eau contaminée par un pesticide]

[Quel avenir après U pour ces neuf magasins normands ? « On cherche une centrale d'achat »]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Pont Corneille à Rouen : un imprévu va entraîner de nouveaux travaux « longs et coûteux »

Jérémy Chatet

5–6 minutes

Alors que le chantier du pont Corneille devait s'achever, de nouveaux travaux vont devoir être programmés, augmentant significativement le budget consacré à la rénovation de l'ouvrage.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Les travaux sur le pont Corneille vont se prolonger. - Archives Stéphanie PÉRON CLÉMENT/PN

Par Jérémy Chatet

Publié: 27 Juin 2026 à 08h02 Temps de lecture: 1 min

Mauvaise nouvelle pour le pont Corneille. Alors que le chantier de sa rénovation, entamé en mars 2024, arrivait à son terme, de nouveaux travaux *« longs et coûteux »*, vont être entrepris, nous confirme la Métropole de Rouen.

En cause, une découverte lors de la fin de chantier. Pendant le démontage des appareils d'appui (structures qui permettent la stabilisation du pont. NDLR) qui devaient être repris et renforcés, *« il a été constaté une corrosion des poutres supports »*, nécessitant une nouvelle intervention *« pour assurer la pérennité du pont »*.

1,5 million d'euros en plus

Les travaux du pont Corneille, pour renforcer la structure métallique et résoudre les problèmes d'étanchéité, ont débuté le 25 mars 2024 et ont eu un impact important sur la circulation, sur cet axe majeur qui relie la rive droite et la rive gauche et dessert l'île Lacroix.

En avril dernier, le pont a rouvert en intégralité aux usagers. Ne restaient alors que des travaux de peinture qui doivent s'achever en novembre. Jusqu'à cet imprévu qui va prolonger la durée du chantier dont le coût avoisine les 24 millions d'euros.

Interruptions de circulation

Des études complémentaires sont en cours. Lors du conseil métropolitain du 29 juin, une rallonge de 1,5 million d'euros pour financer ces nouveaux travaux doit être votée dans le cadre d'une délibération modificative du budget 2026 de la Métropole de Rouen. Une fois la somme débloquée, les travaux seront lancés.

La durée n'est pas encore connue. Ils pourraient entraîner de nouvelles restrictions de circulation, d'après la Métropole de Rouen. « *Des interruptions de circulation ponctuelles de nuit pourront être nécessaires, tout en conservant un accès à l'île Lacroix*. »

Lire aussi

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

Sur la Seine ou sur les quais, cinq bonnes raisons d'aller à la Fête du fleuve à Rouen

Des recettes du terroir de la région de Barentin bientôt diffusées, en vidéo, sur les réseaux sociaux

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Rouen (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

Incendie au CRA de Oissel : trois policiers intoxiqués, deux personnes en garde à vue

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

Sur la Seine ou sur les quais, cinq bonnes raisons d'aller à la Fête du fleuve à Rouen

Des recettes du terroir de la région de Barentin bientôt diffusées, en vidéo, sur les réseaux sociaux

Au nord de Rouen, cette usine sert toujours une eau contaminée par un pesticide

Quel avenir après U pour ces neuf magasins normands ? « On cherche une centrale d'achat »

Voir plus d'articles

Juste pour vous

actu.fr

Sécurisation, végétalisation : les accès à cette école d'Elbeuf vont être repensés

Aurélien Delavaud

3–4 minutes

Cet été, la Ville d'Elbeuf prévoit un gros chantier dans les rues Mouchel et Gaument, avec l'objectif de les rendre plus agréables tout en sécurisant l'accès à l'école du quartier.

Sur le même thème

Ecoles

Travaux

Des travaux vont intervenir dans les rue Mouchel et Gaument, à proximité de l'école Michelet, à Elbeuf (Seine-Maritime). ©Emilien Jacques

Par Aurélien Delavaud Publié le 28 juin 2026 à 21h20

Il y a déjà eu une expérimentation pour tester la **piétonnisation** de la rue, aux heures d'entrée et de sortie de l'établissement. Cette fois, ce sont tous les abords de **l'école Michelet**, dans le centre-ville

d'Elbeuf (Seine-Maritime), qui vont faire l'objet de **travaux** pendant les deux mois d'été à venir.

Pour la Ville, l'objectif est double : **sécuriser** l'accès à l'école et rendre le quartier plus vert et plus **agréable**.

Une rue Mouchel plus verte

« C'est une **suite logique**, entre les travaux de réhabilitation des jardins de l'hôtel de ville et ceux de la place de la République », expose Djoudé Merabet.

Pour le maire d'Elbeuf, la rue Mouchel a donc vocation à faire le trait d'union entre ces deux espaces où la végétation reprend ses droits : « La rue sera **végétalisée** en partie, on va travailler sur les cheminements et le stationnement jusqu'à la rue des Martyrs. »

En complément, la Ville précise le programme : « Création d'un **trottoir** traversant au carrefour avec la rue des Martyrs, indication renforcée vers le parking Franklin, trottoir agrandi pour des terrasses et des espaces végétalisés, **travaux d'enrobés** entre la rue Gaument et la rue Henry. »

Vidéos : en ce moment sur Actu

« Sacraliser » l'entrée de l'école

Pour la rue Gaument, une parallèle à la rue des Martyrs qui part de la rue Mouchel et qui passe devant l'entrée de **l'école Michelet** récemment rénovée de fond en comble, l'idée est de la fermer définitivement à la circulation.

On veut sacraliser les entrées des écoles.

Cela veut-il dire que toute la rue Gaument sera **fermée**, ou seulement la partie qui passe devant l'école, entre les rues Mouchel et de Verdun ? Pour le moment, la Ville ne précise pas ce point.

Les habitants et les commerçants devraient en apprendre plus sur le projet lors de la **réunion publique** programmée le **jeudi 2 juillet 2026**, à 16 h 30, devant l'école Michelet, avec les services de la Ville et de la Métropole.

En revanche, ce que l'on sait, c'est qu'après environ deux mois de travaux, la cour d'école et ses abords, dans la rue, bénéficieront de bancs, d'espaces végétalisés, d'un marquage ludique au sol, d'un

habillage des grilles ou encore d'un remplacement des luminaires.

Une réunion publique sera organisée pour présenter le projet le jeudi 2 juillet, à 16 h 30, devant l'école Michelet, suivie d'une permanence à la mairie à partir de 19 h 30.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

actu.fr

Au Tréport, une aire de camping-car pour bénéficier du chantier EPR en limitant l'impact pour les habitants

Lucas Farcy

6–7 minutes

Une nouvelle aire de camping-car vient d'être inaugurée au Tréport. Sa particularité ? Elle ne sera accessible qu'aux ouvriers qui interviennent sur le grand chantier des EPR.

Sur le même thème

- Centrale nucléaire de Penly
- EPR
- Villes Soeurs

Article réservé aux abonnés

Au premier plan : Eddie Facque, Laurent Jacques, Sébastien Jumel et André Gautier (de gauche à droite), lors de l'inauguration de la nouvelle aire de camping-car vendredi 12 juin. ©Lucas Farcy

Par Lucas Farcy Publié le 27 juin 2026 à 20h36

C'est un projet qui reflète comment les **villes du littoral** doivent composer pour **accueillir les touristes**, tout en continuant à attirer c**eux qui veulent travailler sur le territoire**. Au Tréport, la municipalité veut profiter des retombées économiques de la construction des **réacteurs EPR** de la **centrale nucléaire de Penly**, en attirant ceux qui y travaillent : c'est ainsi qu'une **nouvelle aire de camping-car** a été créée sur les hauteurs de la ville, spécifiquement pour les ouvriers de ce grand chantier.

« Nous réaffirmons le double statut de notre ville, qui est à la fois une destination touristique prisée et une terre ouvrière et industrielle », résume le maire Laurent Jacques au moment d'inaugurer cette aire, vendredi 12 juin. Sur le chantier en effet, un certain nombre d'ouvriers qui n'interviennent que peu de temps choisiront le camping-car comme moyen d'hébergement, « une bonne manière d'être autonome, de vivre un véritable »chez soi » au terme d'une journée de labeur », résume le maire. Ceux-ci seraient alors entrés en concurrence avec les aires de camping-car du Tréport, déjà très prisées des touristes. Les 55 nouveaux emplacements avec branchement électrique permettront d'éviter cette concurrence entre touristes et ouvriers du grand chantier.

Profiter des retombées et limiter les impacts

Sébastien Jumel, président de l'agglomération Dieppe-Maritime, résume l'objet de ce projet en d'autres termes : « L'objectif est simple : faire en sorte de maximiser les retombées de l'EPR pour notre territoire, tout en minimisant les impacts négatifs de l'EPR sur ce territoire, pour les habitants d'ici ».

Pour entrer, les visiteurs devront taper un code qui leur sera remis par leur employeur, entreprise du chantier EPR. ©Lucas Farcy

Avec cette aire flambant neuve, les élus veulent aussi donner la plus belle image possible de la région, en espérant qu'une partie de ces salariés choisissent de s'y installer à long terme : « Nous considérons les salariés qui vont venir comme des citoyens à part entière, on leur doit dignité et un logement de qualité, y compris la possibilité de fréquenter nos équipements, notamment sportifs. Le pari qu'on fait d'ailleurs, c'est qu'ils vont tellement se sentir bien ici qu'ils auront peut-être construit leur famille ici et décidé de s'installer ici », résume Sébastien Jumel.

Quatre financeurs, dont EDF

Avec ce projet, les collectivités bénéficient d'ores et déjà des retombées du chantier, puisqu'une partie du financement vient d'EDF, à hauteur de 280 000 € sur les 750 000 € investis au total. Le reste est financé par la Ville du Tréport, la communauté de communes des Villes Sœurs (CCVS) et le Département de Seine-Maritime. Sur ce point, Eddie Facque, président de la CCVS, explique : « nous sommes très heureux d'avoir pu être partenaire financier aux côtés de la ville du Tréport. Il ne faut pas oublier et dire les choses : la ville du Tréport est aussi un gros contributeur de notre collectivité. Bien souvent, il y a certaines communes qui ont un peu la mémoire courte ».

André Gautier, vice-président du département, explique par

ailleurs que la préparation du grand chantier se fait à l'échelle du territoire : « Tous les mois, l'ensemble des acteurs du territoire se réunissent pour savoir comment on accueille dans les meilleures conditions possibles l'ensemble des salariés qui vont se succéder sur ce chantier. Il faut faire en sorte que les routes permettent d'accéder au chantier sans réel problème pour les habitants. Il y a aussi les questions du logement, la santé, la sécurité... ». Cette aire est « l'un des premiers projets qui est passé à la moulinette du comité des financeurs qui font des choix pour pouvoir accueillir ces futurs salariés ».

Un hommage à Jean Crèvecœur

Cette nouvelle aire de camping-car a été construite sur le terrain de l'ancien domaine Crèvecoeur, qui accueillait un camping à la ferme. Le terrain a été racheté par la municipalité à l'automne 2024 : « Jean Crèvecoeur m'avait contacté lorsqu'il avait envisagé la cession du domaine et avait souhaité privilégier la commune plutôt que des initiatives privées. Je lui en sais gré. Je lui avais expliqué les projets que nous pourrions y développer et c'est sur cette base que nous avons conclu cette vente. Mon seul regret est de ne pouvoir l'avoir à nos côtés aujourd'hui, il nous a quittés il y a quelques mois. Mais j'ai le plaisir d'accueillir Martine et Valérie, ces deux filles ».

Juste à côté de cette aire, 36 bungalows devraient par ailleurs être installés, là aussi pour les salariés du grand chantier. « Des discussions sont en cours avec un partenaire privé », précise le maire Laurent Jacques. À terme, une ligne de bus spéciale devrait être mise en place pour permettre aux salariés de rejoindre Penly.

Cette nouvelle aire de camping-car est située route de Mancheville, sur les hauteurs du Tréport. Son accès est réservé aux salariés du grand chantier EPR de Penly.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

actu.fr

Dépollution du site de l'ancienne caserne des pompier : l'addition est (très) salée

Rédaction Normandie

2–3 minutes

Lors du dernier conseil municipal du Mesnil-Esnard, l'adjoint aux travaux a révélé l'addition salée de la dépollution de l'ancienne caserne des pompiers...

Article réservé aux abonnés

Le maire a indiqué que les travaux de la piste vélo ne commenceront au mieux qu'en 2028. ©Le Bulletin

Par Rédaction Normandie Publié le 26 juin 2026 à 16h12

Au menu du dernier conseil municipal de la commune de Mesnil-Esnard, plusieurs points ont été abordés dont un dossier épineux : celui de l'**ancienne caserne des pompiers**. De l'amiante avait été découvert fin 2025, faisant gonfler la facture finale.
Les élus sont revenus sur ce chantier.

Où en sont les travaux ?

L'état d'avancement des travaux sur l'ancienne caserne des pompiers a été évoqué. Les travaux liés aux fondations et aux soutènements ont débuté. Olivier de Valicourt, élu en charge de l'urbanisme, a rappelé : « Le coût total, nous ne le connaissons pas encore. Je rappelle que le lot 4 sur les fondations, gros œuvre et terrassement est chiffré à 2 664 802 euros TTC. » En ce qui concerne la dépollution, il a ajouté :

> Le coût définitif de la dépollution est connu, sous réserve qu'on ne trouve pas encore des polluants et notamment de poches d'amiante. Avec les sondages, le maître d'œuvre, le traitement, les évacuations et le tri sur place, la facture s'élève à 1 491 991 euros TTC.

Xavier Jean, adjoint aux finances, a précisé : « Toutes les subventions ont été refusées. Nous ne sommes pas éligibles. »

Affaire à suivre, donc

Suivez l'actualité de Rouen sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

actu.fr

« Ce sont des miettes » : au tribunal de Rouen, des enfants de harkis face aux maigres dédommagements de l'État Français

Yann Rivallan

6–7 minutes

Ils ont été accueillis en France dans des conditions indignes après la guerre d'Algérie. Des enfants de harkis étaient devant le tribunal de Rouen pour être mieux dédommagés.

Sur le même thème

- Algérie
- Guerre d'Algérie
- Tribunal de Rouen

Article réservé aux abonnés

Zora, fille de harki, était au tribunal administratif de Rouen pour tenter de revaloriser le dédommagement que l'État Français lui a octroyé pour ces conditions d'accueil particulièrement difficiles.

(©YR/76actu)

Par Yann Rivallan Publié le 26 juin 2026 à 18h22

Quelques milliers d'euros pour des années de souffrance, des maladies graves et de véritables traumatismes. C'est une partie de l'histoire de la guerre d'Algérie qui s'est jouée au tribunal administratif de Rouen, vendredi 26 juin 2026. Plusieurs **enfants de harkis** — des Algériens qui ont combattu dans les rangs de l'armée française pendant la guerre — tentent de revaloriser **les dédommagements** que l'État Français leur a accordés pour les conditions d'accueil indignes qui leur ont été réservées à leur arrivée en France.

Des enfants de harkis devant le tribunal

Ces Algériens d'origine ont connu une double peine à leur arrivée sur le territoire français. Reniés par les leurs pour leur association à la France durant la guerre d'Algérie, ils ont été installés, voire internés, dans **des camps** lorsqu'ils se sont réfugiés dans le pays des Droits de l'Homme au cours des années 1960.

Des habitations et des baraquements pour la grande majorité **insalubres** et dans lesquels les conditions de vie étaient particulièrement difficiles. Parmi la quinzaine de requérants présents au tribunal administratif vendredi 26 juin, tous n'ont pas été logés à la même enseigne.

Certains de ces camps étaient installés à Rouen ou dans sa proche agglomération. Mais d'autres comme *Zora** ont grandi du côté de Saint-Wandrille-Rançon, au sud d'Yvetot. Un camp « isolé à la campagne et où l'on manquait de tout », raconte cette fille de harki, qui est née là-bas et y a vécu jusqu'à ses 3 ans.

Des conditions de vie terribles

L'avocate de plusieurs de ces enfants de harkis, Me Soumia Mekkaoui, décrit des conditions d'hébergements terribles. « Pas d'isolation, de chauffage, d'eau chaude », détaille-t-elle. Mais aussi, dans un des camps de Rouen, « une seule douche pour tout le monde », et surtout de nombreuses personnes qui ont **souffert de maladies** et de **sous-alimentation**, malgré leur service rendu à la Nation.

C’est dans une loi du 23 février 2022 que les harkis et les autres personnes rapatriées d’Algérie ont vu « l’indignité de leurs conditions d’accueil et de vie » reconnues par l’État. Mais les dédommagements proposés sont « scandaleux », aux yeux des différents requérants interrogés à la sortie du tribunal administratif de Rouen.

> Ce qu'on nous propose, ce sont des miettes. C'est comme si vous vous faisiez amputer par erreur et qu'on vous donnait quelques dizaines d'euros en dédommagement.

Un barème a été fixé. Il octroie aux harkis et à leur famille un dédommagement de 4 000 euros pour leur première année passée dans un centre d’hébergement indigne. Et ensuite 1 000 euros pour chaque année supplémentaire passée sur place.

« Des clopinettes », fulmine Dounia*, une autre fille de harki passé par un camp. Parmi la quinzaine de personnes présentes au tribunal rouennais, leurs dédommagements sont en général compris entre **8 000 et 15 000 euros**.

Un long combat judiciaire démarre

Ces sommes, elles ne sont « pas en adéquation avec leurs droits », insiste Me Mekkaoui. Au sein de ces centres d’hébergement, beaucoup sont tombés malades et subissent encore aujourd’hui de **lourdes séquelles**.

Zora, par exemple, a été « gravement malade » lors de son passage à Saint-Wandrille. « La Croix-Rouge avait dû secourir ma famille », expose-t-elle, document d’époque à l’appui. Aujourd’hui, elle souffre d’asthme, de problèmes pulmonaires et de plusieurs allergies.

Ahmed*, sous assistance respiratoire, explique devant le tribunal qu’il a contracté **la tuberculose** lorsqu’il était enfant dans un des centres d’hébergement. Une maladie qui a eu de lourdes conséquences sur sa santé et dont il paye encore le prix aujourd’hui.

Mais toutes les demandes de revalorisations du préjudice demandées risquent d’être rejetées par le tribunal. Dans ses conclusions, la rapporteuse publique a suivi les barèmes imposés par la loi de 2022. Elle a donc demandé **le rejet des requêtes**. La

décision sera rendue le 24 juillet prochain.

L'avocate des familles de harkis s'attend à devoir aller jusque dans les plus hautes instances pour enfin faire entendre la voix de ses clients : « On risque de devoir aller devant **la cour européenne des Droits de l'Homme**. »

Un long combat judiciaire qui pourrait durer plusieurs années avant que ces enfants de harkis obtiennent gain de cause. Et en attendant, cette sous-évaluation de leur préjudice « réveille des plaies », conclut l'avocate.

**Les prénoms ont été modifiés*

Suivez l'actualité de Rouen sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.